

مكتبة من الكتب

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION 3
BOURSE

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13304 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

SAMEDI 7 NOVEMBRE 1987

Baisse du dollar et remontée des marchés boursiers

La priorité donnée à la défense du franc pourrait peser sur la croissance

Deux baromètres détraqués

Prendant acte de la décision conjointe prise par M. Edouard Balladur et par le ministre allemand des finances, M. Gerhard Stoltenberg (ou si l'on préfère respecter les formes : prise par la Banque de France et par la Bundesbank), M. David Mulford, secrétaire-adjoint au Trésor américain, a qualifié cette mesure de « constructive ».

Il a ajouté qu'elle augmentait les chances d'une réunion des ministres du groupe des Sept (Etats-Unis, France, Allemagne, Grande-Bretagne, Japon, Italie, Canada). Ces propos rejoignent ceux du ministre d'Etat français. Ainsi semble se répéter, à huit mois de distance, le scénario qui avait conduit à la conclusion, le 22 février dernier, de l'accord de Louvre.

Washington et Paris se donnent la main pour amener leurs partenaires, récalcitrants, surtout allemands, à prendre les dispositions de relance économique qu'on attend d'eux. Avec, toutefois, une différence de taille quant aux moyens employés. M. Balladur défend le franc en remontant les taux, au risque de compromettre une conjoncture déjà menacée. M. James Baker, le secrétaire américain au Trésor, déclare au même moment qu'il préfère voir glisser le dollar pour éviter une récession causée par un loyer de l'argent plus élevé.

Dans pareilles circonstances, que voulez-vous qu'ils préparent, sinon une réduction ? C'est bien la seule perspective qu'ils puissent ouvrir aux marchés. Ceux-ci, qui avaient pour horizon, avant le krach boursier du 19 octobre, ce qui allait se passer dans les trois ou quatre semaines à venir, limitent aujourd'hui leurs anticipations aux quelques heures qui vont suivre.

Sur le fond de l'affaire, les chances de voir la coopération, dont Paris et Bonn viennent de donner un exemple aux effets d'annonce savamment calculés, aboutir, de par le monde industriel, à des résultats durables — ce qui veut dire jusqu'aux élections de l'année prochaine en France et aux Etats-Unis — sont fortement obérées.

Pour guider leurs actions respectives, les gouvernements ont les yeux fixés sur deux baromètres, qui sont, il faut bien en convenir, l'un et l'autre, tout à fait détraqués.

A Washington, c'est la température de Wall Street qui intéresse quasi exclusivement. Une nouvelle et profonde chute des cours pourrait, pensent la Maison Blanche et ce qui lui reste de ministres responsables, atteindre au cœur le moral de la nation et précipiter la récession redoutée.

En Europe, c'est la température du dollar qui est regardée comme la clef de tout le reste, ou presque. Par les Allemands, parce qu'ils craignent qu'une revalorisation supplémentaire du deutschemark n'annule, par ses conséquences déflationnistes, tout bénéfice à attendre d'un abaissement du coût du crédit. Par les Français, parce qu'ils appréhendent qu'une nouvelle chute du dollar n'entraîne le franc.

M 0147 - 1107 0 - 4,50 F
3790147004500 11070

Un pas vers la paix en Amérique centrale

Le Nicaragua est favorable à des négociations avec la Contra

Le président nicaraguayen Daniel Ortega a annoncé, jeudi 5 novembre, à Managua, qu'il était favorable à l'ouverture de négociations indirectes avec les chefs de la Contra. C'est la première fois que les autorités sandinistes envisagent un tel dialogue. Cette déclaration intervient le jour même de la première échéance du plan de paix pour l'Amérique centrale signé le 5 août dernier par cinq chefs d'Etat de l'isthme (Costa-Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Salvador).

Ce plan de paix fixait cinq mesures qui devaient entrer en vigueur dans les pays concernés avant cette date limite : amnistie pour les prisonniers politiques et les combattants, cessez-le-feu, démocratisation et levée des lois d'exception, interruption de l'aide étrangère aux mouvements de guérilla et non-utilisation d'un territoire par des organisations hostiles à des gouvernements voisins.

Face au pari qui revenait à régler tous les conflits en même temps, les résultats peuvent paraître décevants. En fait, le calendrier fixé ne peut à l'évidence être respecté. Mais un point est desor-

(Lire nos informations page 4.)

Les ventes d'armes à l'Iran

Matignon « n'interpellera pas » l'Elysée

M. Denis Baudouin, porte-parole du premier ministre, a évoqué, vendredi 6 novembre, au cours de son point de presse hebdomadaire, l'affaire Luchaire. Il a notamment déclaré :

« Nous n'avons pas à désigner tel ou tel comme bouc émissaire. Contrairement à ce que nous avons lu et entendu, l'hôtel Matignon n'a pas l'intention d'interpeller la présidence de la République dans cette affaire. »

Rapport Barba : la forme et le fond

La divulgation, par la presse, du rapport Barba, avant même sa déclassification officielle par M. André Giraud, a provoqué quelque émoi au ministère de la défense. Au contrôle général des armées, d'abord, un corps dont relève l'auteur du document précédemment estampillé « confidentiel-défense ». A la délégation générale pour l'armement, ensuite, dont la direction des relations internationales est au centre de toutes les activités,

en France, d'exportations militaires. Des contrôleurs des armées — on en compte environ quatre-vingts en fonction — n'hésitent pas aujourd'hui à se désolidariser, en privé, et de la forme et du contenu du rapport consacré à l'affaire Luchaire.

Le choix du rapporteur, M. Jean-François Barba, leur a fait problème en 1986. Ami de longue date, depuis leurs affectations respectives dans les confins

sahariens sous la IV^e République, de M. Jean Chazet, le précédent directeur de cabinet de M. Giraud, M. Barba n'est pas un spécialiste des questions d'armement et il est chargé, au sein du contrôle général des armées, du département Organisation constitutif des forces (OCF) qui s'occupe du contrôle des corps de troupes (régiments, bases aériennes ou navires de guerre).

JACQUES ISNARD.
(Lire la suite page 10.)

L'URSS au jour le jour

Histoires de « perestroïka »

MOSCOU
de nos envoyés spéciaux

M. Egor Ligatchev, qui passe pour être le chef de file des « conservateurs », est-il opposé à la politique de restructuration de M. Gorbatchev ? Deux formules entendues à Moscou résumeraient sa position :

« Il est pour la « perestroïka », mais contre la « glasnost ». »

« La réforme oui, le chien non », aphorisme qu'il emprunterait — sans le savoir — au de Gaulle de mai 1968.

markhoze, il a fait l'heureuse expérience d'une certaine autonomie dans la gestion économique. Cette référence à la période Khrouchchev et au XX^e congrès qui a amorcé la déstalinisation, on la retrouve pratiquement dans toutes les conversations. La « perestroïka » est surtout l'affaire de la génération qui a été la plus marquée par le khrouchchévisme.

C'est sans doute le cas de M. Gorbatchev lui-même et de ses conseillers. Des rédacteurs en chef des publications à l'avant-garde de la « glasnost » appartiennent aussi à cette génération, alors que la « perestroïka » paraît laisser indifférents les plus jeunes, que toute leur éducation a dégoûté de la chose publique et qui considèrent la timide ouverture du régime sous la seule forme de la musique rock.

JACQUES AMALRIC
et DANIEL VERNET.
(Lire la suite page 2.)

La polémique sur les nouveau-nés handicapés

Naître pour mourir...

« Barbarie légale », « extermination active »... Aucun mot n'a été trop fort pour condamner la proposition d'une association — révisée dans le Monde du 4 novembre — visant à permettre d'interrompre la vie d'un nouveau-né atteint d'une infirmité incurable dans les trois jours qui suivent sa naissance.

Il faut cependant se méfier du poids terrible des mots dans ce domaine. Surtout quand on les emploie à tort et à travers : pour contestable qu'elle soit, la proposition de l'Association pour la prévention de l'enfance handicapée ne peut être tout à fait assimilée à l'euthanasie, et on ne gagne rien à évoquer Hitler à son propos.

Deux positions s'affrontent. D'une part, celle du sénateur Henri Caillaud, affirmant : « Celui qui donne la vie a le droit de la retirer. » Et, d'autre part, celle qu'incarnent les évêques

catholiques en déclarant que la vie humaine n'appartient qu'à Dieu et qu'on lui doit donc « un respect absolu ».

Le débat sur l'euthanasie a montré qu'il faut se garder de tout manichéisme en la matière. Entre l'acharnement thérapeutique et le droit de donner la mort sur demande est apparue une troisième voie : celle des soins palliatifs, c'est-à-dire l'assistance aux malades en phase terminale et à leur famille quand plus rien ne peut être fait pour guérir. Mis en œuvre par des équipes admirables, cet accompagnement des mourants peut conduire — on le sait — à accélérer la mort. Vouloir légiférer en la matière apparaît dangereux et absurde.

Ne faudrait-il pas adopter la même attitude à l'égard des nouveau-nés malformés, au lieu de s'enfermer dans un quelconque

réglément ? Ce sont des drames qui se jouent pas par pas, sans tapage, sans déclarations écrites ni articles de loi. La majorité des médecins concernés, quand ils le peuvent, agissent avec bon sens et humanité, sans nécessairement obliger les parents à prendre une décision qui, souvent, les dépasse et les culpabiliserait durablement. Nombre d'enfants malformés sont un calvaire pour leurs parents et se seraient peut-être bien dispensés de vivre. Beaucoup d'autres seraient morts si on avait appliqué la proposition aujourd'hui avancée, alors qu'ils vivent heureux et ont fait découvrir à leur famille une autre dimension de l'existence. Par respect pour les uns et les autres, il est permis de demander un peu de mesure et d'humilité.

ROBERT SOLÉ.
(Lire nos informations page 12.)

Alain Absire

L'ÉGAL DE DIEU

"L'Égal de Dieu est de ces romans qui font honneur à l'écrivain."

LUCIEN GUISSARD, LA CROIX

"Le lecteur envoûté ne peut absolument plus abandonner cette très belle histoire d'une double et souterraine passion."

JACQUES DUQUESNE, LE POINT

Almann-Lévy

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir ; Tunisie, 600 m ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 16 sch ; Belgique, 30 fr ; Canada, 1,75 AS ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr ; Espagne, 165 pes ; G.-B., 60 p ; Grèce, 150 dr ; Indonésie, 90 p ; Italie, 1 700 L ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F ; Norvège, 12 kr ; Pays-Bas, 2,25 fl ; Portugal, 130 esc ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cr ; Suisse, 1,80 F ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.



Etranger

URSS : organisée pour l'anniversaire de la révolution d'Octobre

La rencontre internationale de Moscou a été un succès pour M. Gorbatchev

La rencontre des délégations venues à Moscou pour les fêtes d'Octobre a pris fin, jeudi 5 novembre, après avoir entendu soixante-trois orateurs. Cent dix-neuf autres (sur cent soixante-dix-huit délégations au total), qui avaient souhaité prendre la parole, n'ont pu le faire, mais leurs discours seront publiés intégralement dans la presse soviétique.

MOSCOU
de notre envoyé spécial

Une fin en queue de poisson, donc, mais c'était prévu, et c'était même la condition du succès de cette rencontre. Dès les préparatifs qui s'étaient engagés en septembre avec l'envoi des premières invitations, les participants non communistes (notamment les membres de l'Internationale socialiste) avaient insisté sur deux conditions à leur acceptation : que leurs représentants puissent s'exprimer librement, d'une

part, qu'ils n'aient pas à se prononcer sur un ou des textes de clôture, d'autre part. A ces deux conditions, acceptées sans difficultés, selon M. Le Penec, les Soviétiques ont ajouté de leur propre initiative un troisième « cadeau » : tous les discours seront publiés intégralement dans la presse soviétique.

Ajoutons encore à cela une organisation très rodée et un sens subtil du protocole : les participants des diverses familles (partis communistes, sociaux-démocrates, mouvements de libération et autres) étaient rangés à la table de conférence dans un savant désordre, mais M. Gorbatchev avait tout de même tenu à placer à sa droite M. Soria, représentant l'Internationale socialiste.

Le secrétaire général du PC soviétique a assisté de bout en bout aux travaux, et il avait donné le ton dans un discours le premier jour : la restructuration en cours en URSS a pour effet de « briser la peur de la menace soviétique » : l'analyse de la situation mondiale uniquement en termes de « lutte entre deux systèmes sociaux opposés » est désormais « impossible » ; enfin, le mouvement communiste doit lui-même en tirer les conséquences en prenant en compte le « besoin de renouvellement et de changements qualitatifs ».

Il n'en fallait pas plus pour réjouir les sociaux-démocrates présents, pour la plupart des responsables européens de rang moyen (à quel-ques exceptions près les chefs de partis n'étaient pas venus, et le plus-part d'entre eux devaient quitter Moscou avant le défilé du 7 novembre, fête éminemment communiste, de surcroît militaire). Ainsi, le représentant de M. Bettino Craxi, pour le PSI, a estimé que la démocratisation en URSS pourrait permettre de rouvrir le débat qui avait conduit, dans les années 20, à la scission du mouvement communiste italien entre communistes et socialistes.

« Pluralisme socialiste »

Pour son collègue suédois, il est temps de cesser de mépriser les sociaux-démocrates en tant qu'aristocrates du compromis de classe, et d'ailleurs l'ambassadeur soviétique à Stockholm vient de le reconnaître. Même son de cloche chez M. Le Penec, qui a relevé les formules nouvelles employées par M. Jaruzelski sur le « pluralisme socialiste » et le « personnalisme socialiste ». Le représentant des socialistes français n'en a pas moins affirmé que la démocratie « ne peut relever des seules directives des

organes de direction », de même que « les mesures de grâce et l'amnistie ne sauraient être un principe de gouvernement ». Il a demandé une révision des articles 70 et 190 du code pénal soviétique qui sanctionnent les délits d'opinion.

Avant lui, le représentant du Parti ouvrier norvégien avait, lui aussi, rappelé que les droits de l'homme ne doivent pas être une « prérogative des Etats ». Mais il avait aussi affirmé que les pays socialistes « vivent une crise encore plus profonde que les pays capitalistes » et interpellé en ces termes M. Gorbatchev : « Il doit y avoir aussi chez vous des bureaucraties militaires qui ont intérêt à poursuivre la course aux armements et utilisent la peur comme une arme politique ».

Les Soviétiques ont pu en pour-tout lire tout cela dans leur Pravda, tout comme les termes d'une très vive attaque de la représentante des Verts allemands contre l'énergie nucléaire et des appels lancés par les mêmes orateurs, parfois en termes pressants, pour le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan. « L'URSS perd prestige et confiance sur le plan international à chaque coup de feu tiré dans les montagnes afghanes », a dit, par exemple, le délégué du Parti social-démocrate suédois.

Sur ce dernier point, M. Najibullah, le chef du gouvernement de Kaboul, a longuement répondu en un discours qui tranchait avec le militantisme habituel : « Nous faisons tout notre possible pour partager le pouvoir », a-t-il dit, ce qui entraînera notamment, pour son parti, la perte du « monopole de la presse » (curieusement, toutefois, il entend garder « le monopole de l'agitation politique orale »). Il a encore affirmé : « Le retrait des troupes soviétiques a commencé », précisant que douze provinces afghanes sur treize n'en comptent déjà plus.

Européens et tiers-mondistes

D'autres hiatus plus feutrés ont opposé les « Européens » (y compris soviétiques) aux représentants du tiers-mondisme militant. Un délégué de la guérilla salvadorienne a tenu, en quelque sorte, le rôle qui était celui des Chinois dans les années 60 en demandant que les accords de désarmement en cours avec les Etats-Unis ne créent pas l'illusion d'une « nouvelle pensée » chez les impérialistes et n'entraînent pas « un désarmement idéologique ». Selon le même orateur, il ne faut surtout pas donner « un caractère

irréversible à la détente », car les Américains continuent à « avoir soif du sang des révolutionnaires ».

L'émissaire du Salvador a cru pouvoir annoncer, par ailleurs, la « faillite » du plan de paix en Amérique centrale, ce que n'ont pas fait ses collègues de la région : M. Ortega pour le Nicaragua et M. Fidel Castro pour Cuba. L'un des plus militants a été en fin de compte M. Arafat qui, dans un discours assez confus, a traité péle-mêle de l'accord sur les euro-missiles et de la « guerre des étoiles », avant de s'en prendre à Israël qui « a commis tous les types de crimes propres au nazisme et au fascisme ».

Malgré tous ces débordements, la rencontre est sans conteste un succès pour M. Gorbatchev et sa politique, qui a réussi à confirmer la nouvelle image de l'URSS, ce qui devrait le renforcer à l'intérieur. Aucun nouveau rendez-vous n'a été pris, mais une suggestion faite par un socialiste flamand en faveur d'une rencontre européenne des partis communistes et socialistes a été jugée « intéressante » par les porte-parole soviétiques.

MICHEL TATU

AU JOUR LE JOUR

(Suite de la première page.)

La parallèle entre la XVe congrès et la période actuelle concerne surtout les intellectuels, qui sont les premiers — et pratiquement les seuls — bénéficiaires de la politique Gorbatchev. La censure n'a pas disparu, mais sa présence se fait moins pesante. Des textes apparaissent, qui n'avaient pas été publiés depuis les années 20, ou qui, pour les plus nouveaux, n'auraient jamais reçu l'imprimatur si ce n'était quelques mois. Les journaux s'ouvrent à des débats de société, la « perestroïka » elle-même est parfois contestée, au moins par la base de lettres de lecteurs. Mais il reste des tabous. « La limite, c'est le socialisme », disent les officiels, qui ne tolèrent aucune discussion, par exemple sur la politique extérieure. « La liberté d'expression ne va pas assez loin, parce que ce sont toujours les autorités qui décident de ce que l'on peut critiquer », déclare certains en soulignant que dans la vie quotidienne rien n'a changé, que la situation économique et alimentaire est toujours aussi médiocre, sinon plus mauvaise, que le KGB n'a rien perdu de ses prérogatives et de sa toute-puissance, même si, pour le moment, ses méthodes se sont un peu civilisées. Rien ne garantit que dans quelque temps tout ce que vous aurez dit dans la décompression de la « glasnost » ne sera pas retenu contre vous. Le fait est, d'ores et déjà, que le KGB empêche la plupart des manifestations d'opposants en appréhendant les perturbateurs potentiels à la sortie

s'abonner pour ne rien rater d'une « glasnost » que beaucoup s'accordent à juger précieuse. C'est ainsi que l'intellectuel a dépensé 200 roubles — l'équivalent d'un salaire mensuel moyen — pour ses abonnements de l'année. Tel autre, moins prévoyant, se rend toutes les semaines sur la place Pouchkine pour lire les fameuses Nouvelles de Moscou dans les vitrines installées devant l'immeuble qui héberge l'hebdomadaire de Egor Yakovlev. A voir les grappes humaines qui s'agglutinent devant ces vitrines autrefois désertes, force est de constater qu'il n'est pas le seul et que soixante-dix ans de « révolution » n'ont pas suffi à tuer la curiosité russe.

« La « perestroïka », c'est dans la littérature, et c'est de la littérature », estiment certains en soulignant que dans la vie quotidienne rien n'a changé, que la situation économique et alimentaire est toujours aussi médiocre, sinon plus mauvaise, que le KGB n'a rien perdu de ses prérogatives et de sa toute-puissance, même si, pour le moment, ses méthodes se sont un peu civilisées. Rien ne garantit que dans quelque temps tout ce que vous aurez dit dans la décompression de la « glasnost » ne sera pas retenu contre vous. Le fait est, d'ores et déjà, que le KGB empêche la plupart des manifestations d'opposants en appréhendant les perturbateurs potentiels à la sortie

de leur domicile ; mais il ne trouble pas encore la tenue des « séminaires » qui fleurissent chez les défenseurs des droits de l'homme, les croyants, les pacifistes...

Pour profiter de tout ce qui n'est pas interdit, sans être formellement autorisé, les mouvements dissidents multiplient la publication de bulletins comme Glasnost, La Vie chrétienne, Chronique express ou Jour après jour ainsi que les réunions qui devraient aboutir au mois de décembre à la création à Moscou d'un séminaire permanent sur les droits de l'homme. « Nous n'attendons pas beaucoup de M. Gorbatchev, mais, jusqu'à maintenant, nous le soutenons, car s'il perd nous retournerons en prison », dit un pacifiste.

Combien sont les ennemis de M. Gorbatchev ? La question n'est pas absurde et les Nouvelles de Moscou nous donnent une idée de la réponse. Le 11 octobre dernier, le journaliste Dmitri Kazoutine écrivait en effet : « La sphère de l'administration compte dans notre pays 18 millions de personnes (60 millions avec les membres de leurs familles...). La restructuration et la démocratisation de tous les aspects de la vie de la société impliquent nécessairement la réduction de cet appareil. Il est indispensable de mettre au point tout un système de mesures permettant aux personnes ainsi privées de leur emploi d'en retrouver une autre sans pour autant qu'elles soient lésées sur les plans matériel et moral ».

Soixante millions de fonctionnaires, d'apparatchiks, d'ascendants et de descendants ! Près d'un Soviétique sur cinq ! La voilà bien, la « Nomenklatura » avec ses privilèges médiocres mais sa routine incon-

tournable, qui rêve de réserver à M. Gorbatchev le sort qu'elle a infligé jadis à Khrouchtchev.

Avis aux mauvais esprits : contrairement aux années dites « de stagnation », la « perestroïka » n'a guère engendré d'anecdotes savoureuses sur le secrétaire général qui s'en réclame. Sans doute l'enjeu de l'avenir est-il trop important et ne se prête-t-il pas à la dérision. Une seule exception : nombreux sont les Soviétiques à désigner M. Gorbatchev par l'expression « mineralni sekretar ». N'y voir aucune allusion à un quelconque pouvoir tellurique du chef du parti. Il ne s'agit que d'une situation à la campagne anti-vodka qui bat toujours son plein à Moscou pour le plus grand profit des metteurs en bouteille de « mineralni voda », c'est-à-dire d'eau minérale. Reste à savoir si cette opération soviétique a un sens : jamais on n'a vu de telles queues devant les magasins vendant des boissons alcoolisées (ils ouvrent à 14 heures, mais les attouppements commencent dès 11 heures). Pas de grand problème dans les restaurants si vous venez avec vos bouteilles : la maison fournit le tire-bouchon.

Depuis longtemps, en URSS, tout coupable est présumé coupable. A en croire M. Boris Eltsine, le chef du parti pour la ville de Moscou, qui vient d'offrir sa démission pour cause de lenteur dans la « restructuration », la chose est en train de changer à Moscou. S'entretenant il y a eu avec le corps diplomatique

en poste à Moscou, M. Eltsine a affirmé que, il y a trois ans, 80 % des personnes passant en jugement dans la capitale finissaient en prison ; selon lui, la proportion est tombée à 47 % en 1986 et à 36 % depuis le début de l'année. Au cours de la même conversation, M. Eltsine, dont le sort doit être fixé au lendemain des fêtes du soixantième anniversaire, a affirmé que deux mille toxicomanes et mille cent prostituées étaient fichés à Moscou.

Qui s'en doutait ? Plus d'Allemands de la Volga — ces descendants des agriculteurs « importés » par Catherine pour donner le bon exemple à ses moujiks — ont quitté l'URSS cette année que de juifs. A l'ambassade de Bonn, on évalue à 11 000 environ le nombre des Allemands à avoir pu partir depuis janvier 1987, alors que six mille juifs seulement ont quitté l'URSS pendant les neuf premiers mois de l'année. Les Allemands de la Volga — qui avaient été déportés en Sibérie par Staline et dont beaucoup sont aujourd'hui installés au Kazakhstan — sont presque aussi nombreux que les juifs revenant de leur appartenance ethnique : deux millions. Jusqu'en 1986, ils n'étaient que deux ou trois mille à pouvoir émigrer en RFA chaque année. L'ambassade de l'Allemagne de l'Ouest est en possession d'environ cent mille demandes de « retour ».

Depuis le début de l'année, entre deux cents et trois cents Soviétiques « de base » demandent et obtiennent chaque mois un visa de tourisme pour les Etats-Unis. C'est ce qu'on affirme à l'ambassade améri-

caine où on précise que le mouvement a commencé au début de l'année et qu'il concerne des gens de modeste condition, qui vont rendre visite pour quelques semaines à des parents déjà installés aux Etats-Unis. Ils retournent pratiquement tous en URSS, non sans avoir posé un problème d'engorgement aux services consulaires américains de Moscou, qui n'avaient jamais eu affaire à une telle demande. Pendant ce temps, les services spéciaux américains continuent à prêter des éléments de la nouvelle chancellerie, dont la construction est arrivée tant l'immeuble est déjà truffé de micros, pour les envoyer aux Etats-Unis. Désespérant de détecter tous les systèmes d'écoute coulés dans les éléments préfabriqués du bâtiment, les « services » travaillent sur la mise au point de contre-mesures...

La « perestroïka » n'épargne pas les cimetières : il suffit pour s'en persuader de se rendre un samedi matin au monastère de Novodievitchi. Le cimetière, qui avait été interdit pendant la fin des années Brejnev, est de nouveau accessible au premier venu. On se bouscule avec gentillesse et curiosité entre les tombes cédées, qu'il s'agisse de celle de Khrouchtchev — c'est à cause d'elle que Brejnev avait interdit aux vivants de rencontrer leurs morts — ou de celles de Melnikovski, de Litvinov, d'Oulianov, de Podgorny ou de Boulganine. Etonnante réhabilitation funéraire de l'histoire qui se termine devant le monument élevé en 1932 à la mémoire de la femme de Staline, dont on ne sait toujours pas si elle fut assassinée ou si elle se donna la mort.

JACQUES AMALRIC
et DANIEL VERNET.

GRÈCE

Les étudiants manifestent contre le manque de crédits des universités

ATHÈNES
de notre correspondant

Grèves, manifestations et occupations d'établissements universitaires se multiplient en Grèce depuis le début de la semaine. Plusieurs milliers d'étudiants ont défilé, le jeudi 5 novembre, dans le centre d'Athènes, pour protester contre la « privatisation » de l'enseignement supérieur et la politique d'austérité qui touche l'éducation nationale.

Les principales revendications des étudiants concernent surtout des problèmes matériels, à commencer par le logement. Les cités universitaires sont très peu développées en Grèce, et les loyers, sur le marché libre, sont devenus, pour la plupart, inabordable. Les étudiants réclament que des hôtels soient loués par le gouvernement pour couvrir les besoins les plus urgents. Ils protestent aussi contre les retards dans la distribution des manuels universitaires. Dans les universités grecques on utilise, en effet, pour chaque matière enseignée et soumise à un examen le même manuel, qui est fourni gratuitement par l'Etat. Or,

pour l'année en cours, ces livres n'ont toujours pas été distribués.

Ces problèmes concrets sont liés à la crise économique générale et à la politique de rigueur menée par le gouvernement. Le président de l'université d'Athènes, M. Michel Stathopoulos, vient d'annoncer que les crédits de l'enseignement supérieur étaient pratiquement épuisés depuis le mois de septembre et qu'il lui faudrait au moins 1,5 milliard de drachmes (environ 60 millions de francs français) pour boucler l'année tant bien que mal.

Le mouvement étudiant est soutenu aussi bien par la gauche que par la droite, et les Jeunes du Parti socialiste (PASOK), au pouvoir, y participent activement. Le ministre de l'éducation, M. Andonios Pitsis, avait d'abord annoncé son intention de se mettre à la tête des manifestants pour obtenir du gouvernement des crédits supplémentaires. Mais il a finalement changé d'avis et déclaré, le 5 novembre, que le manque d'argent actuel était surtout la conséquence de la mauvaise gestion de l'Université.

THÉODORE MARANGOS.

● RFA : libération anticipée pour deux terroristes « repentis ». — Deux anciens terroristes « repentis » de la Fraction armée rouge (RAF), Christoph Wackemagel et Gerd Schneider, ont bénéficié d'une mesure de libération anticipée.

Arrêtés en 1977 à Amsterdam après une fusillade au cours de laquelle trois policiers avaient été blessés, ils avaient été condamnés à quinze ans de prison, dont ils ont purgé les deux tiers. Les deux terroristes, s'étaient publiquement dissociés de la RAF en 1984.

● YOUGOSLAVIE. — Limogement du rédacteur en chef de « NIN ». — Le rédacteur en chef de l'influent hebdomadaire NIN paraissant à Belgrade, M. Mirko Djekic, a été relevé de ses fonctions le mercredi 4 novembre par décret de la présidence de l'Alliance socialiste de Serbie, qui patronne la quasi-totalité de la presse de cette république.

Cette mesure fait suite aux nombreuses critiques adressées ces temps derniers à NIN par les responsables du Parti communiste de Belgrade, qui lui reprochent notamment d'ouvrir ses colonnes aux détracteurs du régime et d'encourager « le nationalisme serbe ». — (AFP.)

LE DROIT DE COMPRENDRE

droit civil
Les obligations
Alex Weil
François Terré
Quatrième édition

LES PRECIS DALLOZ — ACCESSIBLES — COMPLETS — INDISPENSABLES

مكتبة الأمل

Etranger

ESPAGNE : union sacrée contre l'ETA

Les principaux partis ont conclu un pacte national contre le terrorisme

A l'issue d'un débat de sept heures au Parlement, les partis politiques espagnols ont adopté, jeudi 5 novembre, à Madrid, un pacte national contre le terrorisme qui rejette l'ETA comme interlocuteur politique sur la question basque et reconnaît la primauté du gouvernement autonome basque dans la lutte contre l'ETA. Cette dernière disposition devrait permettre à la police autonome basque, qui comprend actuellement trois mille cinq cents hommes, de prendre progressivement la place de la garde civile dans la lutte antiterroriste au Pays basque.

MADRID
de notre correspondant

Le « pacte antiterroriste » que décrivait ardemment le gouvernement socialiste, a finalement été conclu le jeudi 5 novembre par les principaux partis politiques espagnols. Il est le fruit d'une série de négociations menées parallèlement, depuis un mois, par le premier ministre, M. Felipe Gonzalez, à Madrid, et par le lendañari (chef du gouvernement autonome basque), M. José Antonio Ardanza, à Vitoria.

Le texte a été signé par les socialistes et par huit autres partis, tant nationaux que basques, dont le PNV (Parti nationaliste basque). Seules deux formations nationalistes radicales, la coalition Herri Batasuna, proche de l'ETA militaire, et Euzko Alkartasuna, dirigée par l'ancien lendañari, M. Carlos Garañona, ont refusé d'y souscrire. M. Gonzalez s'était d'ailleurs abstenu d'associer Herri Batasuna aux négociations.

Le pacte contient quatre clauses. Ses signataires rejettent l'ETA comme interlocuteur de toute discussion sur les problèmes politiques du Pays basque. Ils s'engagent à ouvrir une négociation sur l'abrogation de la législation d'exception antiterroriste actuellement en vigueur. Ils se déclarent en faveur de la création d'un espace juridique européen qui permettrait de juger dans un pays les délits de terrorisme commis dans un autre. Enfin, les signataires se déclarent prêts à entériner tout accord sur ces problèmes qui fasse l'objet au sein du Parlement autonome basque d'une quasi-unanimité.

L'adoption de ce pacte constitue une victoire pour le gouvernement socialiste, qui obtient par ce biais davantage qu'il ne cède. Les premiers et troisièmes points constituent une concession de taille des formations nationalistes signataires.

(Le PNV et Euzko Alkartasuna), qui s'étaient toujours montrés réticents sur ces deux thèmes. Si le second point, par contre, représente une concession du gouvernement de Madrid aux exigences des nationalistes (et des secteurs progressistes), elle reste limitée : l'abrogation de la législation antiterroriste ne sera que partielle (le délai de garde à vue, notamment, devrait passer de dix à cinq jours). Une partie de ses dispositions seront reprises dans la législation ordinaire.

L'adhésion à ce pacte des partis d'opposition de Madrid, de gauche comme de droite, était prévue. Celle des nationalistes basques n'était pas acquise au départ. En donnant finalement son accord, le PNV, qui constitue depuis deux ans le gouvernement régional à Vitoria en coalition avec les socialistes, confirme qu'il mise aujourd'hui sur une politique d'entente avec Madrid, quitte à prendre ouvertement ses distances avec le « front radical » en gestation entre Herri Batasuna et Euzko Alkartasuna.

L'importance de ce « pacte antiterroriste » ne réside pas tellement dans son contenu formel, somme toute limité, mais plutôt dans sa valeur symbolique. Pour M. Gonzalez, il s'agit d'obtenir de la sorte que le thème délicat de l'ETA soit dorénavant maintenu à l'écart de la lutte politique entre partis. Ce qui signifie notamment que les partis d'opposition s'abstiennent de chercher à mettre l'écoulement en difficulté à chaque attentat spectaculaire ou de contester certaines initiatives particulièrement délicates du gouvernement, comme la poursuite du « dialogue » avec l'ETA en Algérie (*le Monde* daté 11-12 octobre). M. Gonzalez considère en effet qu'une controverse publique entre partis sur ce genre de thème fait surtout, en fin de compte, le jeu de l'ETA militaire.

TIMOTHY MALINAK

JAPON : M. Takeshita élu premier ministre par la Diète

La fin de l'ère Nakasone

TOKYO
de notre correspondant

Pour la presse japonaise, M. Nakasone a choisi d'écrire un haïku (court poème) : « Même brutalement par le vent, la fleur demeure une fleur ». Pour les journalistes occidentaux, il a préféré la fameuse phrase de Mac Arthur, « un vieux soldat ne meurt jamais, il s'efface lentement ». Autosatisfaction ? Raresment, il est vrai, un homme d'Etat japonais a bénéficié à l'étranger d'une telle comparaison à celle de M. Nakasone.

Si on doit attendre un changement à la suite de la « relève de la garde » qui a consacré, le vendredi 6 novembre, l'élection par la Diète — avec 289 voix sur 512 — de M. Noboru Takeshita au poste de premier ministre, c'est plus dans le style que dans la substance de la politique. « Il n'y aura aucun renouvellement dans l'orientation de la politique japonaise », estime M. Masey Ito, un éminent commentateur politique, « simplement un changement de style : M. Nakasone a cultivé une image. Avec M. Takeshita, on revient à un certain anonymat du pouvoir ».

Il sera à première vue difficile à M. Takeshita, l'homme des courtoisies du pouvoir, de succéder à un Nakasone, qui avait su donner aux étrangers une image rassurante,

dosant soigneusement le « mystère » asiatique et une prestance d'homme politique dans la tradition occidentale.

Au cours des cinq années passées à la tête du gouvernement, M. Nakasone, à eu surtout le mérite de mettre en lumière les grands problèmes auxquels est confronté le Japon riche et puissant de cette fin de siècle : ouverture non seulement de son marché, mais aussi de sa société, expansion de la demande interne, responsabilité accrues sur la scène internationale, notamment en matière de sécurité.

Taboos
brisés

En dégageant son pays de l'hypothèque que faisait peser sur sa politique de défense le principe de la limite à 1 % du PNB des dépenses militaires, M. Nakasone a fait sauter un verrou important ; mais un véritable consensus national sur cette question est loin d'être atteint. Le premier ministre sortant a cherché également par sa visite inopinée en 1985 en qualité de chef du gouvernement au sanctuaire de Yasukuni — où sont honorés les morts de la guerre — à décaler le Japon du poids d'une culpabilité passée. Mais il a dû faire marche arrière devant le tollé que

provoque cette initiative, notamment en Chine.

En matière de politique intérieure, M. Nakasone a entamé un processus de déqualification de l'économie, et en particulier une privatisation du secteur public, mais il n'a pas touché au problème du marché agricole ni véritablement cherché à concrétiser les orientations du rapport Maekawa, prônant une réorientation de l'économie japonaise vers la demande interne en réduisant le rôle des exportations.

S'il a brisé quelques taboos, M. Nakasone a aussi « laissé beaucoup de traits à payer », note un observateur. La réforme fiscale qu'il n'a pas réussi à imposer et qui sera l'une des priorités de M. Takeshita en est un exemple.

En matière internationale, son domaine de prédilection, M. Nakasone n'a pas eu que des succès. Les relations privilégiées qu'il entretenait avec le président Reagan n'ont pas empêché une détérioration des rapports avec les Etats-Unis en raison de frictions commerciales qui, loin de se résoudre, s'aggravent. Ce qui n'a pas d'ailleurs amélioré pour autant les rapports du Japon avec Moscou, qui sont clairement dans une impasse. Les relations avec la Chine sont également au plus bas.

Si M. Nakasone avait le don de fixer des objectifs sans toutefois être toujours en mesure de les ré-

aliser, M. Takeshita est au contraire un homme qui ne s'engage que s'il est sûr de pouvoir mener à bien ce qu'il a entrepris. Sa force réside dans ce qui peut passer pour une faiblesse ou une apparente incertitude : « attendre que le kiki soit mûr pour le cueillir », comme disent ses fidèles. M. Nakasone était l'otage d'un système de pouvoir qui ne tolère guère un « leadership » personnalisé. Vouloir se mettre en avant, il s'est souvent retrouvé isolé ; ce fut notamment le cas lorsqu'il tenta de faire passer en force la réforme fiscale.

M. Takeshita ne joue qu'à coup sûr. Quand il le peut, il sait cependant aller vite : par exemple, il devait annoncer dès vendredi la composition de son gouvernement. Les principaux postes sont déjà pourvus, les affaires étrangères revenant à M. Sosuke Uno, membre de la faction Nakasone, et MM. Miyazawa et Tanura, respectivement ministre des finances et de l'industrie et du commerce international, conservant leur fonction.

Chef d'orchestre plus que « visionnaire », M. Takeshita poursuivra la politique suivie ces dernières années par le Japon. « A cette différence près, affirme l'un de ses collaborateurs, que lui, fera tourner la machine et saura éviter qu'elle se grippe. »

PHILIPPE PONS.

MALAISIE : arrestations et mesures répressives

La démocratie en question

La Fédération de Malaisie traverse une crise grave. Depuis le 27 octobre, M. Mahathir, premier ministre depuis 1981, a fait arrêter quatre-vingt-trois personnalités, fermant trois quotidiens et fait interdire tout rassemblement public. S'expliquant sur ces mesures, il a invoqué la tension croissante entre les deux principales communautés du pays : les Malais (un peu plus de la moitié de seize millions d'habitants) et les Chinois (un tiers de la population). Il a eu recours à une loi « sur la sécurité intérieure » — qui date de la lutte contre l'insurrection communiste des années 50, — autorisant la détention sans procès pour une période renouvelable de soixante jours.

Le gouvernement a affirmé redouter des incidents, notamment à l'occasion d'un vaste rassemblement, qui était prévu pour le 1^{er} novembre à Kuala Lumpur, des jeunes de l'UMNO, le parti malais qui domine la coalition gouvernementale. Effectivement, une recrudescence de la tension raciale s'est manifestée à la suite de la nomination, par le gouvernement, de professeurs n'ayant pas reçu une éducation en mandarin, langue officielle de la Chine, à des postes de responsabilité dans les écoles primaires de langue chinoise, une décision fortement ressentie au sein de la communauté chinoise.

Pour le moment, M. Mahathir a obtenu ce qu'il voulait. Le rassemblement du 1^{er} novembre a été décommandé. Le calme a prévalu. Les personnalités arrêtées viennent de toutes les communautés — même si les Chinois semblent les plus nombreux — et certaines appartiennent même à la majorité, neutralisant ainsi les réactions d'un camp face à un autre. Un droit de visite va être accordé aux familles et, apparemment, un bon nombre de détenus seront libérés rapidement.

Pourtant, dans ce pays attaché au parlementarisme et plutôt libéral, dont l'économie semble se remettre de la récession mondiale, le malaise est assez profond pour que le Tunku Abdul Rahman — qui a été le premier chef de gouvernement de la Fédération et qui demeure l'homme le plus respecté — juge que les libertés sont désormais en cause. « C'est un pas vers la dictature », a-t-il commenté.

De tempérament autoritaire, supportant mal la moindre critique, M. Mahathir est un homme très controversé. Il est le président de l'UMNO, et, à ce titre, est automatiquement chef du gouverne-

ment, ainsi que le furent ses prédécesseurs. Mais, lors de sa réélection en avril dernier à la tête du parti, il n'a bénéficié que d'une très faible majorité de voix car, près de la moitié des congressistes lui ont refusé leurs suffrages. Onze d'entre eux ont d'ailleurs introduit un recours en justice, sur lequel un tribunal doit, en principe, se prononcer dans les semaines qui viennent. Personne ne peut assurer qu'il sera rejeté.

En outre, pour appartenir aux différentes communautés, les députés, dirigeants d'associations, avocats ou enseignants, arrêtés ces derniers jours, ont tous en commun d'avoir, à un moment ou à un autre, critiqué le premier ministre. Certains d'entre eux ont notamment dénoncé les conditions d'attribution d'un contrat de 1 milliard de dollars pour la construction d'une autoroute Nord-Sud. D'autres se sont élevés contre les nominations des professeurs dans les écoles primaires chinoises.

Une formation
coupée en deux

Enfin, l'image de M. Mahathir est étroitement liée à la NPE (nouvelle politique économique), un plan ambitieux de vingt ans (1970-1990) de promotion des « Bumiputras » — « Fils du sol » ou Malais — qui s'est traduit par un demi-échec et n'a fait que des mécontents. En dépit des privilèges qui leur sont accordés, les Malais ne contrôlent que 18 % de l'économie en 1990. Tout en conservant, avec des étrangers, leur assise économique, Chinois et Indiens (9 % de la population) de Malaisie ne s'en sentent pas moins brimés, se heurtant à des quotas très limités, y compris dans les universités.

Au lendemain du congrès de l'UMNO, des pressions se sont

exercées sur M. Mahathir pour qu'il ressource son parti et consolide, ainsi, l'excellente performance réalisée lors des dernières élections générales, en août 1986. Il a, apparemment, fait tout le contraire en acceptant la démission des ministres qui avaient voté contre lui — ou en les limogeant. Les décisions importantes ne sont discutées, aujourd'hui, que dans son entourage immédiat. L'affairisme a fait une percée — n'épargnant pas certaines allées du pouvoir — alors qu'un noyau dur prêche l'intégrisme musulman dans une Fédération où l'islam est déjà religion officielle tout en n'étant pas religion d'Etat.

Se retrouvant aujourd'hui à la tête d'une formation coupée en deux, M. Mahathir paraît encore moins disposé que par le passé à jouer les compromis, ainsi que semble le démontrer la vague d'arrestations de ces derniers jours. En outre, certains se demandent si l'évocation des émeutes raciales de 1969, qui firent des centaines de victimes, n'est pas utilisée par le pouvoir pour raffermir sa main. La tension raciale — dont l'équipe de M. Mahathir, elle-même peu unie, porte une part de responsabilité — serait-elle si grave qu'un recours à l'état d'urgence aurait été envisagé ?

En tout cas, l'enjeu actuel dépasse largement l'avenir politique d'un chef de gouvernement ambitieux et rigide. Des institutions fédérales et un régime parlementaire assez souple ont, jusqu'ici, permis l'essor du pays et la cohabitation de communautés opposées, notamment sur le plan religieux. C'est ce fragile édifice qui paraît en cause et avec lui, les libertés des Malaisiens.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Afrique

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : un geste de M. Botha

Libération d'un ancien président de l'ANC

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Militant communiste, ancien président de l'ANC (Congrès national africain), Govan Mbeki, l'un des plus vieux prisonniers politiques d'Afrique du Sud, a été libéré, jeudi 5 novembre, par le gouvernement. Agé de soixante-dix-sept ans, ce brillant intellectuel a passé ces vingt-quatre dernières années au pénitencier de Robben-Island, situé au large du Cap. En souriant, cet ardent nationaliste aux cheveux blancs a raconté, au cours d'une conférence de presse à Port-Elizabeth, que, quand il avait franchi les portes de la prison de haute sécurité après sa condamnation, un gardien lui avait annoncé qu'il n'en sortirait que les pieds devant.

Non seulement, il est bien vivant mais, après presque un quart de siècle passé derrière les barreaux, ses convictions semblent intactes et il est encore prêt à jouer un rôle politique, à l'exclusion de celui de responsable du bureau d'une organisation. Toujours marxiste, toujours convaincu de la justice de son combat, Govan Mbeki est-il néanmoins persuadé que la violence peut être une arme contre l'apartheid ? Ancien secrétaire du commandement en chef du bras armé de l'ANC, Umkhonto we Sizwe (la Lance de la nation), il se refuse cependant à donner « une réponse directe ». A-t-il un message pour « les camarades » dans les townships ? « Continuer la lutte. »

Il estime que les problèmes raciaux du pays ne sont pas insurmontables. « Nous faisons tous partie de l'Afrique du Sud. L'Afrique du Sud appartient à tous. Ce précepte posé, il ne devrait pas être difficile de trouver des solutions », dit-il. Govan Mbeki est tout simplement « heureux » d'avoir recouvré la

liberté mais reste préoccupé par le sort de ses camarades, et notamment des coaccusés du procès de Rivonia.

Sur les huit nationalistes, dont Nelson Mandela, condamnés à la prison à vie en 1964, un seul avait, jusqu'à présent, été libéré : Dennis Goldberg qui, le 28 février 1985, avait quitté la prison de Pollsmoor pour Israël, après avoir accepté la condition posée par le pouvoir à son élargissement, le renoncement à la violence. Govan Mbeki n'est pas passé sous les fourches caudines du gouvernement pour pouvoir finir sa vie en homme libre. Une liberté inconditionnelle, bien qu'il soit toujours inscrit sur la liste des personnes dont il est interdit de rapporter les propos. Le régime l'a autorisé exceptionnellement à donner une conférence de presse. Govan Mbeki a à peine évoqué sa détention. Il s'est borné à dire qu'il avait été bien traité et que, après de premières années difficiles, les conditions s'étaient améliorées.

Des fils
en exil

S'il va pouvoir retrouver sa femme et sa fille, il lui faudra obtenir un passeport pour revoir ses trois fils en exil, dont Thabo, responsable de l'information et de la publicité de l'ANC à Lusaka (Zambie), dont on dit qu'il est le successeur potentiel d'Oliver Tambo, le président, qui vient de fêter ses soixante-dix ans. Thabo Mbeki a accueilli la libération de son père comme « une nouvelle encourageante » et la preuve que « la persistance paye ».

Avec cet ancien cadre du mouvement nationaliste en exil, six autres prisonniers ont été remis en liberté jeudi. Un militant de l'ANC, Tom Masuku, trois du PAC (Pan African Congress), Mike Matsobane, Wal-

ter Tshikila et surtout John Nkomo, condamné à la détention perpétuelle et qui a purgé lui aussi « plus de vingt ans », selon les termes du communiqué du ministère de la justice. A ces quatre Noirs, il faut ajouter deux Blancs, Jacob Vilijoen et Hendrik Jacobus, deux militants d'extrême droite condamnés en juin 1983 à quinze ans de réclusion pour terrorisme et complot contre l'Etat. Ces anciens policiers avaient projeté d'assassiner des personnalités politiques.

Ces libérations, surtout celle de Govan Mbeki, signifient-elles que d'autres vont suivre parmi les vingt-deux condamnés à vie pour faits politiques, notamment Nelson Mandela ?

Il n'est désormais plus question de faire vœu d'intentions pacifiques pour recouvrer la liberté. Doit-on donc s'attendre à voir Nelson Mandela sortir prochainement de prison ? Certainement pas dans l'immédiat, même si le calme qui prévaut dans les townships à l'heure actuelle constitue un élément favorable. La libération de Govan Mbeki n'en constitue pas moins un petit ballon d'essai.

MICHEL BOLE-RICHARD.

■ Satisfaction à Washington. — Le président Ronald Reagan s'est félicité jeudi 5 novembre de la libération de M. Govan Mbeki, estimant que le gouvernement sud-africain avait fait un « geste de conciliation » envers la majorité noire.

M. Reagan espère que cette décision « mènera à un rapide processus de négociations afin de donner à tous les Sud-Africains des droits politiques et constitutionnels », a indiqué M. Martin Fitzwarr, porte-parole de la Maison Blanche, dans un communiqué. — (APF.)

Amphithéâtre

SOCIOLOGIE
DE L'ORGANISATION
ET DE L'ENTREPRISE
Renaud Sainsaulieu

L'analyse
des phénomènes sociaux
et la recherche de forces
nouvelles pour organiser
l'entreprise de demain.



DALLOZ - PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES

Amériques

Un pas vers la paix en Amérique centrale

Le Nicaragua favorable à des négociations avec la Contra

SAN-JOSÉ
de notre correspondant
en Amérique centrale

Opérant un virage à 180 degrés, le président du Nicaragua, M. Daniel Ortega, a annoncé, jeudi 5 novembre, à Managua, qu'il était prêt à négocier un cessez-le-feu avec la Contra par l'intermédiaire d'une tierce partie. Il a néanmoins exclu toute discussion sur la participation des insurgés au pouvoir politique.

S'adressant à une foule évaluée à cent mille personnes, sur la place de la Révolution, le président Ortega a également confirmé la libération de près d'un millier de prisonniers politiques, y compris des membres de l'ancienne garde nationale arrêtés après le renversement de la dictature de Somoza, en juillet 1979.

M. Ortega a indiqué qu'il n'était pas question de proclamer une amnistie générale (il y avait près de dix mille prisonniers politiques au Nicaragua) ni de lever l'état d'urgence en vigueur depuis 1982, tant que les Etats-Unis n'auront pas suspendu l'aide qu'ils accordent à la Contra.

Selon un porte-parole de la Contra, M. Adolfo Calero, l'offre d'une négociation sur un cessez-le-feu est révélatrice des difficultés que les sandinistes éprouvent sur le terrain. Mais, ajoute-t-il aussitôt, « nous voulons négocier directement avec les sandinistes sans aucun intermédiaire. Le président Ortega se moque des autres signataires du plan de paix en proposant un plan de son cru qui n'a rien à voir avec les engagements qu'il a pris à Guatemala ».

Le président du Costa-Rica et Prix Nobel de la paix, M. Oscar

Arias, qui est à l'origine du plan de paix, a fait un bilan mitigé au cours de sa conférence de presse à San-José, quelques heures avant le discours de M. Ortega. Sans les nommer, mais il est clair qu'il voulait parler surtout de Managua et de Washington. M. Arias a dénoncé « l'intransigence et l'intolérance » de certains acteurs du conflit en Amérique centrale. Rompant avec sa prudence habituelle sur ce point, il a invité les Etats-Unis à négocier directement avec les sandinistes, comme ces derniers le demandent avec insistance depuis longtemps : « Si les Etats-Unis sont prêts à discuter des missiles avec leur plus grande ennemie, l'Union soviétique, pourquoi refuseraient-ils de négocier avec un petit pays qui ne représente aucun danger pour eux ». Ces négociations, a-t-il précisé, pourraient porter en particulier sur les besoins de sécurité des Etats-Unis dans la région et sur la taille des armées des différents pays d'Amérique centrale.

« Rompre le cercle vicieux »

Mais, a-t-il ajouté, « il faut rompre le cercle vicieux provoqué par le refus de Managua de négocier avec les sandinistes ». Un dialogue indirect devrait permettre de parvenir à un cessez-le-feu pour arrêter dans les plus brefs délais une guerre qui tue trop de gens depuis trop longtemps. Le cardinal Obando (l'archevêque de Managua), que j'ai suggéré à plusieurs reprises aux sandinistes, pourrait parfaitement jouer ce rôle ».

Le Nicaragua, qui avait pris quelques mesures spectaculaires dans les semaines suivant l'accord de Guate-

mala (réouverture du journal d'opposition le *Prensa* et de la radio catholique, création d'une commission de réconciliation nationale présidée par un des adversaires du régime sandiniste, le cardinal Obando), n'est pas le seul à avoir respecté ses engagements.

C'est aussi le cas de Salvador, où le président Duarte, faute d'un accord avec la guérilla, a déclaré jeudi un cessez-le-feu unilatéral. Au Guatemala, les négociations entre le gouvernement démocrate-chrétien de M. Vinicio Cerezo et la guérilla sont interrompues. Quant au Honduras, il a annoncé qu'il n'avait « pas les moyens militaires ni économiques » de fermer les camps de la Contra qui sont sur son territoire.

Malgré le « scepticisme » qu'il décèle chez beaucoup de gens, le président du Costa-Rica affirme qu'il reste « optimiste ». « Nous ne pouvons pas échouer, a-t-il déclaré. Aucun président d'Amérique centrale ne veut passer à l'histoire comme le responsable de la poursuite de la guerre et de l'échec de la paix ».

M. Arias a ajouté que « tout cela était le début d'un processus » qui sera soumis à plusieurs étapes de vérifications. Dans un mois, les ministres des affaires étrangères des cinq gouvernements se réuniront pour faire le point. Puis, le 15 janvier, les cinq présidents feront le bilan à partir de leurs propres constatations et du rapport de la commission internationale de vérifications. Plusieurs pays extérieurs à la région, en particulier la France, l'Allemagne fédérale, la Suède et le Canada, qui ont tous proposé leurs services, pourraient être associés au processus de vérification.

BERTRAND DE LA GRANGE.

HAÏTI : à trois semaines des élections générales

Inquiétante passivité des autorités devant la multiplication des attentats

PORT-AU-PRINCE
correspondance

« Si je vous disais que est responsable des attentats contre le Conseil électoral provisoire (CEP), je serais demain un homme mort. » Quotidiennement menacé, comme les huit autres membres du Conseil chargé d'organiser les élections en Haïti, le pasteur Alain Rocourt n'a pas l'intention de céder face à l'intimidation. « Nous ne changeons pas nos plans, les élections générales auront lieu comme prévu le 29 novembre prochain », affirme le révérend Rocourt, quelques heures après un nouvel attentat qui a gravement endommagé, jeudi 5 novembre, l'imprimerie Le Natal, chargée par le CEP d'imprimer un tiers des bulletins de vote.

Le caractère criminel de l'incendie qui a ravagé cette imprimerie ne fait aucun doute. Le feu a pris à trois endroits différents, et une vitre de l'établissement, situé sur la route de l'aéroport de Port-au-Prince, a été brisée par un jet de pierre. Selon M. Robert Malval, le directeur de l'imprimerie, les machines sont inutilisables, et plusieurs tonnes de papier domées par le Canada pour l'impression des bulletins de vote ont été détruites. C'est le cinquième attentat dirigé contre le CEP depuis que cet organisme a écarté lundi dernier la candidature de douze anciens dévalés.

Lundi soir, un commando armé de mitraillettes et d'un lance-flamme a sauté le local du CEP, au cœur du quartier commercial de Port-au-Prince. Derrière le rideau de fer éverest, qui protégeait l'entrée de l'immeuble, ne restait qu'un amas de cendres et les débris calcinés des ordinateurs offerts par la France pour l'organisation des élections. Les flammes ont cependant épargné les dossiers les plus importants du CEP qui avaient été entreposés à l'étage. En attendant de disposer de nouveaux bureaux, le CEP a déposé ses précieux archives à l'église méthodiste de Port-au-Prince, sise rue de l'Entente. Toujours dans la nuit de lundi à mardi, un magasin d'articles électroménagers appartenant à M. Emmanuel Ambrose, membre du CEP, a été incendié, et un bureau électoral de la capitale a été attaqué par des hommes armés. Le lendemain, c'est la résidence de M. Ambrose qui a été la cible de commandes anonymes.

Impunité

« Nous avons adressé deux lettres, les 13 et 26 octobre, au Conseil national de gouvernement, pour demander une protection. En vain jusqu'à présent », souligne le pasteur Alain Rocourt. Devant l'église méthodiste où le CEP s'est réuni jeudi, aucun policier ne filtre les entrées. « Je crains que les attentats ne continuent. A moins que la pression internationale ne contraigne le gouvernement à prendre des mesures sérieuses », poursuit-il. Dans un communiqué publié mercredi, le CNG, présidé par le général Henri Namphy, a « déploré » l'attaque contre le siège du CEP et annoncé la formation d'une commission d'enquête.

Comme beaucoup d'hommes politiques, le pasteur Sylvio Claude, président du Parti démocrate-chrétien haïtien (PDCH), est sceptique quant aux conclusions de cette commission. « Ce sont des éléments liés au CNG qui sont responsables de ces attentats », affirme-t-il dans son quartier général qui a été attaqué à deux reprises au cours des trois derniers jours. Les vitres sont constellées d'impacts de balles, et un mur est noirci par un début d'incendie provoqué par un cocktail Molotov. Ces agressions répétées contre le local du PDCH situé sur le Champ de Mars, à proximité du palais national, du quartier général de la police et des fameuses casernes Dessalines, prouvent, selon le pasteur Sylvio Claude, la complicité des autorités.

Autre élément troublant : aucun des auteurs des crimes perpétrés ces derniers mois contre des personnalités politiques ou religieuses n'a été inquiété, qu'il s'agisse des assassins des candidats Louis-Eugène Athys, tué au début du mois d'août, d'Yves Volé, tué le 13 octobre, ou des organisateurs du guet-apens tendu à quatre prêtres, dont le Père Jean-Bertrand Aristide, le 23 août dernier.

Les déclarations rituelles des autorités haïtiennes réitérant leur soutien au « processus de transition démocratique », quelles que soient les violations des droits de l'homme, n'incitent pas les autorités à mettre un terme à cette impunité. « Je ne sais pas si l'action des Etats-Unis est guidée par la mainmise ou la naïveté politique, mais il est clair qu'ils ne font pas ce qu'ils devraient faire à l'égard du CNG », estime le pasteur Rocourt. Nullement souvenu par le CNG, le CEP est à présent ouvertement attaqué par les dévalés qu'il a écartés de la course à la présidence.

Au cours d'une conférence de presse à son domicile, jeudi, M. Clovis Desir, ancien ministre du commerce et de l'industrie de François Duvalier, a qualifié les membres du CEP de « nouveau ayatollahs » et annoncé qu'il allait contester leurs décisions devant les tribunaux. L'annonce-surprise, jeudi, que le général Namphy allait s'autodésigner commandant en chef des forces d'Haïti pour une durée d'au moins trois ans, a, enfin, ravivé l'inquiétude de la classe politique. Même si, techniquement, la tenue des élections reste possible selon le calendrier prévu, la population et un nombre croissant de responsables politiques s'interrogent sur les objectifs réels du CNG et de ses alliés.

JEAN-MICHEL CAROTT.

ÉTATS-UNIS : après l'affaire Bork

Les enfantillages du juge Ginsburg

Comme ils se ressemblent avec leur petite barbe et leur conservatisme en bandoulière ! Alléchés par la mise en pièces au Sénat, de leur dernier, du candidat à la Cour suprême, Robert Bork, la presse américaine s'est prise d'une affection dévorante pour son successeur, le « jeune » Douglas Ginsburg (il n'a que quarante et un ans) qu'elle a immédiatement surnommé « Baby Bork ». Le nouveau candidat désigné par le président Reagan a beau être beaucoup moins voyant et surtout moins polémique en écrits contestables, il risque néanmoins de connaître, à terme, les mêmes ennuis que son prédécesseur.

Pour l'instant, tous ceux qui, pour des raisons politiques évidentes, cherchent une bonne grosse affaire compromettante pour faire rejeter la nomination du juge Ginsburg n'ont réussi, faute de plat de résistance, qu'à produire quelques amuse-gueule, mais ils s'accumulent. Après une obscure histoire d'investissement

dans une station de télévision par câble qu'il aurait achetée, Douglas Ginsburg s'est vu reprocher ses expériences médicales de sa femme, qui a reconnu avoir effectué des avortements lorsqu'elle effectuait son stage de fin d'études en 1980 dans un hôpital de Boston.

Aujourd'hui, c'est le passé du juge qui est mis en cause : on l'aurait vu fumer de la marijuana à plusieurs reprises lorsqu'il était professeur de droit à Harvard dans les années 70. Apprenant qu'une radio allait divulguer ces informations, Douglas Ginsburg n'a eu que le temps de produire un communiqué, jeudi 5 novembre, pour tout avouer et jurer qu'il n'avait pas recommencé depuis. Estimant qu'il s'agissait d'une « erreur de jeunesse », la Maison Blanche, qui n'a que faire en ce moment d'un... « Ginsburg-gate », a accordé son pardon à Baby Bork pour cet « enfantillage ».

M.-C. D.

CANADA : les obsèques de M. Lévesque

« Merci, René... »

MONTREAL
de notre correspondante

Jusqu'à la dernière poignée de terre jetée, jeudi 5 novembre, sur son cercueil dans un petit cimetière de la banlieue de la « vieille capitale », les Québécois n'ont cessé de réclamer « monsieur Lévesque » pour la confiance qu'il a su redonner de gré ou de force à ce peuple qui se croyait « né pour un petit pain », abandonné, exclu des réussites sociales et économiques réservées aux riches anglophones.

Avec son éternelle cigarette aux lèvres, ce petit homme simple et acharné a assurément gagné une nouvelle stature politique en disparaissant subitement à soixante-cinq ans, deux ans après avoir démissionné du poste de premier ministre qu'il occupait depuis 1976.

« Gêant modeste », « humble guide se voulant serviteur plutôt que sauveur », René Lévesque est considéré aujourd'hui comme le « père spirituel » du peuple québécois. Le trait n'est guère forcé.

Les quelque cinquante mille Montréalais, nationalistes ou pas, qui ont défilé devant son corps, lui ont rendu hommage « comme à un membre de la famille ». Lors-que les portes de l'ancien palais de justice de la métropole se sont ouvertes pour laisser passer le cortège funéraire en route vers Québec, une foule de dix mille

personnes s'est tue, avant d'applaudir doucement, au milieu des acclamations : « Bravo ! », « Merci, René ! ». Quelques voix se sont même élevées pour entonner la chanson de Gilles Vigneault reprise en chœur par la foule : « Mon cher René, c'est à ton tour de te laisser parler d'amour... »

Geste sans précédent

Ces adieux spontanés et émouvants auraient sans doute paru déplacés sous d'autres cieux. Exprimés ainsi, ils servaient d'extoratoire à l'émotion jusqu'à l'entrée d'un peuple, qui, à l'instar de son ancien premier ministre, a toujours préféré éviter les démonstrations. A Québec, où la même funèbre a été célébrée, la foule arborait de petits drapeaux fleurdelisés, comme aux beaux jours de l'arrivée au pouvoir du Parti québécois et de son chef.

Oubliés les défilés que ces mêmes électeurs lui avaient infligés, oubliés les combats que beaucoup d'entre eux ont menés avec succès contre son rêve d'indépendance évanoui un soir de mai 1980, à la lecture des résultats d'un référendum.

Le premier ministre libéral du Québec, M. Robert Bourassa, que René Lévesque avait convaincu d'entrer en politique avant que leurs choix ne divergent, avait

organisé, pour ce « combattant suprême du développement du Québec » des funérailles « nationales » et M. Brian Mulroney, le premier ministre conservateur du Canada, a ordonné la mise en berne des drapeaux, d'un océan à l'autre. Un geste sans précédent dans l'histoire canadienne à l'égard d'un ancien premier ministre provincial.

Ironie du destin, les obsèques de René Lévesque coïncidaient pour leur jour avec le sixième anniversaire de la réunion au cours de laquelle M. Pierre Elliott Trudeau avait réussi à figurer toutes les provinces anglophones contre le Québec pour repêcher de Londres la constitution du Canada, en la modifiant sans l'aval du gouvernement « péquiste ». Jamais René Lévesque ne s'était senti autant humilié.

Les personnalités officielles, parmi lesquelles MM. Jacques Chabon-Delmas, Pierre Mauroy et Xavier Deniau, qui formaient la seule délégation étrangère à ces obsèques, ont toutes respecté le vœu de la famille. René Lévesque a été inhumé dans l'intimité, au cimetière de Sillery, proche banlieue de Québec. Sur sa tombe, une seule épithète : « La première page de la vraie histoire du Québec vient de se terminer. Dorénavant, il fera partie de la courte liste des libérateurs du peuple. » Signé : Félix Leclerc.

MARTINE JACOT.

DANS LE MÉTRO, IL FAIT CHAUD
MAIS PAS AUTANT QU'À BANGKOK !
PARIS-BANGKOK A/R + 2 NUITS= 4 600 F* « Prix à partir de
Dans toutes
les agences
de voyages »

POUR TOUS CEUX QUI NE TIENNENT PAS EN PLACE.

VOYAGES

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 03

Tél. : (1) 42-47-87-27

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 03

Tél. : (1) 42-47-87-27

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 03

Tél. : (1) 42-47-87-27

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 03

Tél. : (1) 42-47-87-27

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Proche-Orient

LIBAN SUD : chef de la milice pro-israélienne

Le général Lahad se plaint du comportement de la FINUL

METULLA
(frontière israélo-libanaise)
de notre envoyé spécial

Le général Antoine Lahad, qui commande l'Armée du Liban sud (ALS), milice libanaise installée par Israël au nord de sa frontière, se plaint de ne pas être traité avec les égards qu'il se croit mériter. « Les casques bleus » de la FINUL, la situation dans le secteur est « excellente », a-t-il confié, épanoui, à un groupe de journalistes conviés à l'entendre jeudi 5 novembre, à Metulla, bourgade israélienne à la frontière avec le Liban. Seulement, il y a la FINUL qui adresse des rapports erronés et tendancieux sur les activités de l'ALS et se comporte de façon peu courtoise à son égard, a expliqué le général Lahad.

Son principal grief tient en une phrase : « La FINUL nous ignore ». Tout récemment, encore, a-t-il déclaré, « on a pu observer une scène étrange. Le commandant en chef de la FINUL, le général Gustav Haggund, buvant du champagne dans un village au nord de Tyr avec le chef de la branche locale du mouvement Amal [la milice chiite de M. Nabih Berri], M. Daoud Daoud, et ses amis, alors que le même général Haggund se refuse à tout contact avec nous pour régler les problèmes de terrain ». La mission de la FINUL (au Liban sud depuis 1978) est en principe d'empêcher que des éléments armés ne franchissent la frontière.

Béret de chasseur alpin glissé sous l'épaulette de son treillis kaki, le général Lahad fronce les sourcils : comment justifier que le chef de la FINUL puisse ainsi « l'ignorer » et

entretenir des relations aussi amicales avec les dirigeants des milices locales ? Il avance une explication : « La rumeur, affirme-t-il, veut que la FINUL ait adopté ce comportement par peur de ces mêmes milices, alors qu'elle sait bien qu'elle n'a rien à craindre de l'ALS ».

Il peut, certes, y avoir des frictions avec la FINUL au-delà de la « zone de sécurité », cette bande de terrain contrôlée par l'ALS au nord de la frontière et destinée à empêcher les infiltrations en Israël de Palestiniens et d'extrémistes chiites du Hezbollah. « Mais, poursuit le général, c'est parce que les terro-

ristes s'abritent dans les villages situés à proximité des positions de la FINUL ». Et il ajoute que la FINUL adresse des rapports erronés quand elle affirme que tous les tirs dirigés contre elle proviennent de l'ALS.

Ce proche des « casques bleus » une fois instruit, le général dresse un bilan satisfait des activités de l'ALS. « La situation dans la zone de sécurité, dit-il, est excellente, meilleure que partout ailleurs au Liban ». « La plupart des attaques menées par le Hezbollah ont été repoussées ; le Hezbollah a de plus en plus de difficultés à convaincre ses militants de se lancer à l'assaut contre

nous », assure-t-il. Il relève que, au cours des derniers mois, les opérations du Hezbollah se sont faites avec des effectifs réduits, alors que le mouvement était précédemment capable de mobiliser une centaine d'hommes sur une seule attaque. Il en veut pour preuve l'opération menée il y a quarante-huit heures par le Hezbollah, avec une douzaine de combattants seulement, contre une position de l'ALS (dont un des membres a été tué).

L'ALS compte aujourd'hui deux mille sept cents soldats. « Elle n'a aucun problème de recrutement », a souligné le général Lahad. La solde mensuelle, a-t-il dit, est de 100 dollars, et l'ALS, qui cherche à enrôler deux cent cinquante miliciens supplémentaires, a reçu plus de cinq cents candidatures. La débâcle économique que connaît aujourd'hui le Liban y est sans doute pour quelque chose.

ALAIN FRACHON.

Le Sud-Coréen libéré

avait pu communiquer avec d'autres otages

Séoul (Reuters). — Le diplomate sud-coréen libéré la semaine dernière par ses ravisseurs à Beyrouth a déclaré à ses collègues qu'il avait pu voir plusieurs otages étrangers au cours de sa détention au Liban qui a duré vingt et un mois, a déclaré, le vendredi 6 novembre, le ministre adjoint des affaires étrangères sud-coréen, M. Park Soo Gil. Celui-ci a précisé à la presse que M. Do Chae Sung n'avait pas pu identifier avec certitude tous les otages, mais qu'il avait pu en reconnaître au moins un, que M. Park s'est borné à identifier comme « un journaliste célèbre ».

M. Terry Anderson, chef du bureau de Beyrouth de l'Agence de presse américaine Associated Press, a été enlevé en 1985 au Liban, ainsi que M. Jean-Paul Kauffmann, qui a reçu récemment le Prix du journa-

liste de l'année, décerné par l'Organisation internationale des journalistes. Selon M. Park, le diplomate a rencontré le journaliste au mois d'août, lorsqu'ils ont partagé brièvement une pièce dans le sous-sol d'une maison et ont pu communiquer.

M. Do a précisé à ses collègues que ses ravisseurs le transféraient souvent d'un endroit à un autre mais que son seul point de repère avait été le bruit d'avions qui décollaient et atterrissaient à proximité. Il a ajouté que le gouvernement sud-coréen avait négocié la libération du diplomate avec le gouvernement libanais et d'autres intermédiaires, mais jamais avec les ravisseurs et n'avait payé aucune rançon.

Le Liban paralysé par la grève. — La grève générale illimitée, déclenchée jeudi 5 novembre, au Liban, pour protester contre l'incapacité des autorités à combattre la crise économique, a été très largement suivie, tant en secteur chrétien que musulman. Les « éléments armés » n'en ont pas moins poursuivi leurs activités : des duels d'artillerie ont opposé combattants chiites d'Amal et palestiniens dans la région de Sidon ; trois bombes ont explosé à Beyrouth-Ouest près de positions syriennes ; les Syriens ont arrêté près de cent vingt indigènes sur les routes dans le nord du pays. — (AFP, Reuters.)

La guerre du Golfe

Les pétroliers sont de nouveau la cible des deux belligérants

Un pétrolier américain battant pavillon panaméen a été attaqué, vendredi matin 6 novembre, dans le Golfe par une vedette iranienne, a-t-on annoncé de source maritime. Un incendie s'est déclaré à bord du *Grand Wisdom* (103 584 tonnes de jauge brut) après l'attaque mais a pu être maîtrisé. Le navire a été touché par une grenade anti-char alors qu'il se trouvait au large des Émirats arabes unis.

Cette attaque est intervenue après que Bagdad a annoncé avoir touché, mercredi et jeudi, cinq navires au large des côtes iraniennes. Les Lloyd's de Londres ont confirmé l'une de ces attaques, précisant que le pétrolier iranien *Tajonar* avait été endommagé et que deux membres

d'équipage avaient été blessés. Le quinzisième convoi de pétroliers koweïtiens réaménagés aux États-Unis et escortés par la marine américaine est, pour sa part, arrivé à bon port à Koweït jeudi.

Parallèlement, les forces aériennes iraniennes et irakiennes ont poursuivi jeudi leurs bombardements d'objectifs économi-ques ainsi que de concentrations de troupes de part et d'autre de la ligne de front.

Le premier ministre iranien, M. Mousavi, a quant à lui indiqué qu'il ne plaçait « aucun espoir » dans les efforts de l'ONU en vue de mettre fin à la guerre du Golfe. — (AFP, Reuters.)

Une lettre de M. Chapour Bakhtiar

A propos de son article « L'orgueil blessé », André Fontaine a reçu de M. Chapour Bakhtiar la lettre suivante :

Vous avez dans votre article « L'orgueil blessé » (le Monde du 4 août) écrit ce qui suit :

« Tel a été le cas, aussi, du maître de Bagdad, le laïc et « progressiste » Saddam Hussein, qui s'est laissé facilement persuader en septembre 1980, par Chapour Bakhtiar, dernier en date des premiers ministres du climat, et par un général iranien en exil, qu'il suffirait d'une pichenette de l'armée iranienne pour faire s'effondrer l'ennemi héréditaire, rendre au « peuple arabe » le vaste fleuve qui porte son nom (Chatt'el Arab) à la frontière des deux pays, libérer la province irakienne du Khuzistan peuplée en majorité d'Arabes et mettre fin à toutes les entreprises de déstabilisation menées avec constance par Khomeiny depuis son arrivée au pouvoir... »

J'ai protesté auprès de vous, par lettre du 11 août 1987, contre votre affirmation que je considérais comme une affaire calomnieuse et vous ai prié de m'en communiquer la source. Vous avez bien voulu, en réponse, me faire connaître que vous vous étiez référé à des articles du Monde ainsi qu'à diverses pages de

l'article « Foreign Affairs » écrit par Claudia Wright (1980-1981) et, enfin, à l'ouvrage de M. Paul Balta *Irak-Iran*, et vous m'en avez communiqué les textes.

Aucun de ceux-ci ne permettait, à mon sens, de forger cette grave affirmation : je n'ai jamais nié les voyages que j'avais effectués à l'époque à Bagdad. Il m'est toutefois difficile de comprendre les raisons qui vous ont amené à déduire que, par ma seule présence à Bagdad, peu de temps avant le début des hostilités, j'aurais incité les Irakiens à envahir mon pays.

Les Irakiens ne m'ont jamais dit qu'ils allaient attaquer, donc je les aurais mis en garde, sachant qu'ils se heurteraient au nationalisme iranien. Aucun Iranien n'accepterait jamais de céder un pouce du territoire national au Khuzistan ou ailleurs (cf. à cet égard l'article que vous citez vous-même de Balta paru dans le Monde daté 23-24 novembre 1980).

C'est ce langage que j'ai toujours tenu, et qui s'est trouvé une fois de plus énoncé dans mon livre *Ma fidélité* (1982).

Il me serait agréable que vous vouliez bien publier cette lettre dans votre très prochaine numéro du Monde.

Diplomatie

A l'UNESCO

Les adieux apaisés de M. M'Bow

En dépit du mécontentement de certaines capitales asiatiques — elles estiment que la direction de l'UNESCO aurait dû revenir à leur continent, — la conférence générale de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, réunie à Paris, devrait, samedi 7 octobre, confirmer le récent choix du conseil exécutif de l'UNESCO (le Monde du 20 octobre) en la personne du biochimiste Federico Mayor, ancien ministre de l'Éducation du roi Juan Carlos. Son entrée en fonction est prévue le 14 novembre.

Ces jours derniers ont été occupés par les « hommages » rendus à M. M'Bow, le directeur général sortant, qui, après un séjour au Maroc, retournera dans son pays, le Sénégal. M. Michel de Bonnacore, directeur général adjoint de l'Organisation, a vanté la « méditation douce » appliquée à l'UNESCO par ce « tenace avocat du tiers-monde », après le départ des États-Unis, de Singapour et de la Grande-Bretagne, qui n'a pas empêché M. M'Bow de conserver auprès de lui « plus de quatre-vingts ressortissants de ces trois États ». M. M'Bow, qui n'avait pu retirer ses larmes, a prononcé, mercredi 4 novembre, une allocution d'adieux apaisée qui a achevé de détendre le climat, place Fontenay.

(Publié)

ÉGYPTIENS

M. NABIL MISHRIKY, promoteur-directeur de la firme ENTRACO au Caire, sera de passage à Paris du 5 au 10 novembre dans le but de proposer la vente de plots à terre, locaux commerciaux, etc., au Caire et à Alexandrie.

Contactez-le à cette date à l'hôtel AMBASSADOR CONCORDE, 18, bd Haussmann, à Paris. Tél. 42-46-92-63, demandez ingénieur NABIL.

Sans rapportier ses difficultés avec les Anglo-Saxons, le haut fonctionnaire a néanmoins évoqué « le poids des égoïsmes nationaux, les inégalités économiques et techniques qui profitent à certains ». Il a conclu en exprimant sa conviction que « l'UNESCO n'a pas été faite uniquement pour expédier les affaires courantes, aider une école ici, un laboratoire là, mais pour changer l'improbable en possible. On n'utilise pas un Stradivarius pour faire, des gammes ».

J.-P. P.-H.

(1) Depuis lors, le chef de la diplomatie d'Islamabad a dû démissionner, en partie à cause de son échec à l'UNESCO.

CUBA
A PARTIR DE 7320 F.*
A CE PRIX-LA,
MANGEZ DE LA LANGOUSTE
TOUS LES JOURS.



UNE BOUFFÉE D'AIR FRAIS

AIR CANADA

Comment résister au charme latin de Cuba et au nom prometteur de l'hôtel Bellamar de Varadero. Les amateurs de plage pourront se dorer sur le sable blanc et les plus dynamiques d'entre eux, après les activités de la journée telles que la piscine, les sports nautiques, le tennis, apprécieront 7 bonnes nuits de repos dans le confort d'une chambre climatisée, en 1/2 pension.

* Ce forfait 10 jours / 8 nuits par personne comprend : le vol aller-retour Paris / Montréal en classe économique sur Air Canada ; le vol aller-retour Montréal / Varadero ; 7 nuits à l'hôtel Bellamar en chambre double ; 1 nuit à Montréal au château Mirabel ; le transfert aller-retour aéroport/hôtels ; la taxe de transport canadienne.

Pour plus d'informations, consultez notre brochure En route, dans toutes les agences de voyage agréées.

Politique

Au Sénat

Adoption de la loi-programme sur le patrimoine

Après l'adoption, jeudi 5 novembre, par le Sénat (socialistes et communistes s'abstenant) de la loi-programme sur le patrimoine monumental, M. François Léotard, ministre de la culture, s'est déclaré « honoré » de poursuivre la démarche d'André Malraux, auteur des deux lois de programme en 1962 et 1967. Le ministre a toutefois reconnu le caractère strictement budgétaire de la loi : « Elle ne comporte pas de dispositions permanentes en matière fiscale, a-t-il dit. L'Etat doit réduire ses prélèvements sur les opérations de conservation du patrimoine, mais la France possède déjà pour les personnes privées un système satisfaisant de déduction des charges d'entretien des édifices. Il reste à résoudre un grave problème : celui des droits de succession qui, dans l'état actuel, risquent d'aboutir à un démantèlement du patrimoine. »

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, M. Jacques Pelletier (Gauche dém., Aisne) a trouvé dans cette loi trois motifs de satisfaction : la procédure retenue, qui souligne la priorité accordée par le gouvernement, l'indexation pré-

vue des crédits sur l'indice des prix, enfin l'incidence de la loi-programme sur les crédits d'entretien.

En revanche, M. Pelletier a noté la disproportion entre les crédits et les besoins, au terme d'une discussion générale au cours de laquelle plusieurs orateurs, notamment MM. Guy Pessier (PS, Français de l'étranger) et Ivan Rensar (PS, Nord), ont regretté « l'insuffisance » des moyens et insisté, comme M. Hubert Haenel (RPR, Haut-Rhin), sur la nécessité de protéger le patrimoine rural, « façonné au long des siècles par les Français ».

Un article additionnel, à l'initiative de M. Pelletier, a été adopté. Il propose l'exonération des droits de succession sur les édifices protégés ouverts au public, et porte sur les immeubles ainsi que sur les biens meubles. Le Sénat a également pris en considération un amendement de M. Raymond Bourguin (RPR, Paris) précisant le contenu du rapport annuel que présentera le gouvernement sur l'exécution de la présente loi.

La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

AFFAIRES ÉTRANGÈRES : la grande misère du Quai d'Orsay

L'Assemblée nationale a adopté, le jeudi 5 novembre, les crédits du ministère des affaires étrangères. D'un montant de 10 517,8 millions de francs, ils sont en augmentation, à structures budgétaires constantes, de 1,38 % par rapport à 1987 et représentent

0,87 % de l'ensemble des dépenses de l'Etat. Les députés RPR et UDF ont voté pour alors que ceux du PS et du PC votaient contre et que ceux du FN s'abstenaient. Dans les mêmes conditions, l'Assemblée a approuvé les crédits

des services généraux du premier ministre comprenant, notamment, le budget du secrétaire d'Etat à la francophonie et celui du secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, qui étaient mis en discussion en même temps que celui du ministère des affaires étrangères.

L'ombre du consensus plane toujours sur la diplomatie française. Mais cette fois, le gouvernement s'en serait certainement passé. Car si l'assimilation s'est faite sur tous les bancs de l'Assemblée, ce ne fut que pour constater la faiblesse des crédits du ministère des affaires étrangères. M. Jean-Bernard Raimond n'a pas pu se consoler en pensant que la critique visait surtout son collègue des finances, accusé d'être trop pingre avec le Quai d'Orsay, car la mise en cause des habitudes de son administration était sous-jacente aux remarques acerbes émanées par des représentants de tous les groupes.

« Il est temps de poser clairement la question de la place du Quai d'Orsay dans la politique étrangère de notre pays. Comment espérer qu'avec un budget et des effectifs réduits, nos postes diplomatiques pourront mieux remplir leur rôle ? », a ancien diplomate, M. Alain Peyrefitte n'a pas mâché ses mots, bien que député RPR.

réduits à prendre des notes, à rédiger des comptes rendus, quand ce n'est pas à faire des plans de travail (...). Il serait vain de se replier sur un corporatisme frileux, mais le Quai d'Orsay devrait au moins jouer un rôle de coordination de plus en plus important. Or il en a perdu les moyens. Le réseau diplomatique français est l'un des plus denses et des plus complets du monde mais nos diplomates en sont réduits à une représentation passive : on dirait que nous procédons à un saupoudrage inefficace de moyens insuffisants. »

Analyse partagée donc par M. Deniau : « Certains services ont du mal à assurer leur mission. (...) nous devons envisager un redéploiement géographique de nos représentations à l'étranger. » Et plus fondamentalement : « Nous devons réfléchir à ce qu'est le ministère des affaires étrangères, à ce que signifie une vocation diplomatique, sans nous réfugier derrière le terme de professionnalisme qui n'est parfois qu'un alibi pour empêcher d'agir. (...) La carrière de nos diplomates serait plus intéressante s'ils assumaient successivement leur mission dans le domaine économique et commercial, puis dans le domaine culturel, avant de devenir ambassadeur. Ne réduisons pas notre vision de l'action extérieure au champ de la mission purement diplomatique et politique. »

Accusation infamante

La vive critique du budget émise par M. Jean-François Deniau (UDF, Cher), rapporteur de la commission des affaires étrangères, ne peut donc être mise sur le compte d'un mouvement d'humeur d'un homme seul. D'autant que M. Peyrefitte a porté l'accusation la plus infamante contre un ministre du gouvernement de M. Jacques Chirac : ne pas avoir réussi à faire mieux que ses prédécesseurs de gauche. « J'espère que cette année, a-t-il dit, j'aurais pu féliciter le nouveau ministre d'opérer le redressement qui s'imposait, mais cet espoir est déçu. »

Le manque d'argent n'est pas le seul responsable, puisque l'académicien français a ajouté : « Les vrais diplomates sont trop souvent

Les promesses et les réalisations

Le travail était ainsi malé pour l'opposition. Il ne lui restait plus qu'à apporter son appui à la majorité. « Un véritable plan ORSEC de réforme du ministère des affaires étrangères doit être mis immédiatement en œuvre », a déclaré M. Michel de Rostolan (FN, Essonne).

Quant à M^{me} Véronique Nélertz (PS, Seine-Saint-Denis), elle a pu

Les déclarations de M. Jean-Bernard Raimond

Profitant de la présentation de son budget à l'Assemblée nationale, M. Jean-Bernard Raimond a fait le tour des dossiers actuels de la diplomatie française.

Le désarmement. — « Aucune discussion purement conventionnelle n'est crédible en Europe. (...) Jamais à l'avenir, la technologie ne permettra de se dispenser de la combinaison des moyens nucléaires et classiques qui assure actuellement la défense de nos pays. » Aussi, lors des négociations de Vienne, « il doit être clair que la négociation sur la stabilité conventionnelle n'intéresse que les armes classiques et devra exclure le nucléaire. »

L'Europe. — « D'importantes difficultés sont à prévoir », M. Bernard Bosson reconnaissant, pour sa part, que, lors du prochain sommet de Copenhague, « il sera très difficile d'aboutir à un accord entre nos douze Etats ; l'échec nous entraînerait dans une grave crise financière et agricole ». M. Raimond a expliqué : « L'augmentation des ressources ne devra pas excéder les limites du raisonnable ; la continuité du financement de la politique agricole commune doit être préservée et la discipline budgétaire ne devra pas peser sur la seule dépense agricole ; l'aug-

mentation des fonds structurels devra (...) bénéficier prioritairement aux deux nouveaux adhérents. »

Proche et Moyen-Orient. — « La France entend rester présente malgré les risques et les épreuves (...). La réconciliation des Libanais aura d'autant plus de chance d'intervenir que les dirigeants du pays sauront établir, avec les autres Etats de la région, des relations équilibrées. C'est ce que nous réitérons (...), par exemple, aux dirigeants syriens. » « L'urgence de la conférence [sur le problème israélo-palestinien] ne doit pas être occultée par le conflit du Golfe (...). On peut se demander à bon droit si l'Iran veut ou non mettre un terme à la guerre. »

Le Tchad. — « Aussi longtemps que le contentieux [sur la bande d'Aczou] ne sera pas réglé, la France maintiendra sur place le dispositif défensif et dissuasif qu'elle y a déployé en février 1986. »

L'endettement du tiers-monde. — « La France mène une action à long terme pour augmenter les transferts financiers vers les pays endettés, en particulier par l'accroissement des ressources des organisations internationales d'aide au développement. »

Page 22.
La crise de 29.
Spécial 120^e anniversaire.
49 Francs.

SPÉCIAL 120^e ANNIVERSAIRE.
Le Journal des **FINANCES**
JE LE LIS, J'AGIS.

JEAN-OLIVIER TEDESCO



Énigme et aventures dans l'Europe du XVIII^e siècle

La Symphonie byzantine

La Symphonie byzantine dans la fable des faux livres et de la téléclip... c'est byzance !
Josyane Savigneau / Le Monde

ROMAN

La Symphonie byzantine

L'empire des énigmes

GRASSET

DEMAIN SAMEDI A 13 H

RAYMOND BARRE

SERA REDACTEUR EN CHEF DU "JOURNAL INATTENDU" DE

RTL
avec Olivier MAZEROLLE

Page 72. Les huit clefs des années 90.

Spécial 120^e anniversaire.
49 Francs.

SPÉCIAL 120^e ANNIVERSAIRE.
Le Journal des **FINANCES**
JE LE LIS, J'AGIS.

PEUGEOT
Darl'mat
PEUGEOT TALBOT
146 BOULEVARD DE GRENNELLE
75015 PARIS ☎ 45 75 62 80

Politique

An Parti communiste

La crise de la fédération de la Haute-Vienne

La direction du PCF a affirmé, le mercredi 4 novembre, par la voix de M. Jean-Claude Gaysot, secrétaire à l'organisation, que « le parti se renforce qualitativement et quantitativement », que « les adhésions se font au rythme de cent par jour » et qu'elles ont atteint 1 331 entre le 14 octobre [date d'exclusion de M. Pierre Juquin du parti] et le 28 octobre. Elle soutient que les exclusions sont au nombre d'« une dizaine » et les démissions « une vingtaine » en France (trois membres du Parti, dont l'identité n'est pas révélée, ont vu leur exclusion ratifiée par le comité central, qui ne s'est pourtant pas réuni).

En Haute-Vienne, une crise grave a éclaté avec la démission collective de la majorité de la direction fédérale. Dans le département voisin, la Corrèze, pourtant réputé pour son orthodoxie, notre correspondant, Michel Dubreuil, nous indique que le docteur Bernard Magry, adjoint au maire de Laguenne, une commune de la banlieue de Tulle, et M. Roland Freygeford, conseiller municipal, ont réuni, le mercredi 4 novembre, une quarantaine de militants communistes dans le but de soutenir la candidature de M. Juquin.

« On ne joue pas impunément avec les hommes »

LIMOGES
de notre correspondant

La crise est désormais ouverte en Haute-Vienne à la suite des démissions qui ont « décapité » la fédération communiste (le Monde du 6 novembre). Sont démissionnaires les cinq secrétaires fédéraux, quatre membres sur dix-neuf du bureau fédéral, vingt-neuf sur cinquante-huit du comité fédéral.

Cette situation va avoir des répercussions importantes sur la conférence fédérale, qui doit se tenir à Limoges les 21 et 22 novembre pour préparer le vingt-sixième congrès et y désigner sa délégation. C'est d'ailleurs l'approche de cette conférence qui a précipité les événements.

Dans une déclaration adressée aux quotidiens communistes l'Echo du Centre et l'Humanité, les cinq secrétaires fédéraux démissionnaires affirment que, « contre la volonté de la grande majorité des communistes de la Haute-Vienne et à l'encontre de toutes les règles statutaires de fonctionnement du parti », contrairement aussi à « nos déclarations », M. Georges Marchais, en clôture du 25^e congrès, la conférence fédérale

qui se prépare « est conçue avec l'aval, dans les faits, de la direction du parti, comme une opération de règlement de compte contre la direction fédérale et ses principaux dirigeants ». Il précise que « les atteintes aux individus, à leur dignité et à leur capacité de travail ont franchi les limites de l'admissible et du supportable. On ne joue pas impunément avec les mots, avec les méthodes, avec les hommes ».

Les premières démissions, celles de M. Marcel Rigout, député, et de M. Raymond Constans, ancien premier secrétaire de la fédération, sont intervenues lors d'une première réunion le 27 octobre. Ils se sont « effacés » pour « éviter que la conférence fédérale ne devienne un enjeu de personnes sans rapport avec le nécessaire et normal débat politique de fond ». Les autres démissions ont suivi le mercredi 4 novembre : parmi elles, celles de M^{me} Hélène Constans et M. Jacques Jouve, tous deux anciens députés et adjoints au maire de Limoges. M. Jacques Jouve est en outre président du groupe communiste au conseil régional du Limousin. Parmi les cinq secrétaires démissionnaires, M. Eric Fabre est également conseiller régional et M. Claude Charpentier adjoint au maire de Limoges.

Le conflit s'est peu à peu cristallisé, depuis février 1986, autour de l'arrivée de M. Pierre Blotin, membre du bureau politique chargé de « suivre » la fédération de la Haute-Vienne. De là « normaliser », affirme un démissionnaire. Jeudi soir, M. Pierre Blotin rendait public sa position : « Personne ne peut ignorer que la situation en l'état avec la démission du secrétaire fédéral et d'autres membres du comité fédéral, c'est porter un mauvais coup au parti dans la Haute-Vienne et au niveau national. C'est pourquoi, au nom de la direction du parti, j'ai appelé tout le monde à réfléchir encore. Je confirme cet appel. Il est possible que les com-

munistes de la Haute-Vienne aillent ensemble faire la conférence fédérale, sans règlement de compte. Cela dit, en toute circonstance, le parti en Haute-Vienne continuera à vivre et la fédération à être dirigée ». La direction du PCF a déjà, semble-t-il, son équipe de renouveau, du côté de l'union départementale CQT de la Haute-Vienne.

Reste maintenant à savoir quelles vont être les réactions des élus : douze conseillers généraux communistes, une quarantaine de maires, une centaine de conseillers municipaux à participation communiste.

Il ne semble pas que la candidature Juquin profite, pour l'instant, de cet état de choses.

GEORGES CHATAIN

M. Marcel Rigout accusé

L'Humanité du 6 novembre publie une déclaration de M. Pierre Blotin, membre du bureau politique du PCF, sur la démission du secrétaire de la fédération communiste de la Haute-Vienne qu'il est chargé de « suivre » au nom du comité central. L'organe central du parti publie également une longue lettre de ce secrétaire démissionnaire.

Le texte de M. Blotin, qui appelle les communistes limousins à se rassembler en évitant les « règlements de comptes », cite M. Marcel Rigout à huit reprises.

L'ancien ministre démissionnaire, explique M. Blotin, alors que le projet de résolution du congrès « montre la possibilité de rassembler les communistes », donc « on ne peut que s'interroger sur ses motivations », alors que « rien dans l'attitude de la direction du parti » ne peut la justifier. Si M. Rigout « prend prétexte, selon le texte, de propos tenus à son égard par des camarades », pour sa part, « le secrétaire fédéral a fait le choix d'orienter la discussion [...] exclusivement sur des questions de personnes [...], sachant qu'une telle attitude ne pouvait que conduire Marcel Rigout à émettre la déclaration qu'il voulait faire pour annoncer sa démission ».

Selon la SOFRES

« L'intérêt personnel » prime chez les hommes politiques

Soixante-trois pour cent des Français estiment que sur le plan de l'honnêteté, « il n'y a pas de différence entre la gauche et la droite », selon un sondage réalisé par la SOFRES et publié, ce vendredi 6 novembre, dans le Nouvel Observateur. 19 % pensent que ce sont les hommes politiques de gauche qui sont les plus honnêtes, tandis que 11 % considèrent que ce sont ceux de droite.

Trente-six pour cent des personnes interrogées estiment que la politique est une activité « peu ou pas du tout honorable ». Ils étaient 26 % seulement deux ans auparavant, en octobre 1985. 58 % jugent l'activité politique honorable ou très honorable, contre 65 % en octobre 1985. Pour 56 %, les hommes politiques sont « soucieux de leur intérêt personnel ». 54 % des sondés estiment qu'ils se soucient très peu ou pratiquement pas de ce que « pensent les gens comme eux » (58 % en octobre 1985).

Ce sondage a été effectué du 28 au 30 octobre auprès d'un échantillon national de huit cents personnes représentatif de l'ensemble de la population adulte.

Levée de l'état d'urgence à Tahiti

Les « mauvais garçons » de Papeete

Alors que l'état d'urgence a été levé à Tahiti, le jeudi 5 novembre à 18 heures, plus de soixante Polynésiens restent détenus pour avoir participé aux incendies et aux pillages du 23 octobre à Papeete. Près de quarante d'entre eux devaient connaître leur sort le vendredi 6 novembre dans la soirée, au terme de leur procès.

PAPEETE
de notre envoyé spécial

Ils ont le « look » de Schwarzenegger et des Barbarians : gros biceps, pectoraux saillants, des tatouages griffant leur peau ; le défi et la nonchalance travaillent leur regard, sous la longue visière de leur casquette de base-ball. Simplement, ils sont vêtus, comme les gens aux poignets par les menottes et la laisse qui les relie à des gendarmes en short beige. Tous les jours, ils arrivent par fourgon de trois ou quatre au palais de justice, juste une halte avant d'échouer dans la prison surpeuplée de Nuutania, pour « payer » leurs vols durant cette folle soirée d'émotion à Papeete.

Ils ont entre seize et trente ans. C'est l'avant-garde triste d'une jeunesse parfois en pleine implosion. Une avant-garde frustrée de ne pouvoir offrir les gaudes de la société occidentale, proposés au prix fort dans les magasins de Tahiti. Mais pas leur expliquer que la Polynésie française possède les meilleurs hôpitaux et les meilleures écoles d'une bonne partie du Pacifique sud, n'allez pas leur dire que leur niveau de vie est largement supérieur à celui des micro-Etats qui les entourent, ils ne vous écouteront pas.

Ce sont les « mauvais garçons » de Papeete : ceux qui rentrent la nuit vers les faubourgs et louchent sur les villas des « riches » ; ceux qui ont traversé le système scolaire jusqu'à quatorze ans, sans en conserver un souvenir précis ; ceux qui savent qu'ils ne travailleront pas, faute de goût, faute d'emplois. Ce n'est plus tout à fait une minorité. Risquons quelques

chiffres : la moitié des cent quatre-vingt-cinq mille Tahitiens ont moins de vingt ans et trois jeunes sur quatre en âge de travailler ne trouvent pas ou ne cherchent pas d'emploi.

Quittons les statistiques pour l'évidence : sur une île où l'on commence à se marcher sur les pieds, tant l'espace habitable est rare, et où l'on invite parfois verbalement les « étrangers » de métropole à rentrer chez eux, plusieurs milliers de jeunes éprouvent fermement le ras-le-bol, version tahitienne, le flu. Les responsables politiques sont largement dépassés. Jean Juvenin, maire de Papeete, président d'un parti politique répondant au doux nom de Here Aia (groupe aimant son pays pour le bien du peuple) est le seul à innover en expédiant tous les soirs le maximum de jeunes dans les dortoirs de moins de seize ans. Le ministre de la jeunesse et du logement, M. Michel Billaud, s'interroge : « Comment voulez-vous qu'un gouvernement combatte l'ennui ? »

Le traditionnel « temps des plaisirs » (tau ras ras), accordé aux jeunes de seize à vingt-cinq ans, s'est effacé en un sous-produit urbain. A l'ombre des cocotiers, des bandes commencent à se former de la bière par caisses entières et font tourner des joints de paka lolo (cannabis). Ces jeunes-là se sont baptisés hambos.

Pintô Hawaii que la France

Ils prennent leur vague à l'âme en bandoulière, rackettent ceux qui s'écartent sur leur territoire, font le coup de poing à l'occasion... L'un d'eux nous confie, pêle-mêle, sa croyance en Dieu, son attachement à l'Eglise évangéliste et son désir de voir la Polynésie française devenir indépendante sans le champ. Un tatouage — une croix gammée — orne son bras. Un tatouage pour rire... « Beaucoup de hambos font référence à des mythes de la gué-

rilla urbaine, précise Jean-Marc Panbrun, chercheur à Papeete. Dans les discours, dans la tête des hambos, il y a la haine des flics et des riches. » Mais il y a aussi la fascination pour la vidéo et la hi-fi, la soif de consommation, en contradiction majeure avec le désir latent d'indépendance.

Les soixante-huitaires locaux, qui ont bataillé pour imposer avec succès l'apprentissage obligatoire du tahitien à l'école, les écoles des années 70, qui ont fait du retour sur les atolls une religion candide, regardent d'un air navré leurs cadets, hypnotisés par le rêve hawaïen.

Le choix culturel est net, brutal : « Si on nous donne à choisir entre Hawaii et la France, c'est Hawaii », déclarent en chœur une quinzaine de lycéens en terminale. Les jeunes, tous les jeunes à Papeete, ont des fringales de wind-surf, de skate-board, de bi-cross, de voiture 4 X 4, au désespoir des chantes nostalgiques de la famille élargie à la tahitienne, vivant de pêche et de cueillette.

Une « mama », logée dans un 1^{er} quartier insalubre, raconte les exigences de sa marmaille, qui refuse résolument le taro traditionnel au petit déjeuner, pour exiger des toasts. Et que dire de ses voisins, dont le retour sur un atoll fut, sans jeu de mots, un naufrage ? Après neuf mois de vie spartiate, ils reviennent, leur magnétoscope sous le bras, poussés par leurs enfants, ne supportant plus le tête-à-tête entêtant avec l'Océan.

« Cette génération est foutue », maugrée un intellectuel de l'île. Admettons. Mais voilà longtemps tout de même que la civilisation polynésienne s'est évaporée à Papeete, au gré de l'urbanisation de l'agglomération. Comment soutenir alors que les jeunes soient devenus les enfants de Coca-Cola ? Avec parfois des violences surprises. Et comment douter de leur perpétuité, il y a quelques jours, lorsqu'ils ont appris que le gouvernement voisin de l'île Fidji venait de publier un décret interdisant toute pratique sportive et tout loisir le dimanche, jour de repos dominical ?

LAURENT GRELSAMER.

M. Jacques Chirac à Brest

Une charte pour le développement de la Bretagne

BREST
de notre correspondant

M. Jacques Chirac, premier ministre, était en déplacement dans la Finistère le 5 novembre. Dans la matinée, il avait une réunion de travail à Brest où il a assuré les élus et les responsables économiques du soutien de l'Etat pour contribuer au développement de la Bretagne occidentale.

M. Chirac a fait remarquer que le général de Gaulle, en 1969, avait annoncé le lancement du plan routier breton, ainsi que la construction d'un port en eaux profondes à Roscoff. Dix-huit ans après, le plan routier breton s'achève : le Nord-Finistère exporte ses légumes en Grande-Bretagne sur les navires des Brittany Ferries, mais c'est encore la question des communications qui vient au premier plan.

Excentrée, la Bretagne occidentale est toujours loin de Paris (et même de Rennes) quand on emprunte les routes centrales. En revanche, c'est la région française la plus proche des Etats-Unis, mais ce territoire est inaccessible faute de structures.

Aussi les élus ont-ils sollicité auprès de M. Chirac l'aide de l'Etat pour l'amélioration de l'axe routier du centre de la Bretagne, cependant qu'à Brest,

les décideurs ont plaidé pour un aéroport international destiné à servir de plate-forme aux exportations agricoles, notamment vers le marché américain. Sur le premier point, le premier ministre a indiqué qu'un effort sera fait. Quant à l'aéroport, « l'Etat est prêt à examiner favorablement ce projet », a-t-il dit. Jacques Chirac a par ailleurs répondu favorablement au vœu des élus de Brest pour le développement d'un technopôle reposant sur l'agro-alimentaire, l'électronique et la mer.

G.S.

Page 1. Krach ou Boom?

Spécial 120^e anniversaire.
49 Francs.

SPECIAL 120^e ANNIVERSAIRE.

Le Journal des FINANCES

JE LE LIS JAGIS

STAND G16

A L'OCCASION D'AMSTRAD EXPO GRANDE PROMOTION

PACKSTRAD

9990 F TTC AU LIEU DE 22678 F TTC

* Crédit : 30 F au comptant et 500 F par mois pendant 24 mois (après acceptation par CLEFEM, TEG 10,88% assurances MDI comprises)

1 PC 1512 AMSTRAD Double disquette - Monochrome Graphique - 512 KO.

1 IMPRIMANTE AMSTRAD DMP 3100

1 OPEN ACCESS Le must des logiciels intégrés

2 JOURS DE FORMATION assurés par Altitude XXI

Possibilité d'enlèvement sur le stand

Possibilité de livraison

Le Packstrad existe également en version couleur et/ou avec disque dur 20 Mo.

AMSTRAD Du 6 au 9 Novembre Porte de Versailles PARIS

GERPI 21, 7, rue Marcellin Berthelot - 92150 ANTONY (FRANCE) 46.66.21.81 +

Page 98

Capitalisme populaire mode d'emploi

Spécial 120^e anniversaire.

Le Journal des FINANCES

JE LE LIS JAGIS

Lundi 9 novembre - 16 heures,

AMSTRAD EXPO ouvre le débat :

« Démocratisation de l'informatique : la compétitivité au service de tous. »

Le débat sera animé par Patrick HAAS, journaliste au Figaro Économie et Gérard ZENONI, reporter à France Inter.

Y participeront : Les Mutuelles du Mans P.M.U. Ministère de l'Agriculture Ministère de l'Éducation Nationale.

Journée professionnelle lundi 9 novembre

AMSTRAD Du 6 au 9 Novembre Porte de Versailles PARIS

COGEDIM ET LA VILLE DE SEVRES VOUS PRESENTENT LE NOUVEAU QUARTIER D'AFFAIRES "SEVRES-MANUFACTURE"

Deux équipes dynamiques créent l'événement.

Ville d'histoire, de culture et d'art, Sèvres est fière d'un passé dont elle s'applique à valoriser le souvenir, mais c'est aussi et surtout une ville moderne très vivante.

Sa municipalité, à la fois gardienne de la tradition et instigatrice du renouveau, a le souci constant d'entreprendre de grands projets pour sa commune.

Première marque de l'immobilier, COGEDIM construit depuis plus de 20 ans, des immeubles de bureaux pour les sociétés les plus prestigieuses, dans les sites les mieux implantés et constituant un point stratégique pour l'activité des entreprises. Tour-née vers le futur, COGEDIM travaille sans cesse sur de nouvelles réalisations.

Il était donc normal que les dynamismes de ces deux partenaires se rejoignent sur ce site du futur pour donner naissance à un projet d'envergure.

55.000 m² de bureaux de prestige entre la Seine et le Parc de St-Cloud.

Très en vue, face à la capitale, Sèvres occupe un site privilégié dominant la Seine, entouré par le Parc de St-Cloud et les bois de Meudon. S'intégrant dans un secteur géographique particulièrement pratique pour les entreprises, Sèvres est à proximité des quartiers d'affaires de Paris bien sûr, mais possède également une infrastructure exceptionnelle reliant les principaux centres commerciaux et industriels de la région.

Au Pont de Sèvres et au débouché de la RN 10 et de la RN 118, le nouveau centre d'affaires COGEDIM est véritablement un point stratégique permettant un accès aisé et rapide vers Paris et La Défense, mais aussi aux entreprises de haute technologie implantées à Vélizy, Saclay, Orsay et St-Quentin-en-Yvelines.

LE QUARTIER D'AFFAIRES "SEVRES-MANUFACTURE" AU PONT DE SEVRES



Une architecture adaptée au site et une grande fonctionnalité.

L'ensemble du projet a été conçu avec une volonté d'harmonie architecturale et chaque immeuble aura sa propre personnalité. Les architectes comptant parmi les plus renommés ont été particulièrement attentifs à la qualité architecturale en optimisant l'intégration dans le site, la fonctionnalité, l'adaptabilité et l'économie.

Chaque immeuble est indépendant et une grande souplesse au niveau de la divisibilité permet la vente ou la location de tout ou partie des immeubles, dont la superficie varie de 4000 à 9000 m² chacun.

Les surfaces intérieures également très souples sont adaptées aux problèmes posés par les technologies d'avenir (informatique, bureautique) et des aménagements spécifiques peuvent être étudiés pour répondre aux besoins des futurs utilisateurs.

Des liaisons exceptionnelles entre Paris et l'Ouest.

Particulièrement bien desservi par les transports, le quartier d'affaires COGEDIM est situé à 700 mètres du métro Pont de Sèvres et fera face à la future gare RER désormais programmée, qui permettra de joindre La Défense à Issy-Plaine grâce à la connexion de la ligne A et de la ligne C.

RER, métro, autobus, accès routiers avec la voie Georges Pompidou, la RN 10 et l'A 10, Sèvres offre toutes les facilités d'accès au centre de la capitale et constitue réellement un site d'exception pour la vie des entreprises.

COGEDIM

1 million de m² de bureaux d'expérience.

21, rue d'Astorg - 75008 Paris

Tél. 42.66.34.56

L'affaire des ventes d'armes françaises

Nouvelle étape dans la procédure judiciaire

Tandis que l'affaire Luchaire continue de susciter agitation, déclarations et « petites phrases » dans la classe politique, elle a, comme prévu, connu le jeudi 5 novembre, au Palais de justice, une nouvelle étape dans la procédure judiciaire consécutive à la plainte qu'avait déposée le 13 mars 1986 M. Paul Quilès, alors ministre de la défense dans le gouvernement Fabius.

Au dossier initial est venu en effet s'ajouter, depuis que M. André Giraud, successeur de M. Quilès, a décidé de lui retirer son caractère « confidentiel-défense », le désormais célèbre rapport du contrôle général des armées établi après mars 1986 par M. Jean-François Barba.

Parmi les noms cités dans ce document, celui de M. Jean-François Dubos, ancien membre du cabinet de M. Charles Hernu, revient à plusieurs reprises. Conseiller technique auprès du ministre

à l'époque des ventes d'armes à l'Iran, il est présenté comme l'homme qui aurait « couvert » ces ventes illicites. C'est là un élément que, depuis la « déclassification » du rapport Barba, le juge d'instruction Michel Legrand ne peut plus ignorer. Mais M. Jean-François Dubos est depuis 1984 membre du Conseil d'Etat et cette qualité lui confère ce que le code de procédure pénale appelle un « privilège de juridiction ».

Autrement dit, dès l'instant où des éléments produits dans une procédure pénale font de lui une personne « susceptible d'être inculpée d'un crime ou d'un délit », comme que ce soit hors l'exercice de ses fonctions (article 679 du code de procédure pénale) ou dans l'exercice de celles-ci (article 681), le procureur de la République saisi de l'affaire doit présenter sans délai une requête à

la chambre criminelle de la Cour de cassation, qui, seule, peut désigner la juridiction qui pourra poursuivre l'instruction.

C'est cette procédure qui se trouve désormais engagée, le magistrat instructeur ayant rendu, le jeudi 5 novembre, une ordonnance par laquelle il signale au parquet la situation à laquelle il se trouve confronté, et qui aura pour effet de conduire le procureur de la République de Paris Michel Raynaud à adresser, à la chambre criminelle de la Cour de cassation, la requête prévue par les articles 679 et 681 du code de procédure pénale. La chambre criminelle doit se prononcer dans les huit jours qui suivent celui où la requête lui sera parvenue.

On prévoit que les magistrats de la Cour suprême, comme ce fut souvent l'usage, désigneront le tribunal de Paris comme juridiction char-

gée de poursuivre l'instruction et que, dans ces conditions, le dossier reviendra de nouveau au cabinet de M. Michel Legrand. Rappelons qu'en l'état judiciaire de l'affaire la plainte de M. Quilès vise uniquement le caractère illicite des ventes d'armes dénoncées. Ce n'est que par un réquisitoire supplétif du parquet que le magistrat instructeur pourrait avoir à conduire des recherches concernant une éventuelle corruption.

Pour l'instant, M. Dubos a déjà affirmé à plusieurs reprises qu'il n'a « jamais donné à aucune société l'autorisation expresse ou tacite d'exporter des armes vers l'Iran », comme il a démenti « catégoriquement avoir couvert une opération quelconque destinée au financement d'un parti politique » (Le Monde du 4 novembre).

M. Giraud : « Les fuites ne viennent pas de mon ministère »

« Je suis absolument assuré que ce rapport n'est pas sorti de mon ministère ». Cette affirmation, le ministre de la défense, M. André Giraud, l'a répétée avec insistance à deux reprises jeudi matin 5 novembre : tout d'abord, devant la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat ; ensuite, au Palais-Bourbon devant celle de la défense nationale.

L'audition du ministre à l'Assemblée s'est déroulée, selon plusieurs commissaires, dans un climat tendu mais non agressif. A la sortie, le président du groupe socialiste, M. Pierre Joxe, s'est à nouveau félicité de la tonalité des propos du ministre de la défense, qui, comme la veille, « a contribué à dégonfler la campagne d'intoxication menée contre le Parti socialiste ».

« Ce genre de réunion est important pour apaiser les choses », a commenté le président RPR de la commission de la défense nationale, M. François Fillon. Il veut mieux qu'un dialogue s'instaure directement entre le parlement et le gouvernement plutôt que de passer par les médias.

De ces auditions, les commissaires socialistes tirent deux constats. Le premier est en fait une confirmation : « Il est limpide que M. Giraud refuse de s'associer à la campagne lancée par M. Alain Juppé contre les plus hautes autorités de l'Etat », a affirmé M. Joxe. D'autre part, si le ministre de la défense « est à ce point catégorique quand il affirme que les fuites ne viennent pas de chez lui, c'est qu'il connaît parfaitement leur origine : c'est l'Algérie », ajoute un autre commissaire socialiste. Pour les députés socialistes, c'est ce double constat qui explique, selon eux, « la gêne manifeste » du ministre de la défense.

A la question de M. Paul Quilès, ancien ministre de la défense, de savoir s'il allait porter plainte pour divulgation de rapport « confidentiel-défense », « un fait extrêmement grave », a dit M. Quilès, « M. Giraud, l'air embarrassé, a répété à trois reprises : « Je ne sais pas ». Au Sénat, répondant à M.

Claude Estier (PS), qui lui avait demandé comment il qualifiait l'acte qui consistait « à dissimuler à la presse » des extraits du rapport Barba pour mettre en cause un parti politique, le ministre a répondu qu'il ignorait « l'origine de cette indiscretion ».

Il a également précisé qu'il ne jugeait « pas utile » de diligenter à nouveau une enquête, comme celle qu'il avait déclenchée au début de l'année, après les premières révélations de l'Express. C'est alors que M. Giraud a affirmé que les fuites ne venaient pas de son ministère. « Alors, c'est qu'elles sont sorties d'ailleurs... », s'est exclamé M. Jean Lecanuet.

D'autre part, le ministre de la défense a démenti des informations selon lesquelles les ventes d'armes à l'Iran se seraient poursuivies après le 16 mars 1986. M. Quilès s'est interrogé, au cours de l'audition du ministre, sur les raisons qui pouvaient expliquer que le PDG de Luchaire, M. Daniel Dewavrin, ait pas été inculpé. En outre,

l'ancien ministre socialiste a détaillé les mesures qu'il avait prises lui-même, de décembre 1985 à mars 1986. Il a notamment rappelé qu'il avait porté plainte le 13 mars 1986 et que tous les éléments du dossier avaient été déposés à la chancellerie et chez le juge.

Du côté de la majorité, l'accent a été mis, non pas tant sur les fuites « regrettables », ont admis plusieurs commissaires — mais sur « le fond de l'affaire ». « C'est une affaire d'Etat, c'est grave et très mauvaise pour le crédit de la France », affirme un commissaire RPR. Comme il l'avait dit mercredi, le ministre de la défense a rappelé que c'était maintenant à la justice de suivre son cours, à l'écart de toute polémique. « Ce n'est pas à l'opinion publique et à la presse de faire le travail de la justice », a-t-il dit.

Au Sénat, M. Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, a lancé un appel au président de la République,

relayant, *mezza voce*, l'interpellation de M. Juppé.

M. Lecanuet a également précisé que la commission qu'il présidait n'entendait pas « se mêler de l'aspect traité par la justice et qui concerne des trafics financiers illicites ».

Pour M. Roland Dumas, le propos relativement modéré de M. Lecanuet ne fait que traduire un partage des rôles entre lui et M. Juppé : « Il y a celui qui dit les choses avec la sourde et l'autre avec un air crispé ». L'ancien ministre des relations extérieures de M. Mitterrand a expliqué : « Le président n'est pas fait pour aller vérifier tous les matins le fonctionnement de la chaudière, même s'il s'agit de celle de l'Elysée. (...) Au chef de l'Etat, on rend compte ; ensuite, il

demande au ministre compétent de suivre le dossier en question. Que voulez-vous qu'il fasse de plus ? », s'est-il interrogé dans les couloirs de l'Assemblée.

Enfin, comme le groupe communiste, M. Fillon (RPR, Sarthe) a soulevé la question du contrôle parlementaire des ventes d'armes. S'il lui semble difficile de confier cette mission aux commissaires de la défense à l'Assemblée nationale ou au Sénat, il estime qu'une commission spéciale, élue par les deux Assemblées et comprenant un nombre restreint de sénateurs et de députés, comme aux Etats-Unis, pourrait en être chargée. M. Fillon a également jugé que « le ministre ne pouvait pas accuser le PS sans avoir de preuves ». « C'est à la justice de les fournir », a-t-il dit.

PIERRE SERVANT.

Rapport Barba : la forme et le fond

(Suite de la première page.)

La méthode de travail, aussi, est discutée par ses pairs. Récemment, lors d'un séminaire de travail interne au corps, M. Barba a invité ses collègues à concevoir des rapports de contrôle contradictoires. Le moins que l'on puisse constater est que le sien ne l'est pas : faute d'avoir été exhaustif — pour une raison qui tient au fait qu'il a oublié d'entendre des responsables en place à l'époque des faits reprochés à Luchaire ou qu'il n'a pas rapporté les propos d'autres personnes impliquées, à commencer par M. Jean-François Dubos qui lui montre pourtant du doigt.

« Vite fait », « Pas équilibré », « Peu méthodique », autant de jugements portés, ici ou là, par des homologues de M. Barba à l'encontre de son rapport.

Sur le fond même du texte, d'autres contrôleurs des armées sont sévères. Ainsi, potentiellement, M. Barba a en trois interlocuteurs privilégiés, outre le principal intéressé, M. Daniel Dewavrin, président-directeur général de Luchaire, qui a reconnu ses torts et contre qui M. Paul Quilès, puis M. Giraud ont porté plainte. Il s'agit de l'ingénieur général de l'armement Henri Cozon, de l'ancien « patron » des services secrets Pierre Lacoste et du général Armand Weintraub.

« Le premier, observe sans malice un contrôleur des armées qui n'a pas l'esprit chagrin, est aujourd'hui chargé de mission « études générales » auprès du ministre de la défense et il aspire à être promu délégué général pour l'armement ».

« Le deuxième a conservé des cicatrices de son limogeage de la DGSE après le fiasco contre Greenpeace en 1985, ajoute ce contrôleur des armées. Le troisième, enfin, a brûlé toutes les étapes, sous la garde du grade de colonel à celui de général de corps d'armée », en 1987, il souhaite peut-être faire oublier cette ascension ultrarapide, pour devenir le premier général de gendarmerie à cinq étoiles ».

Contrairement aux usages qui retiennent l'expression « le rapporteur » ou « le soussigné » pour la rédaction d'un tel document, M. Barba n'hésite pas à écrire à la première personne : « Je pense » ou « Je crois ».

Le détail n'aurait aucune importance, selon des contrôleurs, si le rapporteur, emporté par son élan intimiste, ne donnait pas, d'autre part, son « intime conviction », son « sentiment » ou son « estimation », dans une matière où les faits d'Etat n'ont que faire et où, seules, comptent les preuves et les certitudes qui font, précisément, tant défaut dans ce curieux rapport.

Mais, au sein de l'institution militaire, les critiques ou les doutes n'atteignent pas seulement le corps du contrôle général des armées. La publication du rapport Barba a ému et agité, aussi, le corps des ingénieurs de l'armement et, plus spécialement, les fonctionnaires de la direction des relations internationales qui dépend de la délégation générale pour l'armement.

Cette administration veille, en principe, au respect, par les industriels exportateurs, des lois et des règlements en vigueur pour le commerce des armes. Elle s'occupe, également, des questions de coopération

internationale dans le domaine des armements nouveaux.

D'une façon ou d'une autre, la direction des relations internationales est au centre même de la tempête et, du reste, elle a été organisée après l'affaire Luchaire. Officiellement, il s'agit d'éviter le mélange des genres entre, d'une part, une administration qui contrôle mais qui n'est pas chargée de vendre par elle-même, et, d'autre part, des industriels qui sont invités à prendre leurs responsabilités et à occuper le devant de la scène commerciale. « Chacun son métier, dit un officier de la réforme instaurée par M. Giraud, et les vaches seront mieux gardées ».

Aujourd'hui, on s'active beaucoup, dans les bureaux de cette administration, à reprendre, un par un, les dossiers qui pourraient apparaître « mal ficelés » et donner naissance, un jour, à de nouvelles « affaires » du type de celle de Luchaire. A la commission de la défense, qui l'entendait jeudi 5 novembre, M. Giraud a donné l'impression aux députés qu'il n'écarterait pas toute éventualité d'avoir, lui aussi, sur les bras, des dossiers suspects, douteux, voire explosifs.

On regardera, donc, du côté, par exemple, de la Société nationale des poudres et explosifs (SNPE), récemment attaquée, dans la presse française et étrangère, pour avoir sinon favorisé, du moins fermé les yeux sur des livraisons de matières explosives à l'Iran, par l'intermédiaire d'associés italiens ou suédois.

Présidée, depuis 1983, par M. Guy Bernardy un proche du RPR qui a appartenu à des cabinets ministériels de MM. Michel Debré ou Robert Galley, la SNPE est, à quelques différences près, dans une situation comparable à celle de Luchaire : sous la menace de licenciements, si des contrats à l'exportation ne sont pas conclus. Les mêmes causes reproduisant les mêmes effets, le ministre de la défense devra veiller au grain.

JACQUES ISNARD.

● M. LIONEL JOSPIN : établir la réalité. — M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a déclaré, le jeudi 5 novembre sur Antenne 2, qu'il fait « hautement confiance » au président Mitterrand « pour établir clairement la réalité pour ce qui concerne l'Etat ».

M. ALAIN JUPPÉ invité du « Grand Jury RTL - le Monde »

M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand Jury RTL - le Monde » dimanche 8 novembre, de 15 h 15 à 19 h 30.

Le ministre chargé du budget, adjoint au maire de Paris, et chargé de préparer le programme de M. Chirac pour l'élection présidentielle répondra aux questions d'André Pénicaud et d'Éric Bruneau, du Monde, et de Paul Jacques Trauffant et de Jacques Enoua, de RTL, le débat étant dirigé par Jean-Pierre Defraix.

JOURNAL D'UN AMATEUR par Philippe Boucher

Au travers des accusations qui pleuvent, à droite comme à gauche, sur certains de ses membres, c'est la classe politique tout entière qui est atteinte par le discrédit.

La Front national l'a vite compris qui s'engouffre dans la brèche pour faire oublier ses propres péchés ; et M. Giraud pas moins, qui a renvoyé ce parti dans ses turs en rappelant le mot de Winston Churchill, selon lequel la démocratie, fût-elle émaillée d'affaires, est le pire des régimes à l'exception de tous les autres.

Non seulement la classe politique est sale, mais, plus largement, la classe dirigeante, puisque les affaires actuelles n'épargnent ni l'armée ni la magistrature, ni même l'Académie française. Il n'est guère, parmi les piliers de la société, que l'Eglise pour tirer son épingle du jeu, du moment qu'il ne viendrait pas se découvrir en son sein quelque Mgr Marcinkus.

C'est vrai qu'il est bien difficile, ne serait-ce que pour un journaliste, de révéler un dossier qui fait douter de la vertu de la démocratie et, dans le même temps, de crier qu'il faut avoir confiance dans la démocratie et ne croire qu'en elle. Ce sont pourtant bien les termes de cette fausse contradiction, autrement dit l'enjeu.

La vérité, c'est que, l'homme étant ce qu'il est, et la tentation ce qu'on en sait depuis le jardin d'Eden, la démocratie ne fait pas plus l'économie des scandales que les régimes forts ou dictatoriaux. A cela près, qui est essentiel, qu'en démocratie, le secret ne l'emporte pas toujours. Avant de se scandaliser du scandale, il faut donc se réjouir et se rassurer qu'il vienne au jour.

La mise en cause du Parti socialiste, en tant que tel, et non plus d'individus qui y adhèrent, donne un tour particulier à ce qui résume, ces temps-ci, la vie publique du pays. On ne peut contester que l'affaire Droit en devienne pâle, quelque soit qu'elle connaisse bientôt et qu'il sera intéressant, le moment venu, de compter le détail. De manière que le comportement de chacun y apparaisse pour ce qu'il a été.

Sans pouvoir trop oser dès maintenant qu'il en est sorti, le PS se trouve embourbé dans une pétaudière qui réunit deux de ses sujets officiels de réputation : l'argent et les armes. Accessoirement aussi, la trahison, puisqu'il est avéré que des armes ont été vendues, avec la bénédiction de pouvoirs alors en place, à un pays qui, objectivement, est en état de guerre avec la France.

S'il est, en tant que mouvement, innocent, on comprend l'étendue de la fureur du PS et son émoi : s'il était, en quel que soit, coupable, l'indigne le disputerait au larvinaire. Qu'il ait touché trois millions de francs, ce qui serait de surcroît ridicule aux yeux des grands et des solides affairistes, ou qu'il ait reçu de gros multiples de cette somme.

Ce qui est en tout cas une fois de plus rappelé, c'est l'importance croissante de l'argent, jusque dans des domaines qui devraient en être affranchis : l'opinion, la conviction, la foi politique. Qui peut espérer que cette cuisante leçon de choses va remplir son office à l'intention de tous ceux — à

droite et à gauche — qui auraient grand intérêt à en tirer la morale et les conclusions pratiques ?

Que les possibilités de financement d'un parti de gauche soient sans commune mesure avec celles d'un parti de droite, c'est l'évidence. Cela ne permet pas tous les palliatifs, et à vrai dire aucun.

Il est de fait pourtant que les milliardaires de gauche sont si rares qu'on les montre du doigt comme s'ils avaient des convictions contre nature et qu'ils se comptent sur ceux d'une seule main.

De sorte que, faute — notamment — de signer à blanc ses élus comme le fait le Parti communiste, à laquelle ne suffit d'ailleurs pas pour boucler son budget, le Parti socialiste est théoriquement réduit à vivre de cotisations, que les militants, y compris les plus sincères, ne sont pas toujours pressés de verser. A fortiori dans les périodes que l'on connaît, sachant que, très vraisemblablement, le chômage frappe plus durement les petits qui sont en plus grand nombre à gauche.

Sellette

Lorsqu'on est chômeur, on n'a guère tendance à mettre au rang des dépenses prioritaires la cotisation au parti, même s'il paraît plus sensible que d'autres aux maux du temps. La crise, sans que cela soit dit, porte ainsi préjudice au fonctionnement de la démocratie. Elle réduit les possibilités de financement par préférence chez les partis qui ont le plus grand besoin de cette source légale et en principe unique.

Le système ne peut donc vivre que de fraude et de clandestinité. C'est au demeurant sa caractéristique sur tous les plans puisque, à l'exception de l'article 4 de la Constitution de 1958 (1), et qui fut la première à aborder le sujet, les partis n'ont pas d'existence juridique spécifique. (Ce qui ne veut pas dire qu'il le faille.)

Comme n'importe quelle association de joueurs de tarot, ils sont « à but non lucratif », régit par la bonne vieille loi du 1^{er} juillet 1901. Or cette loi dispose que les ressources de pareils groupements ne peuvent provenir que des cotisations, les dons n'étant même autorisés que si l'association a été reconnue d'utilité publique.

Naturellement, aucun parti ne sollicite une telle « reconnaissance » qui, tout en facilitant son fonctionnement comptable, le rendrait suspect. Dès lors, il apparaît qu'un parti ne peut pas vivre, péuniairement parlant, en respectant la lettre de la loi. D'où la floraison de festives sociétés d'études, qui, en principe, fournissent ce qui est recherché, en évitant la pire.

(1) Les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage. Ils se forment et exercent leur activité librement. Ils doivent respecter les principes de la souveraineté nationale et de la démocratie.

à l'Iran

Le porte-parole du premier ministre recommande « la prudence »

Évoquant l'affaire des ventes d'armes à l'Iran, M. Denis Baudouin, porte-parole du premier ministre, a notamment déclaré : « Contrairement à ce que nous avons lu et entendu, l'Hôtel Matignon n'a pas l'intention d'interdire la présidence de la République dans cette affaire. » Le porte-parole a réitéré : « Le gouvernement n'a pas à désigner de bons émissaires, à la différence de certains socialistes qui, agissant en juge d'instruction, disent que c'est à un ancien ministre de se justifier. »

L'affaire Lachaire revêt cependant, selon lui, « une certaine gravité ». Il estime : « Le Parti socialiste a adopté une technique d'amalgame dans laquelle on ne distingue plus les ingrédients d'origine. Il existe des affaires dévotées par des journalistes qui ont fait leur métier. Il ne faut pas que cela conduise à accuser la presse et à la soupçonner d'être manipulée. Un certain nombre d'hommes politiques de l'opposition feraient donc bien de changer leur attitude à l'égard de la presse. » M. Baudouin a poursuivi : « Il existe actuellement quatre dossiers d'une certaine gravité : un détournement de fonds publics - c'est l'affaire du Carrefour du développement ; une tentative de subordination de témoins - c'est l'affaire des Irlandais de Vincennes ; un acte de piraterie internationale qui a entraîné la mort d'un homme - c'est l'affaire du Rainbow Warrior ; et un trafic d'armes illicite vers un pays pour lequel une décision de boycottage était prise depuis 1980. Ce n'est pas polémique que de dire que tous ces événements se sont déroulés sous un gouvernement socialiste et ne sont donc pas liés à la pratique de la cohabitation. Ce n'est pas faire injure à la démocratie que de soupçonner que les responsables s'en expliquent devant la justice. »

M. Baudouin a retracé l'histoire de l'affaire Lachaire en reprenant les déclarations faites par M. Giraud devant l'Assemblée nationale, et il a ajouté : « Il n'y a donc rien de surprenant à ce que la presse ait abordé maintenant dans ses enquêtes. Mais en dénonçant l'importance accordée par toute la

presse à cette affaire, les socialistes tentent de se défaire des responsabilités éventuelles qui pourraient leur être attribuées par l'enquête judiciaire. » M. Baudouin a également relevé que dans l'affaire Lachaire, il y avait plusieurs points : une vente d'armes à l'Iran pour la réalisation de laquelle les autorités compétentes ont été d'abord informées le 21 mai 1984. C'est alors que le président de la République a, le 24 mai, demandé expressément au ministre de la Défense de s'en occuper. « Il a fallu attendre par conséquent deux ans, a poursuivi M. Baudouin, pour que le ministre de la Défense réagisse aux sollicitations présidentielles, puisque c'est M. Paul Quilès qui a déposé plainte le 13 mars 1986. » M. Baudouin, rappelant que la réorganisation des procédures de ventes d'armes avait été conduite par M. Giraud, a déclaré : « Nous démontrons de la sorte la plus formelle qu'il y ait eu des ventes d'armes françaises vers l'Iran depuis mars 1986. » M. Baudouin a toutefois ajouté que le Moyen-Orient est une « région difficile », ajoutant que « certains sujets devaient être abordés avec une extrême prudence ». « Tous ceux qui pourraient faire apparaître la moindre divergence [entre le président François Mitterrand et le premier ministre] ne peut que servir nos adversaires dans une région particulièrement nerveuse et explosive », a-t-il dit.

M. Jacques Chirac : inévitable

M. Jacques Chirac a évoqué, le jeudi 5 novembre en Bretagne, l'éclosion d'« affaires » en période présidentielle, en ces termes : « Il est inévitable que les choses soient développées par les informateurs quand elles se sont réellement produites. Dans tous les pays, dans toutes les démocraties, malheureusement, et c'est un des points faibles du système démocratique, il y a, notamment dans les périodes qui précèdent des élections, l'exploitation d'un certain nombre d'affaires, entre guillemets, plus ou moins fondées d'ailleurs, dont certaines se défont aussitôt après. C'est ainsi, on peut le regretter en tout cas, je le déplore. »

Société

L'enquête sur l'assassinat de M^e Mecili

La partie civile demande de nouvelles recherches après l'expulsion d'Amellou

La mort d'Ali Mecili, avocat français de l'opposition algérienne, assassiné le 7 avril dernier à Paris, soulève de nouvelles polémiques. Les proches de la victime, en possession des derniers éléments de l'enquête qu'ils ne peuvent confirmer qu'ils ne peuvent confirmer l'élargissement suivi de l'expulsion rapide de Abdelmalek Amellou, un Algérien soupçonné d'avoir joué un rôle capital dans l'assassinat de l'avocat, et entendent demander de nouvelles mesures d'urgence à son sujet.

Abdelmalek Amellou avait été expulsé de France le 14 juin avec sa compagne, Fatma Beliali, après deux jours de garde à vue sous le contrôle de M^e Canivet-Benizil, juge d'instruction en charge du dossier Mecili (le Monde du 1^{er} octobre). Amellou avait pourtant encore été gardé à vue à la demande de M. Gilles Boulogne, juge d'instruction chargé de plusieurs dossiers de terrorisme. Mais aucun de ces deux magistrats n'avait pu retenir des charges suffisantes pour l'inculper. Relâché le 14 juin, il était immédiatement expulsé vers l'Algérie, à la demande de M. Robert Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité, selon la procédure d'urgence abachue.

Cette interpellation et cette expulsion révisées par le Point, le 26 septembre 1987, avaient d'autant plus choqué les amis d'Ali Mecili que policiers et magistrats s'accordaient pour estimer que le suspect avait vraisemblablement joué un rôle capital dans l'assassinat de l'avocat. Bien que, faute de preuves, on ait été dans l'obligation de le libérer.

Les proches de Mecili admettent mal l'argument. Si les derniers éléments d'enquête, transmis récemment au juge d'instruction par la brigade criminelle, leur ont permis de comprendre tout l'épisode Amellou, ils n'ont fait que renforcer leurs premiers doutes.

Le 14 mai 1987 un « renseignement confidentiel » avertit la brigade des stupéfiants et du proxénétisme (BSP) que l'assassin d'Ali

Mecili est un certain Malek, citoyen algérien qui habite avec sa compagne, Fatma Beliali, 25, rue d'Alsace à Paris (10^e). L'informateur, qui fournit la localisation exacte de l'appartement ainsi que le numéro de téléphone, ajoute que Malek a entretenu un « contrat » concédé par un représentant des services spéciaux algériens, un certain Abdeddine. Les policiers vérifient dans leurs fichiers : Fatma Beliali a déjà eu quelques ennemis avec la justice pour un recel de vol et une infraction sur les armes. Son compagnon, rapidement identifié comme étant Abdelmalek Amellou, a un casier judiciaire bien plus chargé : entre 1971 et 1987, il a fait l'objet de huit procédures judiciaires pour vols, violences, escroqueries, abus de confiance, détention d'armes et de menaces.

Cinq jours plus tard, le 19 mai, un nouveau renseignement « confidentiel » parvient cette fois à la 3^e division de police judiciaire : Malek a agi en compagnie d'un nommé Sami, qui, sans participer au meurtre proprement dit, en a néanmoins facilité l'organisation. L'affaire aurait été montée sous le contrôle d'un officier de la sécurité militaire algérienne, le commandant Kader. Les assassins auraient été payés 800 000 francs en tout : 170 000 « à la commande », le reste après le crime.

Écoutes

A la demande du juge d'instruction, la brigade criminelle place alors l'appartement de la compagne de Malek sous écoute téléphonique. La surveillance durera jusqu'au 7 juin. Amellou est à cette époque à Alger d'où il téléphone souvent à son amie. Un jour, il lui conseillera d'éviter d'aller dans les grands magasins entre le 15 et le 20 juin à cause de menaces terroristes. Ce message sera l'élément qui permettra au juge Boulogne d'entendre à son tour Amellou. Un autre jour, les inspecteurs captent une conversation entre Amellou, toujours à Alger, et un correspondant qui lui

conseille de ne pas s'inquiéter : « T'en fais pas, le pognon est en Corse », déclare le second au premier.

Un électricien aux goûts de luxe

Bientôt, Amellou rentre en France. Le 10 juin, il est interpellé par la Brigade de recherche et d'intervention (BRI). Quelques minutes plus tard, son amie, à son domicile, subit le même sort. Les policiers trouveront sur Amellou et dans l'appartement une importante somme d'argent liquide en monnaies françaises et étrangères. L'homme, qui se dit artisan électricien, en voyage en France pour acheter du matériel qu'il doit ramener en Algérie, a des goûts de luxe : il est vêtu avec soin, porte une montre de grand bijoutier et possède deux voitures, une Mercedes et une Porsche. Fatma Beliali a, elle, une BMW et des goûts de luxe comparables.

Mais les policiers seront surtout intéressés par deux papiers qu'ils trouvent dans les poches d'Amellou. L'un est un ordre de mission signé du « capitaine Hassani » de la direction centrale de la sécurité militaire algérienne (DCSM). Amellou y est gratifié du grade de « civil ». A la rubrique « unité », il est indiqué : « DCSM ». Le papier spécifie que, pour les besoins de sa mission - pas autrement précisée et qui débute le 10 mai 1987 - il peut utiliser un véhicule de service immatriculé 3933.183.16.

L'autre papier porte le nom d'un certain Sami, avec un numéro de téléphone en Corse, qui se révélera être celui d'un glacier d'un village proche d'Ajaccio. Sami est, selon Amellou, une vague connaissance avec laquelle il désirait passer des vacances en Corse. Un inspecteur de la brigade criminelle s'y rend aussitôt, interroge le glacier qui déclare avoir cartes lu dans la presse des articles sur l'assassinat d'Ali Mecili, mais jure qu'il ne connaît pas de Sami et ne comprend pas pourquoi son numéro de téléphone s'est

retrouvé dans la poche d'un truand arrêté à Paris.

Les gendarmes de Bastelica, interrogés, disent ne pas connaître de Sami, mais l'inspecteur, dans son procès-verbal, notera : « Néanmoins, il a été appris qu'un individu de type arabe et se faisant appeler Sami aurait été aperçu dans le village courant janvier 1987. » Le lendemain, pourtant, le commissaire divisionnaire Jean Dufour, chef de la brigade criminelle, enjoint par téléphone à son subordonné de rentrer immédiatement à Paris. Deux jours plus tard, Amellou et sa compagne sont expulsés de France.

L'enquête policière n'en continuera pas moins. Bientôt, les policiers apprendront le véritable nom de Sami, Hamid Nennouche, trente-deux ans, et obtiendront confirmation qu'Amellou et Sami étaient parisiens en compagnie d'un certain Kader - l'officier de la sécurité militaire algérienne qui, selon le second informateur, aurait organisé l'assassinat d'Ali Mecili s'appelait ainsi - dans un restaurant du boulevard Saint-Martin à Paris. Mais Amellou est désormais loin, et Sami toujours introuvable.

Fallait-il garder Amellou en prison ? Aujourd'hui encore, le juge d'instruction, M^e Canivet-Benizil, affirme que cela était impossible. Elle a suivi chaque étape de l'enquête policière, en a contrôlé chaque acte, a constaté qu'aucun témoin direct du meurtre de l'avocat n'avait reconnu Amellou ou Sami comme l'assassin. Il n'y avait donc pas assez d'éléments pour prononcer une inculpation. « Cela arrive parfois, dit M^e Canivet-Benizil, nous avons des présomptions, mais ce n'est pas assez pour délivrer un mandat de dépôt. » Le son de cloche est identique à la police judiciaire. Au ministère de l'Intérieur, pour justifier la rapide expulsion d'Amellou, on produit une note d'information impressionnante sur ces condamnations, amnisties ou non.

Tout serait clair. Seuls les proches d'un avocat assassiné s'obstinent à ne pas le croire...

GEORGES MARION.

NOVEMBRE 87. LANCEMENT DE LA GRANDE ENQUÊTE NATIONALE DE L'ARC

Augmenter de 50% les guérisons des cancers

ASSOCIATION POUR LA RECHERCHE SUR LE CANCER - BP 300 - 94803 VILLEJUIF CEDEX

Société

Aux assises des Alpes-Maritimes

« El Bandido » l'enragé

NICE
de notre correspondant régional

Fernando Alonso de Celada, surnommé « El Bandido », a révisé, jeudi 5 novembre, devant la cour d'assises des Alpes-Maritimes, le côté noir de son personnage. Jugé depuis le 2 novembre pour vingt-deux crimes et délits — dont deux meurtres de vieillards de nuit, — l'accusé coopératif et parfois séducteur des trois premiers jours d'audience s'est, soudain, transformé en homme enragé.

A l'origine de son changement d'attitude, le refus du président de la cour de rappeler deux témoins auxquels l'accusé souhaitait faire préciser son avantage certain point de détail. Buté et accusant la cour de partialité, il refusait alors, après une suspension d'audience en fin de matinée, de regagner son box, où le président, M. Antoine Perceval, décidait de le faire ramener de force. Maintenu par six gardes du corps du Groupe d'intervention de la police nationale (GIPN), il réapparait au compte de la surexcitation, donnant des coups de pieds dans les portes, brisant un miroir et injuriant — en espé-

agnol — le président de la cour de la manière la plus ordurière (« fils de pute », « fasciste de merde », « pédé ») avant d'être expulsé.

A la reprise de l'audience en début d'après-midi, le scénario se répète : mêmes ruses, mêmes vociférations et même sortie mouvementée du box prolongée, pendant de longues minutes hors de la salle d'audience, par des hurlements de colère. Le procès a continué sans l'accusé dans une atmosphère étouffante.

« El Bandido » avait, auparavant, reconnu une agression contre un couple âgé, le 12 mars 1983 à Marseille, au cours de laquelle il avait blessé ses victimes de deux coups de couteau 22 long rifle. Il n'était plus là pour nier, comme il n'a cessé de le faire, le viol d'une jeune femme à Cavalaire (Var) trois jours plus tôt.

Après ces incidents, le procès aura, quel qu'il en soit, pris un cours nouveau. S'il n'en était pas convaincu, les jurés auront pu mesurer l'exactitude du diagnostic des psychiatres, qui ont insisté sur « l'agressivité explosive » de l'accusé et sa « dangerosité maximale ».

GUY PORTE.

Un projet global de réforme présenté par la FASP

Les grands chantiers de la police nationale

Les grands chantiers seraient-ils bientôt ouverts dans la police nationale ? De tous côtés, émergent des projets de réforme visant à réorganiser une profession forte de quelque cent vingt mille fonctionnaires et divisée en une multitude de corps bénéficiant d'avantages et soumis à des contraintes différentes. Ces projets émanent tous de syndicats qui composent la « maison », le ministère de l'Intérieur, pour sa part, manifestant une tranquille prudence.

Voilà quelques jours, à Bordeaux, au cours de son congrès, le Syndicat national autonome des policiers en civil (SNAPC) présentait son projet de réforme des corps et des structures des policiers en civil ; le Syndicat des commissaires, de son côté, étudie également quelques suggestions de réforme ; jeudi 5 novembre, la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) abordait, à son tour, la question dans une conférence de presse réunie par son secrétaire général, M. Bernard Deleplace.

Quatre principes

L'originalité des projets présentés par M. Deleplace tient au fait qu'ils visent à une réforme globale des corps qui composent la police nationale, et non pas uniquement celle d'une catégorie déterminée. « Nous regroupons aujourd'hui toutes les catégories de personnels », a observé M. Deleplace. Certes, ce sont les policiers qui sont les plus nombreux dans nos rangs, mais les civils qui travaillent avec nous sont suffisamment présents pour que nous soyons aujourd'hui obligés de penser les problèmes de toute la police, de toutes les catégories de personnel. Et c'est une bonne chose car, tout compte fait, la police ne se résume pas à des corps après corps, chacun défendant contre son voisin son bout de gras particulier. »

M. Deleplace n'a pas caché la complexité d'une tâche qui a l'ambition de bouleverser aussi bien les structures que les façons de penser, ces modes de fonctionnement que l'apprentissage du métier et même les règles qui régissent la vénérable fonction publique. Membre de la

Fédération générale autonome des fonctionnaires, la FASP aborde cette réflexion en avant-garde des autres fédérations de fonctionnaires, notamment la FEN, dont elle est proche.

« Unité, déconcentration, transparence et démocratie », sont les principes qui guideront la réflexion des policiers de la FASP dans l'élaboration de leurs projets. Unité : « Sans doute cela passe-t-il par l'unification des corps », a estimé M. Deleplace. Il faut que tous les policiers aient une formation initiale commune (...). La spécialisation viendra après une bonne formation de base commune. » Déconcentration : « La police ressemble à ces mastodontes préhistoriques surmontés d'une tête trop petite par rapport au corps et qui insuffisamment irriguée, n'arrive plus à commander les pattes. » Transparence et démocratie : M. Deleplace a renouvelé sa proposition de créer un Conseil supérieur de la fonction policière, « sorte de cour suprême chargée de veiller à laisser la police en dehors des luttes partisans qui trop souvent l'atteignent. »

Il s'agit là d'axes de réflexion dégagés aux cours de réunions et séminaires qui ont groupés plusieurs dizaines de responsables de la Fédération. Celle-ci devrait s'adjoindre rapidement un groupe d'experts, « syndicalistes, scientifiques et hauts fonctionnaires », a indiqué M. Deleplace qui a précisé, sans vouloir citer leurs noms, qu'une dizaine d'entre eux avaient déjà accepté de collaborer à l'entreprise de la FASP.

Ces travaux, sont, selon M. Deleplace, d'autant plus urgents que l'ouverture totale des frontières européennes devrait bouleverser les conditions de travail de la police. Ils devront aboutir à la rédaction d'un avant-projet qui sera distribué à 100 000 exemplaires aux policiers. En juin 1988, la FASP compte réunir des états-général pour affiner son analyse qui se développera au cours d'une université d'été. « Il ne s'agit pas de livrer un projet clé en main, mais de lancer une dynamique », a conclu M. Deleplace.

G. M.

MÉDECINE

La proposition de loi sur l'élimination des nouveau-nés handicapés

« Une vie digne d'être vécue »

« Un médecin ne commettra ni crime ni délit en s'abstenant d'administrer à un enfant de moins de trois jours les soins nécessaires à sa vie quand cet enfant présentera une infirmité incurable et telle qu'on prévoit qu'il ne pourra jamais avoir une vie digne d'être vécue. » L'article 1^{er} de la proposition de loi de l'Association pour la prévention de l'enfance handicapée (APEH), transmise aux partis politiques, alimente depuis plusieurs jours une vive polémique et suscite de nombreuses réactions.

La récente initiative des responsables de l'APEH ne fait toutefois que confirmer des prises de position qui remontent à plusieurs années (Le Monde du 26 mars 1986).

La volonté d'autoriser et de réglementer l'élimination des nouveau-nés handicapés ou anormaux qui anime les responsables de cette association se fonde sur l'essentiel sur la souffrance résultant de ces handicaps. « Ces handicaps, expliquent-ils, loin d'être heureux eux-mêmes, apportent généralement le malheur dans les foyers où ils surviennent. La famille, la plupart du temps, est gravement perturbée, et ne fait plus que grever autour d'eux, ne voyant à une œuvre bien souvent sans espoir. Si elle place l'enfant dans un établissement spécialisé, elle en est péniblement culpabilisée. » Évaluant à six cent cinquante mille le nombre des handicapés « de naissance » et faisant valoir qu'il « en naît tous les jours de nouveaux », l'APEH entend tout mettre en œuvre « pour réduire leur nombre ». Le point central de l'argumentation est le fait, selon l'APEH, que la plupart des enfants handicapés doivent être ramifiés à la naissance. Il suffirait ainsi d'autoriser le médecin « à ne pas ramener les nouveau-nés qui

ne pourraient manifestement pas vivre d'une vie à peu près normale ».

Une proposition similaire en Grande-Bretagne

Parce qu'elle procède d'une vision bien schématisée de la réalité médicale et d'une méconnaissance totale de l'atmosphère des services de réanimation néonatale, une telle proposition est, à bien des égards, totalement irréaliste. La véritable iniquité suscitée par l'APEH tient, en fait, à l'argumentation qu'elle développe.

Évoquant, pour s'en féliciter, les examens prénatals et la législation de l'avortement thérapeutique, les responsables de cette association dénoncent les effets, selon eux pervers, de la situation actuelle. « Curieusement, expliquent-ils, si l'on peut reprocher à l'avortement préventif de ne pas être suffisant, on lui fait aussi le reproche d'être excessif. Car les examens prénatals n'indiquent qu'une probabilité, voire même une possibilité d'anomalie. Et, à côté des cas où les examens ont donné une certitude, on devine que, parmi les fœtus suspects détruits par l'IVG thérapeutique, une

bonne part auraient donné des enfants très normaux. On ne les supprime que par mesure de sûreté et parce qu'on sait qu'à partir de la naissance leur vie sera sacrée. On ne veut pas courir le risque de faire vivre un enfant anormal. Et c'est très raisonnable. Mais il faudrait évidemment mieux que le médecin soit autorisé, avant de prendre une décision irréversible, à attendre que l'enfant soit né et qu'on puisse le voir et le toucher. »

La démarche de l'APEH n'est pas unique. En Grande-Bretagne déjà, une proposition de loi similaire a été déposée fin août par un député

De vives réactions

La proposition de loi de l'Association pour la prévention de l'enfance handicapée (APEH) a suscité de vives réactions.

● M. Claude Mallaret, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme : « Cette proposition qui vise à autoriser l'euthanasie des enfants anormaux par une loi méconnaît le plus élémentaire des principes du droit à la vie et l'idée d'évaluation de la valeur de la vie. Cela est tout à fait incompatible avec la philosophie des droits de l'homme. »

● Le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris : le droit à l'euthanasie légale des enfants handicapés serait « un cas de barbarie légale, indigne de notre temps et de notre civilisation. Il s'agit de déterminer ce qui est humain et ce qui ne l'est pas. Tout cela me fait penser à la théorie du sous-homme et à ce qui s'est passé en 1933. La condition humaine ne se discute pas. Un monstre est un homme. Un nègre est un homme. Un sidique est un homme. »

● Mgr Jean Vilnet, président de l'épiscopat français : se demande « comment on a pu en arriver à une telle extrémité. Cette campagne s'inscrit dans une stratégie d'ensemble de l'avortement à l'euthanasie. Elle montre à quelles aberrations conduit le refus du respect absolu de la vie d'un innocent. »

Il ne s'agit pas de justifier l'euthanasie thérapeutique, mais priver l'euthanasie des enfants handicapés, c'est ouvrir la porte à toutes les atteintes aux droits de l'homme. »

● SOS Femmes mères : proteste « contre l'extension de cet eugénisme après la naissance ». Elle annonce qu'elle ne restera pas silencieuse devant cette immense régression de la civilisation. »

● L'Union nationale des associations de parents d'enfants handicapés (UNAPEH) : « Nous nous occupons de la protection de ces enfants et nous souhaitons que le Parlement garantisse la maintenance des simples droits qui fondent la dignité humaine. »

La démarche de l'APEH n'est pas unique. En Grande-Bretagne déjà, une proposition de loi similaire a été déposée fin août par un député

Realiste sur bien des points, dangereuse à bien des égards, une telle proposition n'a que peu de chances d'être adoptée. L'essentiel est ailleurs. Il est d'abord dans la souffrance supplémentaire que cette proposition imposera aujourd'hui aux parents d'enfants handicapés ou anormaux qui ont, enfin, appris à surmonter leur douleur et à vivre avec leur enfant. Il est aussi dans le danger de voir surgir un nouvel eugénisme.

JEAN-YVES NAUL.

RELIGIONS

Divisions dans la communauté musulmane

Le maire de Toulouse s'oppose à la construction d'une mosquée

TOULOUSE
de notre correspondant

L'Association musulmane de Toulouse (AMT) est déterminée à garder la propriété du château de Tabar, situé en plein quartier du Mirail, dans une zone à très forte concentration musulmane. Elle veut y édifier une mosquée et un centre islamique, et a décidé de porter devant le tribunal administratif le différend qui l'oppose à la ville, afin de faire échec à la procédure d'attribution publique engagée le 23 octobre dernier par le conseil municipal.

L'affaire serait banale si elle ne révélait les tensions et les conflits existants à l'intérieur même d'une communauté musulmane forte de plus de 30 000 personnes, qui compte une proportion non négligeable de harakis.

L'AMT s'étonne de trouver depuis quatre ans la mairie sur son chemin chaque fois qu'elle jette son dévolu sur un site ou un bâtiment pour y installer un lieu de culte. Par trois fois, la municipalité est parvenue à faire jouer son droit de préemption. C'est le 1^{er} septembre 1987 que l'Association musulmane de Toulouse réussissait à déjouer la vigilance des élus, et achetait pour 1 700 000 F le domaine de Tabar. Explication fournie par M. Dominici Baudis lui-même : « Un retard de courrier a entravé la procédure de préemption. Mais la mairie n'a pas abandonné pour autant son projet : installer dans ces locaux des

équipements souhaités par une association de quartier qui s'est rappelée un bon souvenir des élus quand la veste de Tabar fut connue. »

Autre argument avancé : il y a déjà trois salles musulmanes de prière à Toulouse, d'une capacité totale de mille deux cents places. L'affaire se complique avec l'intervention d'une association franco-musulmane, rivale de la première, mais soutenue par les Algériens et le recteur de la Mosquée de Paris. L'AMT a été accusée, dans une lettre au préfet de région, d'être « un mouvement d'intégristes agresseurs, très connus de la police ». Née en 1980, l'Association musulmane de Toulouse a toutefois reçu le soutien de SOS-Racisme, du MRAP et du Syndicat des avocats de France. Une enquête de police sur l'origine de ses fonds est restée sans résultat apparent. L'AMT poursuit en diffamation M. Saïd Aradi, président de l'association rivale, à majorité algérienne.

Pourtant, dans une lettre adressée à un mouvement de rapatriés, un des maires-adjoints de Toulouse estimait récemment encore que l'AMT est « d'obédience fondamentaliste », ce qui crée une « situation intolérable ». Ainsi, bien qu'elle s'en défende et s'appuie sur les choix du recteur de la Mosquée de Paris, la mairie donne l'impression de vouloir favoriser une partie de la communauté musulmane de Toulouse contre une autre.

GÉRARD VALLÈS.

EN BRIEF

● Les crissements piteux au Maroc et en Algérie. — Les gouvernements marocain et algérien ont pris des mesures pour lutter contre les crissements piteux venus du Niger, du Tchad et du Mali : la température exceptionnellement douce qui règne en Afrique du Nord et les vents persistants soufflant du sud-est favorisent, en effet, la pulvérisation de ces insectes ravageurs. Pour le moment, le traitement de plus de 12 000 hectares situés dans le Sud marocain semble avoir réussi. En Algérie, la lutte, menée avec l'aide de l'armée, se concentre aussi sur le versant sud de l'Atlas saharien. — (AFP.)

● Démolition de la chapelle Saint-Genève d'Argentan. — L'office communal d'Argentan (Vendée) a fait procéder, le jeudi 5 novembre, aux travaux de démolition de la chapelle Saint-Genève

devant laquelle s'étaient rassemblés, le dimanche de la Toussaint, des fidèles traditionalistes hostiles à cette destruction (Le Monde du 3 novembre). L'évêché de Poitiers, qui avait vendu le terrain de l'édifice, indique qu'il existe toujours un lieu de culte dans le quartier, alors que la municipalité communiste fait état de liens entre ces fidèles traditionalistes et le Front national.

Le Monde
PUBLICITÉ
LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

Un film pour les lycéens

SIDA-spaghetti

La prévention crève l'écran : dans un film commandé par le ministère de l'Éducation nationale et réalisé par Paul Boujard, le professeur Luc Montagnier, spécialiste du SIDA, traverse un écran de télévision pour venir informer des lycéens sur les dangers de la maladie. Grâce à ce document de quinze minutes dont une copie doit être transmise à chaque lycée de France, la lutte contre le SIDA se veut à la fois instructive et scientifique.

Accompagné du comédien Michel Boujard, le professeur Montagnier jillit donc du journal de 20 heures pour se retrouver au milieu d'un groupe de jeunes attablés devant un plat de spaghetti. La première surprise passée, ces lycéens branchés, mais vifs comme il faut, ne tarissent pas de questions angéloises : « Dites-nous, demandent-ils, le SIDA n'est-il pas seulement réservé aux homosexuels ? » Franchement pathétique, Michel Boujard interroge : « Alors,

docteur, on ne va plus pouvoir vivre ? Aimer ? » Les pâtes refroidissent et le professeur calme son monde en donnant des explications, puis en montrant des photos qui schématisent de l'appât à ses interlocuteurs.

Intitulé Attention SIDA, le film cherche à introduire le sujet dans la vie quotidienne des lycéens auxquels il est destiné. Pas question pour autant de les choquer ou de ne pas respecter la « liberté éthique et morale » de chacun, explique M^{me} Michèle Alliot-Marie, secrétaire d'Etat chargée de l'enseignement. L'essentiel est d'agir en douceur pour faire passer des informations scientifiques sur les modes de transmission du virus, son développement et les meilleures façons de s'en protéger. Une brochure distribuée avec le film devra servir de guide aux enseignants qui présenteront le film à leurs élèves.

SCIENCES

Après une vacance de deux mois

La Cité des sciences de La Villette aura bientôt un nouveau président

Après deux mois de vacance du pouvoir, la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette à Paris devrait avoir un nouveau président. Il pourrait s'agir de M. Christian Marbach, président-directeur général de l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR).

Le ministre chargé de la recherche, M. Jacques Valade, déclarant, le mercredi 4 novembre, que la nomination du nouveau président était « une affaire de quelques jours ». Le lendemain, le Journal officiel a publié les noms des nouveaux membres du conseil d'administration de l'établissement. Sont nommés :

— en qualité de représentants de l'Etat, MM. Henri Perrot et Marcel Dubaut, sur proposition du ministre de l'Éducation nationale ; M. Laurent Setton sur proposition du ministre des affaires sociales et de l'emploi ; M. Georges Vandenschmidt et Emmanuel Rebelle-Bergella, sur proposition du secrétaire d'Etat chargé de la jeunesse et des sports ;

— en qualité de personnalités proposées par le ministre de la recherche pour leur compétence dans les domaines scientifique, technique, industriel ou de la communication, MM. Christian Marbach, Albert Grossmann et Michel Garnier.

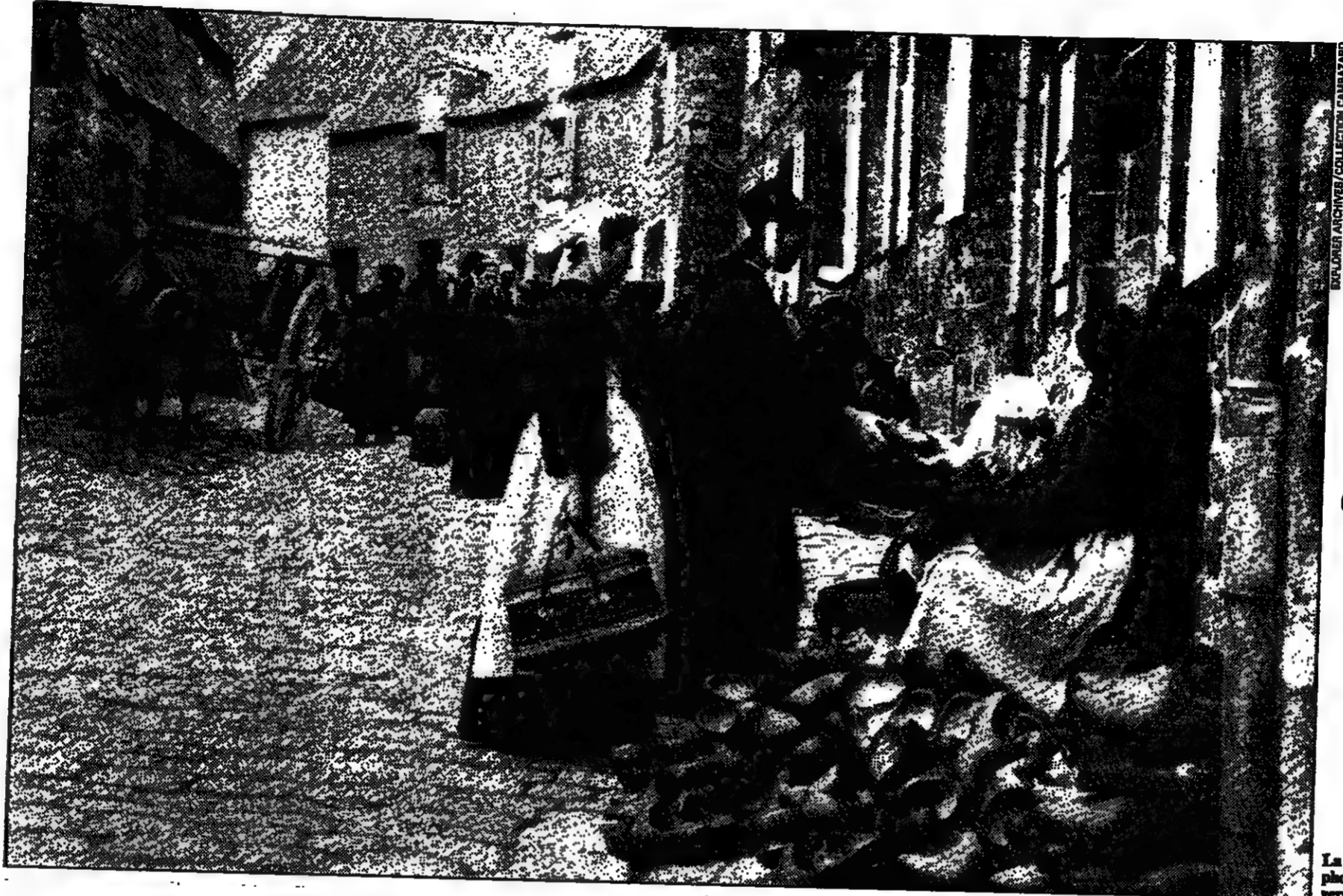
L'ex-président de la Cité, M. Maurice Lévy, a pris sa retraite le 7 septembre dernier. Pour qui le choix de son successeur a-t-il tant tardé ? A cause de « quelques péripéties entre la rive droite et la rive gauche », a précisé récemment M. Valade, faisant référence aux allers et retours faits par le dossier entre son propre ministère et l'Élysée.

L'entourage de M. Valade penchait, en effet, pour la nomination de M. Pierre Consigny, inspecteur général des finances et auteur du fameux rapport — toujours non publié — sur le bilan des premières années de fonctionnement du musée scientifique, mais l'Élysée n'en a, semble-t-il, pas voulu. Et M. Valade a dû se résoudre à de nouvelles propositions.

Très probablement, le conseil d'administration de la Cité se réunira lundi prochain et proposera au cours du vote qui suivra le nom du futur président, qui sera ensuite transmis au gouvernement pour accord. Dans cette optique, le nom de M. Marbach ne paraît pas soulever d'opposition de la part de l'Élysée ou de Matignon.

Une fois réglé l'épineux dossier de la succession de M. Lévy, il restera à M. Valade à se prononcer sur ce qu'il compte faire exactement du musée, dont il a précisé à plusieurs reprises qu'il souhaitait « redéfinir les missions ».

Le Monde SANS VISA



L'homme et sa terre. La vie quotidienne dans les campagnes bretonnes montrée dans son cadre, une ferme ancienne. Un nouvel écomusée près de Rennes.

La Bretagne photographiée par Charles Lhermitte vers 1916.

La Bretagne dans les sillons de l'histoire

par Patrick Francès

«POUR plusieurs centaines d'hommes et de femmes, depuis cinq siècles, la Bretainne est plus qu'un nom. Suivant leur rang, c'est leur suer et leur gain-pain, leurs biens et leurs rentes, leur nourriture. Ce sont eux, les Bazin et les Bouvais, les Gaudier et les Philouze, les Bertin et les Trochet, et tous les autres dont nous ne savons pas même les noms qui ont fait l'histoire de la Bretainne. Quelques phrases pour un lieu, au sud de Rennes, aux confins de la ville et de la campagne. Plus qu'un nom et plus qu'un simple musée : un écomusée, selon la formule « inventée », dans les années 60, par Georges-Henri Rivière, auquel ses « disciples » n'oublient jamais, rite touchant, de rendre hommage.

Celui qui fut le créateur du Musée national des arts et traditions populaires construit dans le bois de Boulogne, à Paris, symbole, en matière de muséographie, les « modernes » face aux « anciens », une approche historique différente, moins figée, plus dynamique.

Une ferme, mémoire et témoin

Pour lui, un écomusée devait être à la fois musée de l'homme et musée de la nature, musée du temps et musée de l'espace. Retracer d'un côté l'histoire d'une région (sur le modèle du Musée de Bretagne, à Rennes, d'ailleurs conçu par lui), de l'autre prendre en compte la dimension écologique afin de mettre en évidence les relations de l'homme avec son environnement.

Restait à trouver le lieu qui, mémoire et témoin, permettrait de comprendre les grandes et brèves mutations intervenues et de saisir les éléments qui ont façonné les mentalités des hommes d'aujourd'hui. C'est ainsi que fut sauvée de la démolition la ferme de la Bretainne.

Victime, comme la plupart des bâtiments ruraux, de la réduction du territoire agricole, cette ferme aurait, en effet, été rasée si, dès la fin des années 70, des élus et des responsables culturels locaux n'avaient décidé de conserver cet élément du patrimoine comme trace de la mémoire du pays de Rennes. Rennes, qui fut l'une des grandes communes agricoles du département (quatre cent quatre-vingt-cinq exploitations en 1856) et qui est restée un gros bourg rural jusqu'au milieu du vingtième siècle. On y comptait même, jusqu'à la seconde guerre mondiale, quatre gardes champêtres ruraux.

Cinq siècles de vie quotidienne

Raconter l'histoire de la ferme et de ses habitants, c'était, par extension, raconter toute l'histoire économique, sociale et culturelle du pays de Rennes. En privilégiant les exemples concrets plutôt que les généralisations abstraites : les 10 hectares qui entourent la ferme ont ainsi été remis en culture pour montrer l'évolution des modes de gestion des terres agricoles depuis le seizième siècle jusqu'à la période contemporaine. D'autres parcelles sont consacrées à l'évolution des plantes cultivées, des variétés locales anciennes (seigle, sarrasin, lin, chanvre, pois, féverole) aux hybrides d'aujourd'hui. L'ancien verger a été conservé et un nouveau installé. Voilà pour le « musée de l'espace ».

Quant au « musée du temps », il s'étend sur 1 200 mètres carrés, dans les bâtiments situés au nord de la cour, auxquels s'ajoutent 900 mètres carrés de salles d'accueil et de travail destinées notamment aux associations et aux groupes scolaires.

C'est à l'équipe scientifique du Musée de Rennes que devait revenir la tâche d'élaborer le programme muséographique censé raconter cinq siècles de vie quotidienne à travers la ferme elle-même, ses habitants (proprié-



La ferme de la Bretainne.

étaires, fermiers, domestiques) et les objets qui auraient pu s'y trouver. Ainsi la cuisine a-t-elle été reconstituée en suivant fidèlement la description donnée par un inventaire après décès de 1901. Ainsi tombe-t-on en arrêt devant un énorme cheval postier breton (rien à voir avec les postes, il s'agit d'une race particulièrement robuste) et son attelage. Et dans le grand cellier, entièrement équipé, flotte encore l'odeur du cidre.

Poulets et chapons, fruits et fagots

Ici, outils, machines, objets, mobilier (à commencer par l'armoire rennaise, placement autant que meuble) et costumes (coiffe brodée, châle de guipure, tablier de satin, gilet de velours — pour le dimanche, bien sûr) voisinent avec des jeux vidéo, des diaporamas et des banques de données à l'intention des étudiants, des agriculteurs et des scientifiques. Ici, l'histoire est mise en scène, visualisée grâce à des montages et des « tableaux » originaux et didactiques.

Sont ainsi représentées les étapes de la construction du mur en terre d'une maison de janvier à juin et illustrés les échanges entre la ville et la campagne sous l'Ancien Régime : affluents vers la première poulets et chapons, cidre

et vin, fruits et fagots, tandis qu'en repartent le linge des propriétaires (que les fermiers étaient tenus de laver) et vidanges, gadoues et fumiers qui servaient d'engrais pour les cultures.

Parfois, c'est un graphique qui retient l'attention. Comme celui illustrant l'impact des variations des prix sur le niveau de vie et les liens entre la misère qui en découle et l'abandon des enfants. Le prix du seigle augmente, une courbe s'envole et voilà que se multiplie le nombre d'abandons d'enfants légitimes confiés à l'hôpital Saint-Yves de Rennes ! Ainsi qu'en témoigne l'observation, à cinq dates différentes, du nombre de personnes vivant sur l'exploitation de la Bretainne. Toujours supérieur à 20, du premier recensement, en 1846, à 1896 (25 personnes en 1856), il tombe à 12 en 1921, puis de façon encore plus spectaculaire de 1921 à 1953 : 7 en 1926, 11 en 1936 (mais 5 seulement en âge de travailler) et 5 en 1954 (dont 4 en âge de travailler). Entre-temps, il est vrai, le tracteur est entré en scène (après la seconde guerre mondiale).

Autant d'exemples qui illustrent bien la volonté des conservateurs de l'écomusée d'allier la rigueur de l'historien au charme de la reconstitution (aussi fidèle

que possible) d'un quotidien très terre à terre. En refusant ce que l'un d'eux appellera « une vision rustique », c'est-à-dire « la reconstitution fautive d'un passé qu'on imagine vrai », la mythification d'un prétendu âge d'or. En dissipant, une fois pour toutes, le mirage du « bon vieux temps ».

De quoi surprendre un visiteur qui pourrait être rebuté par un didactisme un peu pesant. Raison de plus pour déplorer l'éclairage vraiment insuffisant des salles d'exposition, au point que les textes explicatifs sont souvent très difficiles à déchiffrer. Un comble pour un musée qui prétend « éclairer » le passé.

Un démarrage encourageant

Une approche plutôt difficile donc et qui explique sans doute que la majorité des huit mille visiteurs accueillis en quatre mois ait été constituée aux dires même des guides en place, de touristes

« éveillés » (dont de nombreux Anglo-Saxons) et d'intellectuels. Mais aussi de groupes scolaires, d'importants contingents du troisième âge et de nombreux agriculteurs venus chercher ici la mémoire d'un monde révolu. Autrement dit, un public que l'on n'a pas l'habitude de rencontrer dans de tels lieux.

Un démarrage encourageant, par conséquent (par comparaison, le Musée de Bretagne accueille trente-cinq mille visiteurs par an), d'autant que l'écomusée n'est pas encore très connu à l'extérieur, ni même à Rennes et que son accès n'est pas des plus simples pour les automobilistes circulant sur la rocade sud de la capitale bretonne. Il est vrai qu'aucune signalisation n'en indique la présence, les autorités responsables faisant, paraît-il, preuve, dans cette affaire, d'une incompréhensible mauvaise volonté.

(Lire la suite page 15.)

TUNISIE CONTACT

le spécialiste de la Tunisie amie

- une longue expérience,
- un grand choix d'hôtels et de circuits
- des voyages à la carte et des week-ends

circuit MIRAGES DU SUD en Land Rover

UNE SEMAINE à partir de 3.900 F

Paris/Paris

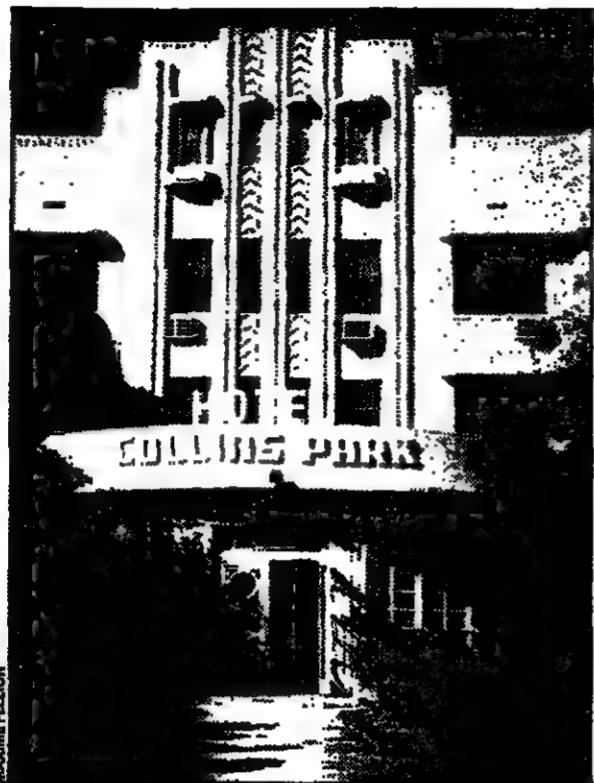
DOCUMENTATION GRATUITE

TUNISIE CONTACT

30, rue de Richelieu - 75001 PARIS

☎ 42.96.14.23 - 42.96.02.25

ESCALES



Arts déco à Miami

Un guide récent (le Fodor) le rappelait avec humour : la Floride n'a pas été découverte par Mickey (Disney World date de 1971), mais par un certain Juan Ponce de Leon, en 1513.

Hier, du sable, des marais, des mangroves et des palétuviers. Aujourd'hui, un nom toujours magique qui attire retraités et touristes. Avec une station balnéaire mondialement connue : Miami. Du boom immobilier a résulté une forêt de buildings plus ou moins réussis. L'avant-garde y côtoie l'art déco qui, à Miami-Beach, a même son quartier : l'Art Deco District. Plus de huit cents demeures construites

dans les années 30 et désormais classées. Certaines, joliment restaurées, sont maintenant d'agréables hôtels, souvent situés sur le front de mer.

Holidaï en a sélectionné une dizaine, commercialisées en France par TFI (tél. : 48-56-13-08 et dans les agences) dans une brochure baptisée Florida Art Deco. Intelligente et raffinée, elle présente avec humour et séduction South Beach, ce quartier « dans le vent » qui, outre ces ravissantes petites hôtels aux tons pastels et une plage au sable blanc, permet de retrouver l'atmosphère de Deux Flies à Miami.

Du charme à revendre et des prix plutôt doux. De 5 600 F à 8 800 F par personne (chambre double) pour

sept nuits, selon l'hôtel et la saison choisie. Prix comprenant le vol Paris-Miami aller et retour, une visite guidée et une assistance sur place. Prévoir la location d'une voiture, soit environ 200 F pour une semaine.

Art moderne à Los Angeles

Dufy et Mondrian ne sont pas de la fête, mais les hôtels qui portent leur nom à Los Angeles sont prêts à accueillir les visiteurs de la Foire internationale d'art contemporain qui aura lieu du 9 au 16 décembre. Artistes, marchands ou curieux peuvent être intéressés par un forfait avion-hôtel mis au point par Gemini Voyages (80, avenue du Maine, 75014 Paris. Tél. : 43-22-32-50) avec Jet Tours : aller-retour Paris-Los Angeles sur vol direct d'Air France, 7 nuits d'hôtel (cinq adresses dans West-Hollywood et Beverly-Hills), les transferts et l'assurance.

Les prix varient de 9 900 F par personne en chambre double à l'Hôtel Dufy à 15 000 F en single au Mondrian. Le laissez-passer pour la Foire d'art est inclus. Les rencontres avec les artistes, les visites aux œuvres exposées au centre des congrès ou au nouveau musée d'art contemporain de Los Angeles sont laissées à l'inspiration du voyageur.

Noël en Israël

Traditionnelle : la messe de minuit en l'église Sainte-Catherine de Bethléem. Mais attention : l'église est si petite que l'on n'est jamais sûr d'y avoir une place. On assiste alors à l'office, à l'extérieur, par le truchement d'un écran géant.

Noël en Israël, c'est l'occasion de visiter la Terre Sainte. En pèlerinage, avec un voyageur spécialisé : neuf jours, du 19 au 27 décembre, 5 800 F avec Sp Voyages (1, rue Garancière, 75006 Paris, tél. : 43-29-56-70). En circuit classique : une semaine, départs les dimanches 20 et 27 décembre, 6 990 F en charter ou 6 245 F en vol régulier avec Zénith (vente dans les agences). Ou une semaine, également, avec Transjours (vente dans les agences) : départ le 20 décembre, 7 260 F. Particularité de ce circuit : les voyageurs sont logés dans des hôtels et des kibboutz 4 étoiles. Tous ces prix s'entendent pour une personne en chambre double et comprennent : les vols, l'hébergement en pension complète et les visites.

Réveillon avec Marivaux

On célèbre, l'an prochain, le tricentenaire de la naissance de Marivaux. Les trois coups seront frappés le 31 décembre, au Théâtre d'Epemay (Marne). Lever de rideau à 21 h sur le Jeu de l'amour et du hasard, inter-



prété par François Maistre et les comédiens de l'Athénor, dans une mise en scène de Michel de Maulne. Poursuite de la fête à Ay, dans les celliers de la maison du champagne Collety. Au menu de ce réveillon très dix-huitième siècle : foie gras, saumon, chevreuil, champagne, masques, chandelles, comédie dell'arte, musique baroque et bal de clôture.

La SNCF propose, dans sa brochure Formule Plus, un forfait tout compris pour 680 F, avec voyage en première classe. Départ de Paris le 31 décembre en fin d'après-midi, retour à l'aube le 1^{er} janvier. Renseignements : gares et agences de voyages.

Sur un marché de Périgueux

On choisit son canard au « marché gras » de Périgueux, tél. le samedi. Au centre de formation hôtelière de la chambre de commerce de Périgueux, on le découpe, puis on le cuisine : ailes, cuisses, filets de poitrine, foie. Rien ne se perd. On suit en cela les conseils avisés d'un professeur-cuisinier.

Le plus délicat étant accompli, on se rend à



Sorges, le dimanche, où l'on visite un élevage. A la Maison de la truffe, de cette localité, on écoute l'histoire étonnante de la culture de la truffe avant de parcourir les chemins d'une truffière. Au cours des repas, on dégustera les plats réalisés et l'on repartira, le dimanche soir, avec le cou de canard farci que l'on aura confectionné.

Ces week-ends sont organisés par l'Hôtel Ibis de Périgueux (8, boulevard G. Saumande, 24000 Périgueux, tél. : 53-53-64-58) avec la collaboration de la Chambre de commerce et d'industrie. Ils coûtent 920 F par personne en chambre double sur la base d'un groupe de dix personnes, tout compris (deux nuits à l'hôtel, repas, vins, cours de cuisine, visites). Du 14 novembre 1987 au début du mois d'avril 1988.

Voyage chez les bonsaïs

Pour les amateurs de bonsaïs, c'est un voyage sur mesure que propose, du 27 mars au 6 avril 1988, Sunergy (20, rue Godot-de-Mauroy, 75009 Paris; tél. : 42-65-77-52), en collaboration avec le magazine l'Univers du bonsaï et le Nippon

Bonsaï Association. Dix jours au Japon, à visiter de nombreux villages et fermes, où l'on verra un véritable culte à l'arbre nain. Aïni, Omiya, dans les environs de Tokyo, est une vaste « réserve », où les propriétaires laissent leurs bonsaïs aux bons soins des professionnels, mais viennent fréquemment prendre des nouvelles de leur arbre fétiche.

De Tokyo à Osaka, par le train nommé « Super Rapide », en passant par Nagoya, Kyoto et (en ferry-boat) Takamatsu, c'est aussi à une découverte du Japon traditionnel que convie Sunergy, avec la visite de sanctuaires, de temples et de jardins. On passera, en particulier, une nuit au monastère du mont Koya, grand centre du bouddhisme.

Le prix - 20 525 F par personne en chambre double, supplément de 1 470 F en chambre individuelle - peut être modifié selon le cours du yen... Il comprend le transport aérien Paris-Tokyo et Osaka-Paris (par Japan Air Lines), l'hébergement en demi-pension (les dîners sont « libres »), les excursions et les transferts, et les services de plusieurs accompagnateurs. Il faut ajouter, outre les dîners, les frais de visa (85 F) et les assurances (facultatives).

COMMENT ROULER EN RENAULT SUPERCINQ FIVE* POUR 551 F PAR MOIS?

Mr. FINANCEMENT REpond: L.O.A. SUR 60 MOIS.



Moyennant un versement initial de 17 549 F (dont 10 968 F de 1^{er} loyer majoré et 6 581 F de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale) et 59 loyers de 551 F.
Coût total en cas d'acquisition 50 058 F.
Offre valable jusqu'au 31/12/87 sur toute la gamme VP sous réserve d'acceptation du dossier par Renault Bail S.A. au capital de F 150 000 000. 51-53, Champs-Élysées, 75008 Paris. RCS Paris B202902221.
Renault Supercinque Five 5 portes. Prix TTC 43 872 F au 17/09/87.

Pour en savoir plus, contactez Mr. FINANCEMENT chez votre concessionnaire RENAULT ou directement au

05.25.25.25



Mr. FINANCEMENT, LE 1^{er} SERVICE RENAULT.

مكتبة المنهج

DECOUVERTE

Le Monde sans visa • Samedi 7 novembre 1987 15

La Bretagne dans les sillons de l'histoire

(Suite de la page 13.)

A l'heure où la mode est au « ressourcement » et à la recherche de ses racines, l'économie de la Bretagne mérite assurément un coup de chapeau et un coup de main. Résultat d'une démarche intelligente et ambitieuse (un peu trop même), il offre à ceux qui pénètrent dans cette ferme étrange aux volets clos (audiovisuel oblige) une approche de l'histoire qui, au-delà d'un message savant et pointu, ne manque ni de sensibilité ni de poésie.

A condition de l'aborder en douceur et de lui consacrer le temps nécessaire pour qu'opèrent la magie et la séduction du passé. En faisant preuve d'une patience et d'une minutie semblables à celles dont firent montre ses concepteurs en décollant soigneusement, les uns après les autres, les papiers peints qui avaient successivement recouvert les murs des pièces de cette ferme au III^e des ans.

PATRICK FRANCÈS.

* L'écomusée du pays de Rennes (la Bistinais, Rennes-Sud, route de Châteauneuf-sur-Loire, 35200 Rennes; tél. : 99-51-38-13) est ouvert tous les jours sauf les mardis et jours fériés. Du 1^{er} au 30 avril (de 13 heures à 17 heures). En été, jusqu'à 19 heures. Les billets ne sont plus délivrés dans l'heure précédant la fermeture. Clôture annuelle du 15 décembre au 15 janvier. Les scolaires peuvent être accueillis sur rendez-vous en dehors des heures d'ouverture.



Muséoprogamme

FRUIT d'une démarche muséographique résolument moderne, l'écomusée du pays de Rennes n'est pas le seul qui permette de découvrir les traditions et les arts populaires d'une région dont le patrimoine culturel est particulièrement riche.

● L'écomusée de l'île de Groix. — Dans une ancienne conserverie, une approche du patrimoine naturel, historique et ethnographique de l'île. En empruntant le circuit d'exposition permanente, on peut observer des langou-

stines, voir évoluer un taceul, découvrir « l'écrin des minéralogistes », une tombe à barque viking et comprendre l'implantation de l'habitat sur une île.

● Musée de la Compagnie des Indes à Lorient. — Sur la place d'armes de la citadelle de Port-Louis, il évoque l'épopée maritime des différentes compagnies des Indes aux XVII^e et XVIII^e siècles.

● Musée de la préhistoire à Carnac. — Sa collection de vestiges néolithiques en fait le premier musée européen pour cette période de la préhistoire. Au total, 600 000 objets, du

paléolithique au Moyen Âge, avec des pièces de l'époque romaine et galloise et le trésor de Locmariaquer.

● L'écomusée de Montfort. — Dans la tour de Papegaut, des expositions sur le costume paysan et sur les roches, du sous-sol à l'architecture.

● Le musée de la falence à Quimper. — Un artisanat de qualité que l'on découvre également dans les faïenceries Henriot et Kerluc.

● Le Musée bigouden à Pont-l'Abbé. — Situé dans le château, sur les trois niveaux de la tour, il présente la maison, les ustensiles, le travail du paysan, les anciens métiers, les costumes et l'évolution de la coiffe.

● Le Musée du bateau à Douarnenez. — Dans une ancienne conserverie, une collection de cent bateaux, la reconstitution d'une chaloupe cardinière et d'autres unités destinées à naviguer et, dans le port Rhu, la présence de vieux grémiers encore bons pour le service. On y trouve également des charpentiers de marine sur bois.

● Le domaine de Kerguelennec à Bignan. — Un château du XVIII^e siècle dans un parc de 170 hectares avec un arborétum et un vaste plan d'eau. Un lieu privilégié pour la création et la rencontre avec l'art contemporain. Rencontres et séminaires sur la sculpture.

● Musée de Bretagne à Rennes. — Il retrace l'histoire de la région, de la préhistoire à nos jours. A signaler un certain nombre d'objets prestigieux illustrant l'Ancien Régime, des meubles du XVIII^e siècle, une collection de costumes et de mobilier du pays de Rennes.

● Musée du château de Quimperlé. — En fait, deux châteaux dans un seul parc, l'un du XVIII^e, l'autre du XIX^e siècle. Depuis 1988, un musée retrace l'histoire de Quimperlé et de son industrie textile et celle du domaine.

* Comité régional de tourisme de Bretagne, 3, rue d'Espagne, BP 4175, 35041 Rennes Cedex. Tél. : 99-50-11-15.

Sous le patronage de la Mairie de Paris XVI^e

3^e Salon des Antiquaires

de PARIS XVI^e



JARDINS DU RANELAGH

Avenue Princesse - Paris XVI^e 75111

du 6 au 15 novembre 1987

Entrée gratuite - 11 h à 19 h - Samedi 10 h à 18 h - 12 h à 18 h

Service de l'Information - 01 47 38 00 00 - 45 25 75 11



→ Vienne agréablement

Même en classe Touriste : places réservées, fauteuils plus larges, repas chauds, boissons, service raffiné.

Austrian Airlines c'est vraiment différent. Au départ d'Orly-Sud, 11 vols par semaine.

AUSTRIAN AIRLINES Réservations : (1) 42.66.34.66 ou votre Agence de voyages.

AIR HAVAS



MARRAKECH	à partir de 1290F
NEW YORK	2130F
PALMA	990F
DAKAR	2200F

En vente à la boutique AIR HAVAS
15, avenue de l'Opéra - 75001 Paris - Tél. 32.96.97.34
et dans les 275 agences HAVAS-VOYAGES.
Conditions générales dans le catalogue AIR HAVAS.

Havas Voyages : faites la différence



C'est du vol tout ce qu'il y a de plus régulier.

▶ ROME	1250 F
▶ NEW YORK	2100 F
▶ MEXICO	4820 F
▶ BANGKOK	4890 F

PLUS DE CENT DESTINATIONS ASSURÉES PAR LES MEILLEURES COMPAGNIES.

Pour tous renseignements
poussez la porte d'une Agence
du Crédit Agricole ou d'une
Boutique Voyage Conseil ou
appelez le 16 (1) 43.23.23.23.

VOYAGE
CONSEIL

65% DE RÉDUCTION POUR VOUS ET VOS ENFANTS, C'EST LE MOMENT DE REDÉCOUVRIR LES VACANCES EN FAMILLE.

ABIDJAN 3.835F*

Les Tarifs Challenge UTA : depuis le 15 Octobre 1987, tous les membres de la famille (au minimum 3 et voyageant ensemble) bénéficient de 65% de réduction sur les vols vers UTA et sur 11 destinations d'Afrique francophone :

ABIDJAN 3.835F* - BANGUI 4.535F* - BRAZZA-VILLE 4.565F* - CONAKRY 3.525F* - COTONOU 3.835F* - LIBREVILLE 4.535F* - LOMÉ 3.635F* - N'DJAMENA 3.885F* - NIAMEY 3.370F* - NOUAK-CHOTT 3.000F* - OUAGADOUGOU 3.685F*.

Ces tarifs A.R. sont au départ de Paris. Renseignez-vous auprès de UTA ou de votre agent de voyages pour les conditions d'application de ces tarifs et pour les tarifs au départ des escales de Lyon, Marseille, Nice.



TARIFS CHALLENGE



C'EST TOUJOURS MIEUX QUAND UTA Y VA

مكتبة الأدب

LE MONDE DU VIN

L'ivresse des mots



par
Martine Courtois (*)

JADIS tenue pour un privilège, exercée à l'ombre des caves ou réservée aux gastronomes nantis, la dégustation aurait pu devenir plus secrète encore avec l'essor de l'œnologie moderne. Dans certaines salles de dégustation transformées en laboratoires sophistiqués, la consommation du vin obéit à un protocole scientifique et non plus mondain. On pensait qu'il fallait une fortune pour goûter un grand vin, et l'on découvre qu'il faut un QI non moins élevé. Si une science austère réduit ainsi les plaisirs de l'existence à des travaux pratiques, l'amateur ne va-t-il pas se retirer devant le spécialiste ?

En réalité, c'est précisément parce qu'elle est devenue scientifique que la dégustation s'est vulgarisée. Après Jean Lenoir, qui fit entrer il y a quelques années le vin dans les maisons de la culture au même titre que la peinture ou le théâtre, des animateurs compétents proposent un peu partout, aujourd'hui, des séances d'initiation pour le grand public. On y apprend aisément les principes de base, le reste étant affaire d'exercice. La dégustation se répand ainsi comme un jeu de société, d'un coût accessible puisque, en général, on est sept ou huit à partager les frais et qu'il ne s'agit pas de boire beaucoup, mais de bien boire.

Or bien boire ne va pas sans le dire. Déguster, c'est à la fois goûter et parler, parler de ce qu'on goûte — ou l'écrire, quand on est seul, comme les professionnels qui font de manière systématique des fiches de dégustation. Le vin a toujours en la réputation d'inspirer l'éloquence ou le lyrisme. Le dégustateur d'aujourd'hui le mat-



trise par l'analyse de ses sensations — ce qui exige un esprit toujours en éveil — et par la communication verbale, qui maintient le vin dans le circuit de l'échange social.

Les Français ne conviennent pas volontiers que le vin est une drogue, malgré l'évidence de ses effets, et, quand ils veulent bien reconnaître le fléau de l'alcoolisme, ils en excluent souvent leur boisson nationale : le vin, c'est pas de l'alcool... Cette situation s'explique : on désigne comme « drogue » non ce qui est objectivement, mais celle des autres quand on en ignore le bon usage, quand elle est dissociée de sa culture, des rites et des discours qui en régissent la consommation.

Rien de tel avec le vin, si fondamental dans la vie française que tout le monde en connaît les usages.

Cette ritualisation, renforcée par l'influence de l'œnologie, impressionne encore les amateurs qui n'ont pas la chance d'avoir suivi quelques cours, ou pas l'audace d'entrer seuls dans ce monde. Parler du vin, mais comment ? Plus personne n'ose recourir aux vieilles métaphores qui entretenaient le folklore, sinon la connaissance, et qui en disaient plus sur le buveur que sur la boisson. Si quelqu'un déclare qu'un vin est affriolant ou caressant, qu'il a de la cuisse ou du corsage, voire de la fesse ou du nombril, on

a envie de poser son verre pour observer son locuteur.

Les bavards buveurs ne se méfient pas assez de ce qu'ils disent à propos du vin, car ils parlent de tout autre chose : de religion, même avec impertinence (seul un vin non baptisé peut vous glisser dans le gosier « comme le petit Jésus en culotte de velours ») ; du cosmos, de la nature, du soleil et du terroir, du sec et de l'humide, du chaud et du froid ; du corps imaginaire projeté dans la représentation d'un vin qui a de la chair et une charpente, des jambes et de la cuisse, une robe, et parfois le chapeau sur l'oreille ; de sexualité et d'affectivité, d'un rapport personnel en tout cas avec un être vivant, éroti-

que ou maternel, mais toujours doté d'une psychologie, aimable, généreux et loyal, ou sévère, hargneux, ou frivole ; d'esthétique, plutôt classique, puisque le vin idéal est équilibré, bien structuré et rond ; de société, plutôt anachronique, puisque un bon vin, aristocrate ou princier, s'oppose aux vins plébéiens, rustres et bêtards... Seul un lyrisme débridé peut sauver du ridicule celui qui sait broder sur ces images et les renouveler par ses inventions.

Les incertitudes de la métaphore

Les autres suivront les dégustateurs professionnels, qui s'efforcent de définir une terminologie précise. La tâche n'est pas simple, car la langue n'offre qu'un vocabulaire peu différencié pour décrire un phénomène très complexe. La dégustation, en effet, analyse les sensations gustatives proprement dites (perception du sucré, du salé, de l'acide et de l'amer), mais aussi des sensations tactiles (forme, fluidité, rugosité ou moelleux), thermiques ou pseudo-thermiques (par exemple, l'alcool donne une impression de chaleur) et surtout olfactives.

Faute de mots spécifiques pour rendre compte d'une telle richesse, variable selon chaque bouteille, il faut se résoudre à la métaphore avec ses incertitudes. Si l'on vous dit que tel vin est frais, vous devrez le goûter pour savoir s'il est à basse température ou s'il donne simplement une impression de fraîcheur par son acidité et sa légèreté en alcool. Quant à son corps, inutile de chercher dans les dictionnaires techniques ou les manuels, vous y trouveriez des définitions différentes selon les auteurs. Peu importe d'ailleurs : on sait bien, à lire les descriptions des revues spécialisées, qu'elles mettent l'eau à la

bouche par les suggestions poétiques qui échappent à leur rigueur.

Mais si l'on ne veut pas se risquer soi-même à la poésie, on peut restreindre plus encore son vocabulaire. Il est facile, à condition d'en prendre l'habitude, de qualifier l'aspect visuel du vin (couleur, transparence, limpidité). De juger l'intensité des perceptions olfactives, et de dire si ce vin sent le vinaigre, ou la framboise, ou le vinaigre à la framboise. De définir l'importance de l'acidité, du tanin et du moelleux et leur équilibre. D'estimer la durée de la persistance, c'est-à-dire le temps où la sensation se prolonge après qu'on a avalé.

Pour les timides irrédutibles, enfin, il reste le recours à la litote absolue, qui consiste à ne rien dire en le disant bruyamment. Mâchonnez une gorgée de vin, roulez-la dans votre bouche, claquez-la contre votre palais, aspirez, sans vous égarer, un peu d'air qui libérera les arômes et les entraînera vers l'arrière-nez, clappez de la langue pour éprouver la persistance, et concluez par un grognement nuancé. Un vrai plaisir. Et si l'expression est sommaire, elle n'en est pas moins convaincante.

(*) Auteur de : Les Mots du vin et de l'ivresse, Editions Belfin, collection « Le Français retrouvé ».

URGENT
Commandez votre
CHAMPAGNE DES FÊTES
Prêt à la qualité
L'expression de la différence
Vallée de la Moselle
CHAMPAGNE DU RÉDEMPTEUR Bât
Mikéna 82 - Médaille d'argent
Sélection mondiale MONTREAL 86
Offre spée. dégustation 6 bouteilles :
480 F TTC franco. Pour cela + 24 bouteilles
sans alcool. Tarif sur demande. Écrivez à la propriété.
CL. DUBOIS, Les Almannachs -
Venteuil, 51200 ÉPERNAY.
Tél. (16) 26-58-48-57

GRAND CONCOURS

Pour commander
vos numéros manquants
voir page 20

QUESTION N° 37

L'emploi du mot « Château » est-il réservé aux vins d'Appellation d'Origine Contrôlée ?

- oui ?
- non ?

QUESTION N° 38

Qui a signé en personne le 21 juin 1973 l'arrêté du ministre de l'agriculture et du développement rural élevant au titre de « premier cru classé » le château Mouton-Rotschild ?

POUR VOUS AIDER :

L'INDICE RTL

Écoutez RTL chaque jour du lundi au samedi : à 10 heures Jean-Pierre Imbach vous dévoile l'indice RTL. Ou tapez sur votre Minitel 36.15 code LEMONDE ou RTL pour retrouver ces indices.

POUR PARTICIPER

Découpez la vignette ci-contre et conservez-la précieusement. Vous devrez la coller sur le bulletin-réponse diffusé dans le Monde à l'issue des 48 questions. Vous y noterez également chacune de vos réponses.

TOUS LES JOURS DANS

Le Monde



avec le patronage de l'INAO
et de la SOPEXA



SOLEIL DE LA TERRE
PLAISIR D'UN MOMENT
SOUVENIRS HEUREUX
BONHEUR DE PARTAGER
ROUGE OU BLANC
GOUT DE LA NATURE

ACHAT PAR MINTEL
36 15 COOPVIN

UNION TERROIRS ET VIGNOBLES
LES VIGNERONS PRODUCTEURS

— CAVES DES HAUTES-COTES Route de Pomard	21200 BEAUNE	Tél. : 80-24-63-12
— CAVES DES VINS FINS 22, route de Larnage	26800 TAIN-L'HERMITAGE	Tél. : 75-08-20-87
— VIGNERONS DE SALIMUR Saint-Cyr-en-Bourg	48280 MONTREUIL-BELLAY	Tél. : 41-61-61-08
— SICA PRODUCTA, UNION DES VITICULTEURS Saint-Laurent-des-Vignes	24100 BERGERAC	Tél. : 63-67-40-44
— CHAMPAGNE NICOLAS FILLIAT C.V.C. Chouilly	51206 ÉPERNAY	Tél. : 28-54-60-60
— WOLBERGER, CAVE VINICOLE D'ESUISHEIM il, Grand rue	68430 ELSUISHEIM	Tél. : 69-41-11-06
— CELLIER DES TROIS CAVES, SAINT EMILION Puisseguin	33570 LUSSAC	Tél. : 57-74-69-12
— LA BEAULLOISE BULLY	68210 LAMBRESLE	Tél. : 74-01-27-77
— LES COTES D'OLT CAHORS, PARNAC	46140 LUZECH	Tél. : 65-30-71-86
— CAVE DU HAUT POITOU 32, rue A.-Plant	88170 NEUVILLS-DU-POITOU	Tél. : 49-51-21-65
— CAVE DE SAINT-ESTÈPHE BOURGIGNONS PRODUCTEURS	33250 PAULIAC	Tél. : 54-69-32-31
— LES CAVES DU MEDOC UNIDOC Gallien	71850 CHARNAY-LES-MACON	Tél. : 85-34-21-87
— LA CHARLISIENNE UNION SAINT-VINCENT	33340 LEPARRE-MEDOC	Tél. : 66-41-03-12
— TOURAINE CONTRÔLÉE DES VIGNERONS DE OISLY ET THÈSE CIDEH 112, OISLY	89600 CHABLY	Tél. : 66-43-11-34
— UNION DES CAVES DE DORDOGNE Saint-Laurent-des-Vignes	33420 BRANNE	Tél. : 57-84-13-66
— LA CLARETTE DE DIE, CAVE COOPÉRATIVE	41700 CONTRES	Tél. : 64-79-52-88
— VINS DE GALLAC ET FRONTON CAVE DE RABASTENS	24100 BERGERAC	Tél. : 63-67-40-44
	28150 DIE	Tél. : 75-22-02-22
	81800 RABASTENS	Tél. : 63-33-73-80

CATALOGUE ET TARIFS SUR DEMANDE - INFORMATIONS COMMANDES PAR MINTEL 36-15 COOPVIN

JEUX

échecs

N° 1253

LE TOURNANT DU MATCH

(Huitième partie du championnat du monde, Séville, novembre 1987)
Blancs : G. KASPAROV
Noirs : A. KARPOV
Partie anglaise

1. e4 e5 2. Cf3 Cc6 3. Fc4 Fc7 4. Fg5 Fd7 5. a3 Fb6 6. b4 Fg6 7. Td1 Cg7 8. d3 Dc6 9. c3 Dd5 10. Cc2 Fb6 11. b5 Cc5 12. Dc3 Dd5 13. 0-0 Cb6 14. e5 Dc6 15. Dd3 Dd5 16. Dc3 Dd5 17. Fd3 Dd5 18. e5 Dc6 19. Dd3 Dd5 20. Cc2 Fb6 21. b5 Cc5 22. Dc3 Dd5 23. 0-0 Cb6 24. e5 Dc6 25. Dd3 Dd5 26. Cc2 Fb6 27. b5 Cc5 28. Dc3 Dd5 29. 0-0 Cb6 30. e5 Dc6 31. Dd3 Dd5 32. Cc2 Fb6 33. b5 Cc5 34. Dc3 Dd5 35. 0-0 Cb6 36. e5 Dc6 37. Dd3 Dd5 38. Cc2 Fb6 39. b5 Cc5 40. Dc3 Dd5 41. 0-0 Cb6 42. e5 Dc6 43. Dd3 Dd5 44. Cc2 Fb6 45. b5 Cc5 46. Dc3 Dd5 47. 0-0 Cb6 48. e5 Dc6 49. Dd3 Dd5 50. Cc2 Fb6 51. b5 Cc5 52. Dc3 Dd5 53. 0-0 Cb6 54. e5 Dc6 55. Dd3 Dd5 56. Cc2 Fb6 57. b5 Cc5 58. Dc3 Dd5 59. 0-0 Cb6 60. e5 Dc6 61. Dd3 Dd5 62. Cc2 Fb6 63. b5 Cc5 64. Dc3 Dd5 65. 0-0 Cb6 66. e5 Dc6 67. Dd3 Dd5 68. Cc2 Fb6 69. b5 Cc5 70. Dc3 Dd5 71. 0-0 Cb6 72. e5 Dc6 73. Dd3 Dd5 74. Cc2 Fb6 75. b5 Cc5 76. Dc3 Dd5 77. 0-0 Cb6 78. e5 Dc6 79. Dd3 Dd5 80. Cc2 Fb6 81. b5 Cc5 82. Dc3 Dd5 83. 0-0 Cb6 84. e5 Dc6 85. Dd3 Dd5 86. Cc2 Fb6 87. b5 Cc5 88. Dc3 Dd5 89. 0-0 Cb6 90. e5 Dc6 91. Dd3 Dd5 92. Cc2 Fb6 93. b5 Cc5 94. Dc3 Dd5 95. 0-0 Cb6 96. e5 Dc6 97. Dd3 Dd5 98. Cc2 Fb6 99. b5 Cc5 100. Dc3 Dd5 101. 0-0 Cb6 102. e5 Dc6 103. Dd3 Dd5 104. Cc2 Fb6 105. b5 Cc5 106. Dc3 Dd5 107. 0-0 Cb6 108. e5 Dc6 109. Dd3 Dd5 110. Cc2 Fb6 111. b5 Cc5 112. Dc3 Dd5 113. 0-0 Cb6 114. e5 Dc6 115. Dd3 Dd5 116. Cc2 Fb6 117. b5 Cc5 118. Dc3 Dd5 119. 0-0 Cb6 120. e5 Dc6 121. Dd3 Dd5 122. Cc2 Fb6 123. b5 Cc5 124. Dc3 Dd5 125. 0-0 Cb6 126. e5 Dc6 127. Dd3 Dd5 128. Cc2 Fb6 129. b5 Cc5 130. Dc3 Dd5 131. 0-0 Cb6 132. e5 Dc6 133. Dd3 Dd5 134. Cc2 Fb6 135. b5 Cc5 136. Dc3 Dd5 137. 0-0 Cb6 138. e5 Dc6 139. Dd3 Dd5 140. Cc2 Fb6 141. b5 Cc5 142. Dc3 Dd5 143. 0-0 Cb6 144. e5 Dc6 145. Dd3 Dd5 146. Cc2 Fb6 147. b5 Cc5 148. Dc3 Dd5 149. 0-0 Cb6 150. e5 Dc6 151. Dd3 Dd5 152. Cc2 Fb6 153. b5 Cc5 154. Dc3 Dd5 155. 0-0 Cb6 156. e5 Dc6 157. Dd3 Dd5 158. Cc2 Fb6 159. b5 Cc5 160. Dc3 Dd5 161. 0-0 Cb6 162. e5 Dc6 163. Dd3 Dd5 164. Cc2 Fb6 165. b5 Cc5 166. Dc3 Dd5 167. 0-0 Cb6 168. e5 Dc6 169. Dd3 Dd5 170. Cc2 Fb6 171. b5 Cc5 172. Dc3 Dd5 173. 0-0 Cb6 174. e5 Dc6 175. Dd3 Dd5 176. Cc2 Fb6 177. b5 Cc5 178. Dc3 Dd5 179. 0-0 Cb6 180. e5 Dc6 181. Dd3 Dd5 182. Cc2 Fb6 183. b5 Cc5 184. Dc3 Dd5 185. 0-0 Cb6 186. e5 Dc6 187. Dd3 Dd5 188. Cc2 Fb6 189. b5 Cc5 190. Dc3 Dd5 191. 0-0 Cb6 192. e5 Dc6 193. Dd3 Dd5 194. Cc2 Fb6 195. b5 Cc5 196. Dc3 Dd5 197. 0-0 Cb6 198. e5 Dc6 199. Dd3 Dd5 200. Cc2 Fb6 201. b5 Cc5 202. Dc3 Dd5 203. 0-0 Cb6 204. e5 Dc6 205. Dd3 Dd5 206. Cc2 Fb6 207. b5 Cc5 208. Dc3 Dd5 209. 0-0 Cb6 210. e5 Dc6 211. Dd3 Dd5 212. Cc2 Fb6 213. b5 Cc5 214. Dc3 Dd5 215. 0-0 Cb6 216. e5 Dc6 217. Dd3 Dd5 218. Cc2 Fb6 219. b5 Cc5 220. Dc3 Dd5 221. 0-0 Cb6 222. e5 Dc6 223. Dd3 Dd5 224. Cc2 Fb6 225. b5 Cc5 226. Dc3 Dd5 227. 0-0 Cb6 228. e5 Dc6 229. Dd3 Dd5 230. Cc2 Fb6 231. b5 Cc5 232. Dc3 Dd5 233. 0-0 Cb6 234. e5 Dc6 235. Dd3 Dd5 236. Cc2 Fb6 237. b5 Cc5 238. Dc3 Dd5 239. 0-0 Cb6 240. e5 Dc6 241. Dd3 Dd5 242. Cc2 Fb6 243. b5 Cc5 244. Dc3 Dd5 245. 0-0 Cb6 246. e5 Dc6 247. Dd3 Dd5 248. Cc2 Fb6 249. b5 Cc5 250. Dc3 Dd5 251. 0-0 Cb6 252. e5 Dc6 253. Dd3 Dd5 254. Cc2 Fb6 255. b5 Cc5 256. Dc3 Dd5 257. 0-0 Cb6 258. e5 Dc6 259. Dd3 Dd5 260. Cc2 Fb6 261. b5 Cc5 262. Dc3 Dd5 263. 0-0 Cb6 264. e5 Dc6 265. Dd3 Dd5 266. Cc2 Fb6 267. b5 Cc5 268. Dc3 Dd5 269. 0-0 Cb6 270. e5 Dc6 271. Dd3 Dd5 272. Cc2 Fb6 273. b5 Cc5 274. Dc3 Dd5 275. 0-0 Cb6 276. e5 Dc6 277. Dd3 Dd5 278. Cc2 Fb6 279. b5 Cc5 280. Dc3 Dd5 281. 0-0 Cb6 282. e5 Dc6 283. Dd3 Dd5 284. Cc2 Fb6 285. b5 Cc5 286. Dc3 Dd5 287. 0-0 Cb6 288. e5 Dc6 289. Dd3 Dd5 290. Cc2 Fb6 291. b5 Cc5 292. Dc3 Dd5 293. 0-0 Cb6 294. e5 Dc6 295. Dd3 Dd5 296. Cc2 Fb6 297. b5 Cc5 298. Dc3 Dd5 299. 0-0 Cb6 300. e5 Dc6 301. Dd3 Dd5 302. Cc2 Fb6 303. b5 Cc5 304. Dc3 Dd5 305. 0-0 Cb6 306. e5 Dc6 307. Dd3 Dd5 308. Cc2 Fb6 309. b5 Cc5 310. Dc3 Dd5 311. 0-0 Cb6 312. e5 Dc6 313. Dd3 Dd5 314. Cc2 Fb6 315. b5 Cc5 316. Dc3 Dd5 317. 0-0 Cb6 318. e5 Dc6 319. Dd3 Dd5 320. Cc2 Fb6 321. b5 Cc5 322. Dc3 Dd5 323. 0-0 Cb6 324. e5 Dc6 325. Dd3 Dd5 326. Cc2 Fb6 327. b5 Cc5 328. Dc3 Dd5 329. 0-0 Cb6 330. e5 Dc6 331. Dd3 Dd5 332. Cc2 Fb6 333. b5 Cc5 334. Dc3 Dd5 335. 0-0 Cb6 336. e5 Dc6 337. Dd3 Dd5 338. Cc2 Fb6 339. b5 Cc5 340. Dc3 Dd5 341. 0-0 Cb6 342. e5 Dc6 343. Dd3 Dd5 344. Cc2 Fb6 345. b5 Cc5 346. Dc3 Dd5 347. 0-0 Cb6 348. e5 Dc6 349. Dd3 Dd5 350. Cc2 Fb6 351. b5 Cc5 352. Dc3 Dd5 353. 0-0 Cb6 354. e5 Dc6 355. Dd3 Dd5 356. Cc2 Fb6 357. b5 Cc5 358. Dc3 Dd5 359. 0-0 Cb6 360. e5 Dc6 361. Dd3 Dd5 362. Cc2 Fb6 363. b5 Cc5 364. Dc3 Dd5 365. 0-0 Cb6 366. e5 Dc6 367. Dd3 Dd5 368. Cc2 Fb6 369. b5 Cc5 370. Dc3 Dd5 371. 0-0 Cb6 372. e5 Dc6 373. Dd3 Dd5 374. Cc2 Fb6 375. b5 Cc5 376. Dc3 Dd5 377. 0-0 Cb6 378. e5 Dc6 379. Dd3 Dd5 380. Cc2 Fb6 381. b5 Cc5 382. Dc3 Dd5 383. 0-0 Cb6 384. e5 Dc6 385. Dd3 Dd5 386. Cc2 Fb6 387. b5 Cc5 388. Dc3 Dd5 389. 0-0 Cb6 390. e5 Dc6 391. Dd3 Dd5 392. Cc2 Fb6 393. b5 Cc5 394. Dc3 Dd5 395. 0-0 Cb6 396. e5 Dc6 397. Dd3 Dd5 398. Cc2 Fb6 399. b5 Cc5 400. Dc3 Dd5 401. 0-0 Cb6 402. e5 Dc6 403. Dd3 Dd5 404. Cc2 Fb6 405. b5 Cc5 406. Dc3 Dd5 407. 0-0 Cb6 408. e5 Dc6 409. Dd3 Dd5 410. Cc2 Fb6 411. b5 Cc5 412. Dc3 Dd5 413. 0-0 Cb6 414. e5 Dc6 415. Dd3 Dd5 416. Cc2 Fb6 417. b5 Cc5 418. Dc3 Dd5 419. 0-0 Cb6 420. e5 Dc6 421. Dd3 Dd5 422. Cc2 Fb6 423. b5 Cc5 424. Dc3 Dd5 425. 0-0 Cb6 426. e5 Dc6 427. Dd3 Dd5 428. Cc2 Fb6 429. b5 Cc5 430. Dc3 Dd5 431. 0-0 Cb6 432. e5 Dc6 433. Dd3 Dd5 434. Cc2 Fb6 435. b5 Cc5 436. Dc3 Dd5 437. 0-0 Cb6 438. e5 Dc6 439. Dd3 Dd5 440. Cc2 Fb6 441. b5 Cc5 442. Dc3 Dd5 443. 0-0 Cb6 444. e5 Dc6 445. Dd3 Dd5 446. Cc2 Fb6 447. b5 Cc5 448. Dc3 Dd5 449. 0-0 Cb6 450. e5 Dc6 451. Dd3 Dd5 452. Cc2 Fb6 453. b5 Cc5 454. Dc3 Dd5 455. 0-0 Cb6 456. e5 Dc6 457. Dd3 Dd5 458. Cc2 Fb6 459. b5 Cc5 460. Dc3 Dd5 461. 0-0 Cb6 462. e5 Dc6 463. Dd3 Dd5 464. Cc2 Fb6 465. b5 Cc5 466. Dc3 Dd5 467. 0-0 Cb6 468. e5 Dc6 469. Dd3 Dd5 470. Cc2 Fb6 471. b5 Cc5 472. Dc3 Dd5 473. 0-0 Cb6 474. e5 Dc6 475. Dd3 Dd5 476. Cc2 Fb6 477. b5 Cc5 478. Dc3 Dd5 479. 0-0 Cb6 480. e5 Dc6 481. Dd3 Dd5 482. Cc2 Fb6 483. b5 Cc5 484. Dc3 Dd5 485. 0-0 Cb6 486. e5 Dc6 487. Dd3 Dd5 488. Cc2 Fb6 489. b5 Cc5 490. Dc3 Dd5 491. 0-0 Cb6 492. e5 Dc6 493. Dd3 Dd5 494. Cc2 Fb6 495. b5 Cc5 496. Dc3 Dd5 497. 0-0 Cb6 498. e5 Dc6 499. Dd3 Dd5 500. Cc2 Fb6 501. b5 Cc5 502. Dc3 Dd5 503. 0-0 Cb6 504. e5 Dc6 505. Dd3 Dd5 506. Cc2 Fb6 507. b5 Cc5 508. Dc3 Dd5 509. 0-0 Cb6 510. e5 Dc6 511. Dd3 Dd5 512. Cc2 Fb6 513. b5 Cc5 514. Dc3 Dd5 515. 0-0 Cb6 516. e5 Dc6 517. Dd3 Dd5 518. Cc2 Fb6 519. b5 Cc5 520. Dc3 Dd5 521. 0-0 Cb6 522. e5 Dc6 523. Dd3 Dd5 524. Cc2 Fb6 525. b5 Cc5 526. Dc3 Dd5 527. 0-0 Cb6 528. e5 Dc6 529. Dd3 Dd5 530. Cc2 Fb6 531. b5 Cc5 532. Dc3 Dd5 533. 0-0 Cb6 534. e5 Dc6 535. Dd3 Dd5 536. Cc2 Fb6 537. b5 Cc5 538. Dc3 Dd5 539. 0-0 Cb6 540. e5 Dc6 541. Dd3 Dd5 542. Cc2 Fb6 543. b5 Cc5 544. Dc3 Dd5 545. 0-0 Cb6 546. e5 Dc6 547. Dd3 Dd5 548. Cc2 Fb6 549. b5 Cc5 550. Dc3 Dd5 551. 0-0 Cb6 552. e5 Dc6 553. Dd3 Dd5 554. Cc2 Fb6 555. b5 Cc5 556. Dc3 Dd5 557. 0-0 Cb6 558. e5 Dc6 559. Dd3 Dd5 560. Cc2 Fb6 561. b5 Cc5 562. Dc3 Dd5 563. 0-0 Cb6 564. e5 Dc6 565. Dd3 Dd5 566. Cc2 Fb6 567. b5 Cc5 568. Dc3 Dd5 569. 0-0 Cb6 570. e5 Dc6 571. Dd3 Dd5 572. Cc2 Fb6 573. b5 Cc5 574. Dc3 Dd5 575. 0-0 Cb6 576. e5 Dc6 577. Dd3 Dd5 578. Cc2 Fb6 579. b5 Cc5 580. Dc3 Dd5 581. 0-0 Cb6 582. e5 Dc6 583. Dd3 Dd5 584. Cc2 Fb6 585. b5 Cc5 586. Dc3 Dd5 587. 0-0 Cb6 588. e5 Dc6 589. Dd3 Dd5 590. Cc2 Fb6 591. b5 Cc5 592. Dc3 Dd5 593. 0-0 Cb6 594. e5 Dc6 595. Dd3 Dd5 596. Cc2 Fb6 597. b5 Cc5 598. Dc3 Dd5 599. 0-0 Cb6 600. e5 Dc6 601. Dd3 Dd5 602. Cc2 Fb6 603. b5 Cc5 604. Dc3 Dd5 605. 0-0 Cb6 606. e5 Dc6 607. Dd3 Dd5 608. Cc2 Fb6 609. b5 Cc5 610. Dc3 Dd5 611. 0-0 Cb6 612. e5 Dc6 613. Dd3 Dd5 614. Cc2 Fb6 615. b5 Cc5 616. Dc3 Dd5 617. 0-0 Cb6 618. e5 Dc6 619. Dd3 Dd5 620. Cc2 Fb6 621. b5 Cc5 622. Dc3 Dd5 623. 0-0 Cb6 624. e5 Dc6 625. Dd3 Dd5 626. Cc2 Fb6 627. b5 Cc5 628. Dc3 Dd5 629. 0-0 Cb6 630. e5 Dc6 631. Dd3 Dd5 632. Cc2 Fb6 633. b5 Cc5 634. Dc3 Dd5 635. 0-0 Cb6 636. e5 Dc6 637. Dd3 Dd5 638. Cc2 Fb6 639. b5 Cc5 640. Dc3 Dd5 641. 0-0 Cb6 642. e5 Dc6 643. Dd3 Dd5 644. Cc2 Fb6 645. b5 Cc5 646. Dc3 Dd5 647. 0-0 Cb6 648. e5 Dc6 649. Dd3 Dd5 650. Cc2 Fb6 651. b5 Cc5 652. Dc3 Dd5 653. 0-0 Cb6 654. e5 Dc6 655. Dd3 Dd5 656. Cc2 Fb6 657. b5 Cc5 658. Dc3 Dd5 659. 0-0 Cb6 660. e5 Dc6 661. Dd3 Dd5 662. Cc2 Fb6 663. b5 Cc5 664. Dc3 Dd5 665. 0-0 Cb6 666. e5 Dc6 667. Dd3 Dd5 668. Cc2 Fb6 669. b5 Cc5 670. Dc3 Dd5 671. 0-0 Cb6 672. e5 Dc6 673. Dd3 Dd5 674. Cc2 Fb6 675. b5 Cc5 676. Dc3 Dd5 677. 0-0 Cb6 678. e5 Dc6 679. Dd3 Dd5 680. Cc2 Fb6 681. b5 Cc5 682. Dc3 Dd5 683. 0-0 Cb6 684. e5 Dc6 685. Dd3 Dd5 686. Cc2 Fb6 687. b5 Cc5 688. Dc3 Dd5 689. 0-0 Cb6 690. e5 Dc6 691. Dd3 Dd5 692. Cc2 Fb6 693. b5 Cc5 694. Dc3 Dd5 695. 0-0 Cb6 696. e5 Dc6 697. Dd3 Dd5 698. Cc2 Fb6 699. b5 Cc5 700. Dc3 Dd5 701. 0-0 Cb6 702. e5 Dc6 703. Dd3 Dd5 704. Cc2 Fb6 705. b5 Cc5 706. Dc3 Dd5 707. 0-0 Cb6 708. e5 Dc6 709. Dd3 Dd5 710. Cc2 Fb6 711. b5 Cc5 712. Dc3 Dd5 713. 0-0 Cb6 714. e5 Dc6 715. Dd3 Dd5 716. Cc2 Fb6 717. b5 Cc5 718. Dc3 Dd5 719. 0-0 Cb6 720. e5 Dc6 721. Dd3 Dd5 722. Cc2 Fb6 723. b5 Cc5 724. Dc3 Dd5 725. 0-0 Cb6 726. e5 Dc6 727. Dd3 Dd5 728. Cc2 Fb6 729. b5 Cc5 730. Dc3 Dd5 731. 0-0 Cb6 732. e5 Dc6 733. Dd3 Dd5 734. Cc2 Fb6 735. b5 Cc5 736. Dc3 Dd5 737. 0-0 Cb6 738. e5 Dc6 739. Dd3 Dd5 740. Cc2 Fb6 741. b5 Cc5 742. Dc3 Dd5 743. 0-0 Cb6 744. e5 Dc6 745. Dd3 Dd5 746. Cc2 Fb6 747. b5 Cc5 748. Dc3 Dd5 749. 0-0 Cb6 750. e5 Dc6 751. Dd3 Dd5 752. Cc2 Fb6 753. b5 Cc5 754. Dc3 Dd5 755. 0-0 Cb6 756. e5 Dc6 757. Dd3 Dd5 758. Cc2 Fb6 759. b5 Cc5 760. Dc3 Dd5 761. 0-0 Cb6 762. e5 Dc6 763. Dd3 Dd5 764. Cc2 Fb6 765. b5 Cc5 766. Dc3 Dd5 767. 0-0 Cb6 768. e5 Dc6 769. Dd3 Dd5 770. Cc2 Fb6 771. b5 Cc5 772. Dc3 Dd5 773. 0-0 Cb6 774. e5 Dc6 775. Dd3 Dd5 776. Cc2 Fb6 777. b5 Cc5 778. Dc3 Dd5 779. 0-0 Cb6 780. e5 Dc6 781. Dd3 Dd5 782. Cc2 Fb6 783. b5 Cc5 784. Dc3 Dd5 785. 0-0 Cb6 786. e5 Dc6 787. Dd3 Dd5 788. Cc2 Fb6 789. b5 Cc5 790. Dc3 Dd5 791. 0-0 Cb6 792. e5 Dc6 793. Dd3 Dd5 794. Cc2 Fb6 795. b5 Cc5 796. Dc3 Dd5 797. 0-0 Cb6 798. e5 Dc6 799. Dd3 Dd5 800. Cc2 Fb6 801. b5 Cc5 802. Dc3 Dd5 803. 0-0 Cb6 804. e5 Dc6 805. Dd3 Dd5 806. Cc2 Fb6 807. b5 Cc5 808. Dc3 Dd5 809. 0-0 Cb6 810. e5 Dc6 811. Dd3 Dd5 812. Cc2 Fb6 813. b5 Cc5 814. Dc3 Dd5 815. 0-0 Cb6 816. e5 Dc6 817. Dd3 Dd5 818. Cc2 Fb6 819. b5 Cc5 820. Dc3 Dd5 821. 0-0 Cb6 822. e5 Dc6 823. Dd3 Dd5 824. Cc2 Fb6 825. b5 Cc5 826. Dc3 Dd5 827. 0-0 Cb6 828. e5 Dc6 829. Dd3 Dd5 830. Cc2 Fb6 831. b5 Cc5 832. Dc3 Dd5 833. 0-0 Cb6 834. e5 Dc6 835. Dd3 Dd5 836. Cc2 Fb6 837. b5 Cc5 838. Dc3 Dd5 839. 0-0 Cb6 840. e5 Dc6 841. Dd3 Dd5 842. Cc2 Fb6 843. b5 Cc5 844. Dc3 Dd5 845. 0-0 Cb6 846. e5 Dc6 847. Dd3 Dd5 848. Cc2 Fb6 849. b5 Cc5 850. Dc3 Dd5 851. 0-0 Cb6 852. e5 Dc6 853. Dd3 Dd5 854. Cc2 Fb6 855. b5 Cc5 856. Dc3 Dd5 857. 0-0 Cb6 858. e5 Dc6 859. Dd3 Dd5 860. Cc2 Fb6 861. b5 Cc5 862. Dc3 Dd5 863. 0-0 Cb6 864. e5 Dc6 865. Dd3 Dd5 866. Cc2 Fb6 867. b5 Cc5 868. Dc3 Dd5 869. 0-0 Cb6 870. e5 Dc6 871. Dd3 Dd5 872. Cc2 Fb6 873. b5 Cc5 874. Dc3 Dd5 875. 0-0 Cb6 876. e5 Dc6 877. Dd3 Dd5 878. Cc2 Fb6 879. b5 Cc5 880. Dc3 Dd5 881. 0-0 Cb6 882. e5 Dc6 883. Dd3 Dd5 884. Cc2 Fb6 885. b5 Cc5 886. Dc3 Dd5 887. 0-0 Cb6 888. e5 Dc6 889. Dd3 Dd5 890. Cc2 Fb6 891. b5 Cc5 892. Dc3 Dd5 893. 0-0 Cb6 894. e5 Dc6 895. Dd3 Dd5 896. Cc2 Fb6 897. b5 Cc5 898. Dc3 Dd5 899. 0-0 Cb6 900. e5 Dc6 901. Dd3 Dd5 902. Cc2 Fb6 903. b5 Cc5 904. Dc3 Dd5 905. 0-0 Cb6 906. e5 Dc6 907. Dd3 Dd5 908. Cc2 Fb6 909. b5 Cc5 910. Dc3 Dd5 911. 0-0 Cb6 912. e5 Dc6 913. Dd3 Dd5 914. Cc2 Fb6 915. b5 Cc5 916. Dc3 Dd5 917. 0-0 Cb6 918. e5 Dc6 919. Dd3 Dd5 920. Cc2 Fb6 921. b5 Cc5 922. Dc3 Dd5 923. 0-0 Cb6 924. e5 Dc6 925. Dd3 Dd5 926. Cc2 Fb6 927. b5 Cc5 928. Dc3 Dd5 929. 0-0 Cb6 930. e5 Dc6 931. Dd3 Dd5 932. Cc2 Fb6 933. b5 Cc5 934. Dc3 Dd5 935. 0-0 Cb6 936. e5 Dc6 937. Dd3 Dd5 938. Cc2 Fb6 939. b5 Cc5 940. Dc3 Dd5 941. 0-0 Cb6 942. e5 Dc6 943. Dd3 Dd5 944. Cc2 Fb6 945. b5 Cc5 946. Dc3 Dd5 947. 0-0 Cb6 948. e5 Dc6 949. Dd3 Dd5 950. Cc2 Fb6 951. b5 Cc5 952. Dc3 Dd5 953. 0-0 Cb6 954. e5 Dc6 955. Dd3 Dd5 956. Cc2 Fb6 957. b5 Cc5 958. Dc3 Dd5 959. 0-0 Cb6 960. e5 Dc6 961. Dd3 Dd5 962. Cc2 Fb6 963. b5 Cc5 964. Dc3 Dd5 965. 0-0 Cb6 966. e5 Dc6 967. Dd3 Dd5 968. Cc2 Fb6 969. b5 Cc5 970. Dc3 Dd5 971. 0-0 Cb6 972. e5 Dc6 973. Dd3 Dd5 974. Cc2 Fb6 975. b5 Cc5 976. Dc3 Dd5 977. 0-0 Cb6 978. e5 Dc6 979. Dd3 Dd5 980. Cc2 Fb6 981. b5 Cc5 982. Dc3 Dd5 983. 0-0 Cb6 984. e5 Dc6 985. Dd3 Dd5 986. Cc2 Fb6 987. b5 Cc5 988. Dc3 Dd5 989. 0-0 Cb6 990. e5 Dc6 991. Dd3 Dd5 992. Cc2 Fb6 993. b5 Cc5 994. Dc3 Dd5 995. 0-0 Cb6 996. e5 Dc6 997. Dd3 Dd5 998. Cc2 Fb6 999. b5 Cc5 1000. Dc3 Dd5 1001. 0-0 Cb6 1002. e5 Dc6 1003. Dd3 Dd5 1004. Cc2 Fb6 1005. b5 Cc5 1006. Dc3 Dd5 1007. 0-0 Cb6 1008. e5 Dc6 1009. Dd3 Dd5 1010. Cc2 Fb6 1011. b5 Cc5 1012. Dc3 Dd5 1013. 0-0 Cb6 1014. e5 Dc6 1015. Dd3 Dd5 1016. Cc2 Fb6 1017. b5 Cc5 1018. Dc3 Dd5 1019. 0-0 Cb6 1020. e5 Dc6 1021. Dd3 Dd5 1022. Cc2 Fb6 1023. b5 Cc5 1024. Dc3 Dd5 1025. 0-0 Cb6 1026. e5 Dc6 1027. Dd3 Dd5 1028. Cc2 Fb6 1029. b5 Cc5 1030. Dc3 Dd5 1031. 0-0 Cb6 1032. e5 Dc6 1033. Dd3 Dd5 1034. Cc2 Fb6 1035. b5 Cc5 1036. Dc3 Dd5 1037. 0-0 Cb6 1038. e5 Dc6 1039. Dd3 Dd5 1040. Cc2 Fb6 1041. b5 Cc5 1042. Dc3 Dd5 1043. 0-0 Cb6 1044. e5 Dc6 1045. Dd3 Dd5 1046. Cc2 Fb6 1047. b5 Cc5 1048. Dc3 Dd5 1049. 0-0 Cb6 1050. e5 Dc6 1051. Dd3 Dd5 1052. Cc2 Fb6 1053. b5 Cc5 1054. Dc3 Dd5 1055. 0-0 Cb6 1056. e5 Dc6 1057. Dd3 Dd5 1058. Cc2 Fb6 1059. b5 Cc5 1060. Dc3 Dd5 1061. 0-0 Cb6 1062. e5 Dc6 1063. Dd3 Dd5 1064. Cc2 Fb6 1065. b5 Cc5 1066. Dc3 Dd5 1067. 0-0 Cb6 1068. e5 Dc6 1069. Dd3 Dd5 1070. Cc2 Fb6 1071. b5 Cc5 1072. Dc3 Dd5 1073. 0-0 Cb6 1074. e5 Dc6 1075. Dd3 Dd5 1076. Cc2 Fb6 1077. b5 Cc5 1078. Dc3 Dd5 1079. 0-0 Cb6 1080. e5 Dc6 1081. Dd3 Dd5 1082. Cc2 Fb6 1083. b5 Cc5 1084. Dc3 Dd5 1085. 0-0 Cb6 1086. e5 Dc6 1087. Dd3 Dd5 1088. Cc2 Fb6 1089. b5 Cc5 1090. Dc3 Dd5 1091. 0-0 Cb6 1092. e5 Dc6 1093. Dd3 Dd5 1094. Cc2 Fb6 1095. b5 Cc5 1096. Dc3 Dd5 1097. 0-0 Cb6 1098. e5 Dc6 1099. Dd3 Dd5 1100. Cc2 Fb6 1101. b5 Cc5 1102. Dc3 Dd5 1103. 0-0 Cb6 1104. e5 Dc6 1105. Dd3 Dd5 1106. Cc2 Fb6 1107. b5 Cc5 1108. Dc3 Dd5 1109. 0-0 Cb6 1110. e5 Dc6 1111. Dd3 Dd5 1112. C

مكتبة الأهل

Le Monde SPORTS

BASKET : le championnat d'Europe des nations

Les Français montent en graine

En match qualificatif pour le championnat d'Europe des nations, la France a battu la Pologne, le jeudi 5 novembre, au stade Pierre-de-Coubertin à Paris par 94 à 83.

SKEETER Jackson fait-il partie de cette « immigration de qualité » sollicitée par Jean-Marie Le Pen et ses amis sous prétexte qu'elle est « facilement assimilable » ? Le basketteur noir d'origine américaine du Racing Club de France a la fibre coccidienne. Il l'a montrée en ne ménageant pas sa peine jeudi soir, sous les pameaux de Coubertin, pour sa première sélection en équipe nationale.

Natif de Monroe (Louisiane), ce gaillard de 2,04 mètres n'est français que depuis trois ans. Contrairement à d'autres, sa naturalisation ne doit rien à la cause — discutable — du basket de haut niveau où les passeports et les contrats de mariage ne sont parfois que de « vrais faux » vestiges. A l'époque, le basket qu'il pratiquait dans des clubs de la région parisienne (Saint-Denis, puis Asnières et Charenton) n'était pas le premier de ses soucis. Arrivé en France en 1979, il galérait à la recherche d'un emploi afin d'établir sur des bases solides son union avec Caroline, la petite fiancée parisienne pour laquelle il avait renoncé à une carrière en Argentine.

Ses premiers pas sur les parquets de la première division nationale ont coïncidé avec son mariage et sa naturalisation. Depuis, il a gagné le respect de ses adversaires comme de ses partisans et perdu les dernières bribes de son accent américain. A trente et un ans, c'est un « bleu » plein d'expérience et sa forte stature est un renfort de choix au rebond.

Confiance aux géants

Mais Skeeter Jackson, que Jean Galle, l'entraîneur français, a définitivement baptisé Jacques — par souci d'assimilation ? — n'est pas seul à se battre sous les pameaux. Nagnère handicapée dans ce comportement du jeu par l'absence chronique de grands gabarits, l'équipe de France connaît aujourd'hui une abondance de pivots. Depuis son arrivée aux commandes, c'était l'obsession de Jean Galle : donner du poids et de la taille à la formation tricolore.

Pour cela, il a décidé d'accorder sa confiance à deux géants ignorés par ses prédécesseurs, en raison d'une technique plutôt rustique : le Limougeaud Georges Vestris (2,14 mètres) et le Casnais Frank Butler (2,10 mètres). Pour des raisons techniques, ce dernier s'est vu préférer, contre la Pologne, le Martiniquais Félix Couratier (2,05 mètres pour 107 kilos). A vingt-cinq ans, ce puissant pivot éclate cette saison à Nantes après avoir longtemps végété dans l'ombre des divisions inférieures à Salon-de-Provence et à Vénissieux. Avec le talentueux Stéphane Ostrowski (2,04 mètres), Jean Galle a désormais l'embaras du choix. Au point que l'indisponibilité pour blessure de Philippe Sarrailh, qui aurait été cruelle en d'autres temps, n'a pas pu ni se résoudre ni se résoudre.

L'avenir du basket français est également haut perché. Le jeune Monégasque Frédéric Monetti, dix-neuf ans et 2,08 mètres, n'a certes pas participé à ce France-Pologne, mais il a effectué tout le stage de préparation avec les joueurs de la sélection pour s'imprégner de l'ambiance du groupe et s'aguerrir en vue de futures échéances. Dans le même esprit, Jean Galle avait invité au

stage Hughes Ocansey, vingt et un ans, 2,01 mètres, et surtout Frédéric Forte, qui, à dix-sept ans, évolue en junior à Caen.

En attirant ainsi les espoirs encore verts du basket français dans l'orbite de la sélection nationale, Jean Galle commence à préparer une relève progressive des anciens, qui, depuis des années, bourlinguent avec plus ou moins de bonheur sur les planchers internationaux. L'adresse d'Hervé Dubuisson, l'expérience d'Éric Beugnot et la science de Freddy Hufnagel se sont encore avérées bien nécessaires jeudi face à une coriace équipe polonaise.

Mené à la mi-temps (38 à 42), les Français n'ont renversé la marque qu'à la fin de la sortie pour cinq minutes, à la 26^e minute, de Jechorek et Kijewski, deux pièces essentielles du dispositif polonais. Jusque-là, les hommes de Galle avaient fait preuve de maladresse. Sans doute étaient-ils crispés par l'enjeu déjà capital de ce premier match éliminatoire. Pour figurer parmi les meilleures équipes qualifiées pour la phase

finale du championnat d'Europe, la France doit terminer à l'une des deux premières places de sa poule. Or la première semble réservée à l'URSS, champion d'Europe en titre.

Les 11 points grappillés en fin de rencontre par les Français seront un précieux capital lorsqu'il faudra se rendre en Pologne pour le match retour. Entre les deux équipes, la qualification pourrait bien se jouer à la différence de points. Éliminée par leur capitaine Dariusz Zelig, qui exerce ses talents de marqueur en Belgique, les Polonais avaient terminé à la septième place du dernier championnat d'Europe. Ils étaient donc qualifiés directement pour cette phase éliminatoire, tandis que la France, neuvième seulement à Athènes, avait dû gagner sa place, en septembre dernier, contre la Suisse, l'Islande et le Danemark. Au lieu d'en être moratifiés, les joueurs ont puisé dans des faciles victoires une confiance nouvelle. Le succès contre la Pologne ne peut que la renforcer.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

FOOTBALL : Marseille qualifié en Coupe d'Europe

Bête à pleurer

Pour la première fois de son histoire, l'Olympique de Marseille s'est qualifié, le jeudi 5 novembre à Split (Yougoslavie), pour les quarts de finale de la Coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupe. Après leur large victoire du match aller (4-0), la qualification des footballeurs phocéens ne faisait guère de doute, mais la rencontre retour aurait pu tourner au drame après le jet d'une bombe lacrymogène, qui a provoqué l'interruption de la partie après dix minutes de jeu.

Tandis que les joueurs des deux équipes regagnaient les vestiaires en courant, les spectateurs de la tribune nord, d'où était partie la bombe, quittaient précipitamment leurs places. Cette bombe, qui rappelait celle, tragique, du Heysel en mai 1985, devait entraîner l'hospitalisation de six personnes, victimes de fractures aux bras et aux jambes, et de onze autres pour « asphyxie au gaz lacrymogène ». Heureusement, le stade de Split, de conception ultra-moderne, était seulement à demi-rempli par vingt-cinq mille spectateurs.

Parti des pays occidentaux où deux criminologues belges dénoncent une « internationale du hooliganisme » (Le Monde du 5 novembre) dans un rapport qui doit être remis au ministre belge de l'Intérieur, ce phénomène, qui se développe sur les stades de football, a atteint depuis plusieurs mois les pays socialistes. L'incident le plus grave avait été le 21 septembre dernier à l'issue de la rencontre entre le Dynamo de Kiev et le Spartak de Moscou, mais des scènes d'émeute avaient déjà eu lieu à Split à l'occasion de la venue de l'étoile rouge de Belgrade. Selon la police yougoslave, qui a arrêté le lanceur de la bombe lacrymogène, il s'agit d'un « gamin ».

Après trente-cinq minutes d'interruption, le match a pu reprendre mais les deux buts yougoslaves, marqués par Asanovic (19^e minute sur penalty) et par Bursac (83^e minute), n'étaient plus que des péripéties.

TENNIS : le Tournoi de Bercy

Noah gagne et souffre

Yannick Noah s'est qualifié, le jeudi 5 novembre, pour les quarts de finale du Tournoi de tennis de Paris-Bercy, doté de 815 000 dollars, en battant Mansour Bahrami après un match indécis (7-6, 6-4). Les nombreuses fautes de l'iranien, tout en révélant le public parisien, n'ont pas déconcentré le Français, qui s'est même permis aux piteuses de son adversaire. Cette rencontre permit toutefois de constater que Yannick Noah ne s'était pas complètement remis d'une déchirure abdominale, contractée deux jours auparavant à l'entraînement, et qui risque de compromettre la suite de son parcours. Plus tôt dans la soirée, l'Américain d'origine sud-africain Kevin Curren, quarante-troisième joueur mondial, avait éliminé, avec son service de plomb, le Tchèque Miloslav Mečíř, tête de série n° 1 du Tournoi (7-6, 6-4). D'autre part, le Néerlandais Michiel Schapers et l'Américain Brad Gilbert ont respectivement battu le Soviétique Alexandre Volkov (6-3, 4-6 et 6-3) et le Tchèque Tomáš Šmíd (6-2, 6-2).

LES HEURES DU STADE

Basket-ball

Championnat de France, première division (9^e tour aller). — Samedi 7 novembre à 20 h 30, sauf Mulhouse-Villeurbanne le 8.

Championnat de France, première division (10^e tour aller). — Mercredi 11 novembre à 20 h 30, sauf RCF Paris-Limoges, à 17 h 30, et Nantes-Lorient le 10.

Football

Championnat de France, première division (10^e journée). — Samedi 7 novembre à 20 h 30, sauf PSG-Marseille, dimanche à 16 heures.

Championnat de France, première division (19^e journée). — Mercredi 11 novembre à 20 h 30.

Golf

Coupe Européenne Continentale. Jusqu'à dimanche 8 novembre à Biarritz (FS 3, 8, à partir de 14 h 30, direct).

Rugby

Championnat de France (quatrième journée retour). — Dimanche 8.

France-Roumanie. — Mercredi 11 novembre à Agen (A 2, à 14 h 30, direct).

Tennis

Tournoi de Bercy. — Samedi 7 novembre demi-finales (A 2, à partir de 14 h 55, direct, et 0 h 40, différé); dimanche 8 octobre, finale (A 2, à 14 h 30, direct).

VOILE : les leçons de La Baule-Dakar

L'Océan de tous les risques

Treize voiliers au départ, cinq à l'arrivée : la troisième édition de la course La Baule-Dakar, qui a été marquée par la disparition tragique de Daniel Gilard, a été l'occasion d'une casse exceptionnelle dans la flotte des multicoques de compétition. Celle-ci a-t-elle été proportionnelle à l'augmentation des performances alors que la taille des bateaux a été limitée à 22,80 mètres ? Au regard de la sécurité, les courses océaniques ont franchi un nouveau palier.

DAKAR de notre envoyé spécial

« C'EST fou, c'est une expérience incroyable pour moi ». Les yeux rouges par le manque de sommeil, l'Américain Cam Lewis, ancien champion du monde de Finn (1979 et 1980) et de 505 (1981 et 1982), semblait encore tout abasourdi à son arrivée à Dakar par la folle poursuite

menée à bord d'Ericsson derrière Lada Poch. Casque intégral pour se protéger des paquets de mer, les écouteurs à la main pour régler les voiles, il avait mené le grand catamaran, filant sur une coque sous pilote automatique, à une moyenne de 22 nœuds dans la nuit précédant l'arrivée.

Très rigide avec sa coque entièrement en carbone, Ericsson est, il est vrai, le plus puissant des multicoques actuels. Avec son spélé de 590 mètres carrés, il peut porter jusqu'à 800 mètres carrés de voilure aux allures de grand large. Son rapport voilure-déplacement de 64 mètres carrés par tonne est supérieur à celui de la plupart des petits bolides de formule 40. Grâce à sa relative étroitesse (11,40 m), il peut d'ailleurs naviguer sur une seule coque à partir de 8 nœuds de vent réel.

« Les bateaux ont beaucoup évolué techniquement, mais ce

qui a encore plus changé, c'est la façon de les mener, estime Bruno Peyron, le skipper d'Ericsson. Tout le monde pousse beaucoup plus son matériel. Il était impensable il y a deux ou trois ans de passer une nuit en solo ou en double à 22 nœuds de moyenne, comme il l'était inconcevable alors d'affailler en solitaire un spélé de 600 mètres carrés. Or les navigateurs ne sont pas devenus des surhommes, mais ils prennent de plus en plus de risques. »

Cette évolution explique la casse matérielle enregistrée désormais dans toutes les courses de multicoques. Sur les treize bateaux au départ de La Baule-Dakar, cinq seulement parmi les plus anciens, donc les mieux préparés, ont rallié l'arrivée. A cinquante-six ans, Eric Tabarly lui-même a connu son premier bavarage alors que Côte d'Or filait à 20 nœuds sur une mer « confiante » après les coups de vent des jours précédents.

Les risques pris ne sont, hélas ! peut-être pas étrangers aux disparitions de Lolo Caradec dans la dernière Route du rhum ou de Daniel Gilard dans La Baule-Dakar. « Nous avions rencontré des conditions beaucoup plus difficiles dans la Route du rhum, mais on manœuvrait les bateaux en étant conscients qu'on était seul à bord, remarque Bruno Peyron. J'ai constaté dans La Baule-Dakar que la navigation en double était devenue plus dangereuse qu'en solo, car on essaie de mener le bateau pratiquement à 100 % de ses possibilités. Au bout d'une semaine, nous étions crevés car nous avions fait à deux le travail effectué habituellement à dix. »

Une balise spéciale

Comme nouveau président de l'ACIMO (Association de coureurs internationaux de multicoques océaniques), Bruno Peyron a été très marqué par la disparition de Daniel Gilard. « Si un bateau a une avarie au fin fond des océans, on est capable de le localiser aussitôt grâce aux signaux reçus par les satellites SAR/SAT, explique-t-il. En revanche, si un homme tombe à la mer, on peut passer quinze jours à proximité sans le repérer. Il serait peut-être temps de se préoccuper aussi de sauver les hommes. »

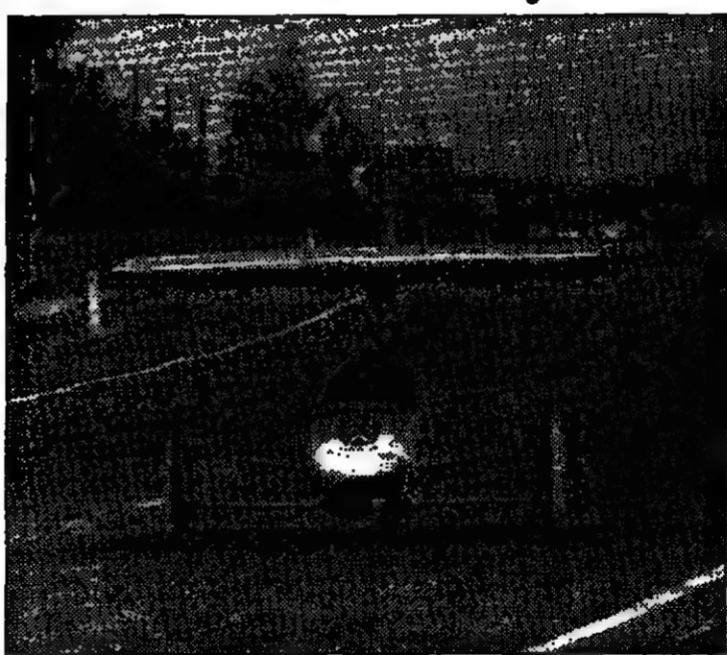
Au sein de l'ACIMO, Bruno Peyron va créer une commission sécurité : « Il nous faut profiter de l'expérience de nos membres, qui totalisent plus d'un million de milles nautiques, pour faire des propositions. » Il préconise, pour sa part, un système composé d'une balise à bord du bateau, reliée à des émetteurs que chaque navigateur garderait dans une poche. Si le navigateur dépassait la distance maximale entre la balise et le point le plus éloigné du bateau, le déclencheur aussitôt un programme « homme à la mer » sur le Satnav avec relevé du cap, de la dérive, de la distance et un largage instantané d'instruments de repérage (ancres flottantes et batterie de fumigènes) et de survie (canot).

L'autre proposition de l'ACIMO vise à ramener la taille maximale des multicoques de 22,80 m (75 pieds) à 20 m (65 pieds). Cette réduction de la puissance des bateaux pour la sécurité s'accompagnerait d'autres avantages : classe unique facilitant la compréhension du public, gain de 15 % à 20 % sur les coûts de construction ; possibilité de modifier les bateaux actuels de 75 pieds (22,80 m) et de 60 pieds (18,30 m) pour les porter à cette nouvelle taille intermédiaire. Après concertation avec l'association des commanditaires (AIACC) et celle des organisateurs (FICO), ces modifications pourraient être annoncées en décembre à l'occasion du Salon de la navigation et entrer en application à partir de 1990.

GÉRARD ALBOUY.

Course automobile en Australie

Les voitures solaires en mettent un rayon



Une « voiture » solaire sur la piste de Darwin.

DEPUIS le 1^{er} novembre, une vingtaine de voitures ne sont lancées à l'assaut des routes australiennes pour une course de 3 200 kilomètres. Les concurrents, partis de Darwin, au nord du pays, devront rallier Adélaïde, située au sud. Pas question toutefois d'affronter la Peugeot de Vatanen ou la McLaren de Prost. Les prototypes en course, bien que soutenus par certains d'entre eux par des firmes aussi prestigieuses que Ford ou General Motors, n'y survivraient pas. Comment, en effet, rivaliser avec ces champions lorsque l'on ne dispose, pour tout moteur, que d'une mécanique suralimentée fonctionnant à l'énergie solaire et dérivant la puissance phénoménale... de 1 ch ou 2 ch ?

Malgré ce handicap, certains des concurrents en course ont dépassé aux essais les 60 km/h et l'un d'entre eux, le Sunmyer de General Motors, a même atteint la vitesse de 103 kilomètres à l'heure. De telles performances laissent pantois d'admiration.

Comment ont-ils pu en arriver là ? La recette est simple : être léger, aérodynamique et le plus puissant possible. Le recours aux matériaux composites comme le kevlar ou le mylar permet sans difficultés de satisfaire au premier critère, tandis que le deuxième n'est qu'affaire d'essais nombreux en soufflerie pour affiner les silhouettes. D'où ces formes de poisson à la queue un peu plate montées sur des roues de bicyclette ou ces tricycles grêles rehaussées d'une énorme carcasse couverte de cellules solaires.

C'est d'elles dont dépend le troisième paramètre : la puis-

sance. Car, même dans les meilleures conditions, c'est-à-dire à midi avec un ciel sans nuages, le soleil ne dispense qu'une énergie d'environ 1 100 watts par mètre carré, qui, après avoir été convertie en électricité par des cellules photovoltaïques classiques, ne sera plus que de 150 à 200 watts ; soit à peine 1/5^e de ch. Comme la surface réservée aux photovoltaïques ne peut être augmentée à l'infini faute de trop alourdir le véhicule, les machines les plus puissantes présentes dans ce Pentax World Challenge développeront une énergie de cinq à dix fois supérieure à celle (1/3 de ch) qui avait pourtant permis en 1979 de faire traverser la Manche à la seule force du moulin à vent du Gossamer Condor.

Mais ce qu'un avion à pédales a pu faire, un autre, couvert de photovoltaïques, le Solar Challenger, a pu le faire aussi avec un moteur électrique de seulement 2,7 ch lui permettant de monter à 3 000 mètres d'altitude et de friser les 65 km/h. Le plus dur ayant été fait, le passage aux véhicules terrestres n'était donc qu'une formalité. A ceci près que les plus performants d'entre eux sont le fruit de grands constructeurs automobiles qui n'ont pas hésité à investir dans des matériaux chers et dans des photovoltaïques sophistiqués (cellules à arsénure de gallium) présentant de meilleurs rendements.

De là à supposer que demain nous roulerons tous dans des berlines ou des cabriolets solaires, il n'y a qu'un pas qu'il faut bien se garder de franchir, eu égard à la fragilité de ces voitures du troisième type aux accélérations d'escargot.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

Culture

DANSE

Jorge Donn
crée
le Vichy Ballet

Vichy, ville d'eau et qui entend le rester, vient de se doter d'une compagnie de ballet, dont la direction est confiée à Jorge Donn.

« Vichy est une ville chargée d'histoire », dit Jorge Donn, pince-sourire. A peine avez-vous pris un air entendu qu'il ajoute : « C'est là que Diaghilev fit sa dernière saison avec les Ballets russes, trois mois avant sa mort. Et c'est là que Maurice Béjart fit ses débuts de danseur, en ver de terre sortant d'une pomme géante... »

Dans le droit fil de l'histoire donc, Vichy va se doter d'une compagnie de ballet, dont la direction artistique est confiée à Jorge Donn. Pour celui qui fut pendant un quart de siècle l'emblème vivant du Ballet du XX^e siècle, est-ce une reconversion ? « Non, plutôt une évolution, dit-il. Pas question d'abandonner la danse ni Béjart : à quarante ans, j'ai même l'impression que je commence véritablement à danser, peut-être parce que l'intellect s'ajoute à l'instinct. Aujourd'hui, je n'ai plus besoin de rien : c'est à ce moment-là qu'on éprouve l'envie de danser. Et je suis prêt à donner ce que j'ai reçu pendant tant d'années. J'ai beaucoup écouté moi-même, maintenant j'ai envie d'écouter les autres... »

L'été dernier, il a fait ses débuts de chorégraphe dans *Alza*, de Verdi, en Égypte, au pied des Pyramides. A suivre ? « Je ne crée pas une compagnie pour y monter mes propres chorégraphies, dit-il. Ça viendra peut-être, mais plus tard. J'ai surtout envie d'apprendre à penser aux danseurs : ils sont souvent passés de ce côté-là. Ils savent faire des choses extrêmement difficiles, mais sont perdus pour les choses simples : marcher, tendre la main... On oublie trop souvent que le danseur est un être humain, il faut du temps pour s'en occuper, le voir offrir le luxe de prendre le temps-là. »

Pays Béjart, on s'en doute, donne sa bénédiction à ces nobles projets, et donnera également certains de ses ballets. Car Jorge Donn, s'il compte faire appel à plusieurs jeunes chorégraphes, veut aussi reprendre, dans l'énorme production béjartienne, certaines œuvres abandonnées par la force des choses et qui méritent une seconde vie. Comme *Cygne*, les *Vainqueurs*, *L'Oiseau de feu* version « de chambre » ou *Serai-ce la mort*.

Qui paiera ? Un peu le ministère de la culture, un peu le conseil régional, mais surtout un puissant sponsor : le groupe Ferrer, possesseur de la Compagnie ferrer qui gère à 80 % Vichy et qui cherchait un projet artistique à associer à la restructuration de la ville. Celle-ci, en effet, ambitionne d'être dans deux ans un centre mondial de la beauté, instituts ultra-modernes et hôtels entrent en chantier. « Mais nous nous engageons à équilibrer au maximum ces subventions par nos recettes, dit Clément Garbis, ex-producteur de magazines du spectacle à la télévision, qui prend la direction générale de la troupe. Nous serons en tournée au moins six mois par an, il y a déjà de la demande. »

La troupe comprendra vingt-cinq danseurs et danseuses. Auditions à Paris, le 16 janvier, au Théâtre des Champs-Élysées ; répétitions à partir de juillet, et débuts en janvier 1989. La promotion commencera d'ici à deux mois, toutes les bouteilles d'eau minérale de Vichy porteront l'effigie de Jorge Donn et le sigle du Vichy Ballet.

SYLVIE DE NUSSAC.

ARTS

A Chambourcy

La chute de la maison Derain

La maison et l'atelier où vécut André Derain près de trente ans seront-ils vendus ? On cherche d'urgence un mécène.

Derain serait-il l'éternel malchanceux de l'art français ? Après avoir été banni de l'histoire du cubisme par des historiens monomane du picassisme, après avoir été proscrit des musées, parce qu'il est l'auteur, dans l'entre-deux-guerres, de refuser les modernismes surréalistes et abstraits, voici que l'on s'apprête à vendre sa maison de Chambourcy et à laisser passer la dernière occasion de constituer un musée digne de lui.

Cette maison de Chambourcy, vaste et noble bâtisse rectangulaire du dix-huitième siècle compliquée de quelques additions 1900, le pein-

Sa veuve, Alice Derain, puis sa nièce, actuelle propriétaire de la maison, s'efforcèrent de ne rien modifier. C'est ainsi que l'on peut voir encore l'atelier du peintre tel qu'il l'abandonna à sa mort, en 1954. Il reste des assemblages insolites, des croquis à la craie sur les murs, le faïence, le chevalet et, détail plus intéressant peut-être, quelques-uns des moulages dont le peintre s'inspirait. Le virginal est en place, l'orgue portatif aussi, ainsi qu'une partie des meubles anciens et des tableaux, pseudo-Courbet, demi-Corot et vrais primitifs, que Derain avait achetés.

Or il se trouve que cela, qui est exceptionnel, doit disparaître l'an prochain, pour peu que l'on continue à ne rien faire. Faute de pouvoir entretenir plus longtemps la maison et son parc, qui est encore très grand malgré des mutilations successives, la nièce du peintre s'est décidée à

d'un particulier — lequel s'engage à respecter l'atelier et à le laisser visiter aux admirateurs du maître, de temps en temps. Mais, pour vendre, il a fallu se résoudre à accepter l'idée d'un découpage du parc en deux, ce qui revient à détruire l'unité et l'essence du charme de l'endroit. Telle est la situation présente : navrante.

Plus c'est abstrait,
plus c'est bête

Doit-on croire que les bonnes volontés ont été effrayées par la dépense ? Il faudrait sans doute 2 millions pour l'achat, et 3 millions pour la restauration — ce qui n'est guère élevé pour peu que l'on compare ces sommes aux montants de certaines opérations récentes de mécénat. Mais il faudrait surtout un réel intérêt et que cesse l'extracisme dont Derain a été la victime depuis plus de trente ans. On l'a dit en com-



Maison d'André Derain.

me en avait fait l'achat en 1935, peu de temps après avoir vendu sa résidence seigneuriale de Chailly-en-Bière. Il s'y installa l'année suivante, et ne la quitta guère qu'en 1940 — où elle fut pillée — pour y revenir bien vite. Il y avait établi un atelier de peinture, y fit de la sculpture — avec des souches du parc comme avec des tuyaux de plomberie ou des débris de tôle — et des expériences de terre cuite.

Collectionneur infatigable, il avait rangé à l'oh il en avait la place quelques-unes de ses raretés, orgue portatif, virginal, statues gothiques et africaines, accessoires d'atelier et, naturellement, bibliothèque.

On pourrait imaginer que l'occasion était trop belle pour qu'on la négligeât. On pourrait supposer que la conservation d'un tel lieu aurait paru d'autant plus nécessaire que les ateliers de Matisse ou de Picasso ont disparu depuis longtemps et qu'il ne restait aucun exemple de ces maisons-ateliers qu'affectionnaient tant les maîtres du premier demi-siècle. On pourrait croire que la création d'une société des Amis de Derain présidée par Jean Leymarie et que la rédaction d'un projet détaillé de réhabilitation du bâtiment et de création d'une fondation auraient suscité des vocations de sauveur. Erreur, complète erreur.

Jusqu'à présent, seule a été obtenue l'inscription sur l'Inventaire supplémentaire des monuments historiques ; on ne peut plus raser la maison ou le parc, rien de plus. La mairie de Chambourcy, après avoir tergiversé deux ans, a refusé de se porter acheteur, peu soucieuse apparemment de devoir financer la restauration des bâtiments, puis leur entretien. Malgré des déclarations de principe enthousiastes, le département n'a pas fait mieux. Quant au ministère de la culture, il semblait qu'il ait fait moins encore.

Résultat : les héritiers du peintre ont accepté la proposition d'achat

mençant : il n'est pas de bon ton d'aimer cet Irigoin, ce sopha, cet homme de musée, qui ont le malheur d'être dans ses carnets, à propos de ses contemporains : « Plus c'est abstrait, plus c'est bête ». On n'expose guère Derain en France, et on l'étudie encore moins. Dans d'autres pays, on agit à l'inverse, si bien que l'essentiel de son œuvre fluide et cubiste a trouvé refuge aux États-Unis et en Grande-Bretagne.

Il en va de même de ses œuvres plus tardives, que l'on voit au musée de Troyes, grâce à la donation Lévy, mais nulle part ailleurs. Une des œuvres majeures des années 30, *Le Peintre et sa famille*, a été vendue cet été. A qui ? A la Tate Gallery de Londres, qui complète ainsi une collection déjà infiniment plus riche que celle du Musée national d'art moderne.

Peut-être un mécène, qui ne serait pas nécessairement français d'ailleurs, interviendra-t-il à temps pour empêcher la chute de la maison Derain. Il reste peu de temps avant qu'il ne soit définitivement trop tard. Ensuite, il ne restera plus qu'à regretter l'occasion manquée, et le patrimoine gâché.

PHILIPPE DAGEN.

* Les Amis d'André Derain, Maison Derain, 64, Grande-Rue, 78240 Chambourcy.

CINÉMA

« Les vrais durs ne dansent pas »
de Norman Mailer

Le cru et la cuite

Le romancier et journaliste Norman Mailer, boxeur et comédien à l'occasion, donne ici son premier long métrage. Un policier scabreux et plein d'humour noir.

Tim Madden (Ryan O'Neal, l'exhumé, ex-Peyton-Place, ex-Berry Lyndon) ne ressemble pas souvent dans le film que Norman Mailer a tiré de son propre roman. C'est sans doute pour cela qu'il a perpétuellement les cheveux raides, pétrifiés par le gel fixatif, comme un bouquet de tulipes jaunes sur le crâne, irrigué par une vieille migraine que même la cocaïne renfermée à la louche ne parvient pas à dissiper. Il faut dire à sa décharge que le pauvre petit bonhomme est confronté à quelques pépins encombrants dans un paysage de coups fourrés digne de la course à l'Élysée.

Il est écrivain (pas trop à l'œuvre), alcoolique et coca, à Provincetown, au bout du Cap Cod, ce long dard de sable planté dans l'Atlantique où débarquèrent les premiers immigrants des États-Unis. Sa femme Patty Lawrence (Debra Sandlund) l'a quitté depuis trois semaines, il y a du sang dans sa voiture, de l'orange dans l'air marin et son papa costard et canotier dans la cuisine, chauve comme un genou après une chimio d'enfer, qui se demande si son fiston n'est pas de la jaquette. Non papa, en trois ans de tôle, je ne me suis jamais allongé. Bien, mais où sont tes ennemis ? Partout.

Dans sa cachette de bushich, sous une pierre, dans les bois, il trouve dans deux sacs poubelles deux têtes de femmes coupées, celle de Patty et celle d'une Jessica de hasard, une star du triple X reconstruite dans l'immobilier, qu'il a fort-tement honorée devant son mari, il y

a pesé, avant qu'on ne retrouve celui-ci « révolvérisé » dans le coffre de sa voiture.

Le chef de la police locale, Regency (Wings Hance) est un beau gosse brutal qui rêve de tuer les pédés et vit avec l'ancienne femme de Tim, Madeleine (Isabella Rossellini, mal fagotée, mal habillée, mal déshabillée, moche), laquelle meurt de trouille avec son fils maniaque mais l'appelle quand même « Monsieur six corps » chaque matin qui se lève.

Regency est un bizarre qui a magouillé avec Jessica et Patty une entorse de grande envergure pour faire chanter sur la base d'un trafic de drogue, un milliardaire mou et snob, Wardley (John Bedford Lloyd), sympathique et désespéré, obsédé par les seins en obus de la volcanique Patty autant que par son éventuelle double nature sexuelle. C'est d'ailleurs un ancien copain de collège de Tim. Vous n'y comprenez rien ? Tim non plus, nous non plus, et ce n'est pas un des moindres charmes du film.

Les femmes sont délicates (Patty, hurlant, dépitée dans la forêt : « Défonce-moi ! » ; Madeleine, liquidant son époux : « Ne traite jamais une Italienne de petite patate... »), les hommes sadiques ou ravagés, tarabotés comme la plupart des personnages de Mailer, pharons ou gangsters, par cette question de fond : en suis-je ou pas ? (Tu pourrais en être, Norman, ce n'est pas si grave). Et les dialogues sont musclés et noueux comme l'intrigue, assez révélateurs.

Doit-on voir dans *Les Vrais Durs* un miroir tendu au visage grotesque de l'Amérique ? C'est un peu gênant. Mais le grand génial de Mailer est éternel et drôle, et il faut tout son talent pour torturer les cadres du film noir avec autant de verve tonique.

MICHEL BRAUDEAU.

« La Photo », de Nico Papatakis

Histoire d'un mensonge

Nico Papatakis n'en finit pas de régler ses comptes avec la Grèce et l'exil, dans des jeux cruels, pervers.

Il y a vingt-quatre ans, *les Abysses*, film inspiré de l'affaire des sœurs Papin, fait divers dont Jean Genet avait déjà tiré *les Bonnes*, représentait la France au Festival de Cannes, faisait l'effet d'une bombe et révélait à Nico Papatakis, brillante figure du Saint-Germain-des-Près de l'après-guerre, un cinéaste frénétique. Vint ensuite, sans provoquer autant d'intérêt, *les Pères du désordre* (1967), *Gloria mundi* (1975). Et, aujourd'hui, *la Photo*.

On a toujours vu, chez Papatakis, des intentions politiques. *Les Abysses* avait été une prise de position contre la guerre d'Algérie, *les Pères du désordre* était un règlement de comptes avec la Grèce des colonels à travers la décolonisation de mœurs archaïques, *Gloria*

mundi parlait, un peu avec provocation, de l'horreur de la torture. Des engins explosifs placés dans les salles interrogeaient la carrière de ce film. L'opinion ne se mobilise pas pour autant.

Aujourd'hui, *la Photo*, donc. Curieux comme cette œuvre — inattendue — éclaire rétrospectivement les précédentes. En 1971, un jeune homme, Ilyas, auquel on reproche son sexe son père communiste, veut fuir le village des colonies, quitter son village grec, aller travailler à Paris, où Gerasimos, un vague cousin, est installé comme fleuriste depuis longtemps. Il y parvient après quelques manœuvres. Mais Gerasimos, qui vit dans un pavillon de banlieue près de son atelier, le reçoit fort mal. Ilyas aura pris sur lui grâce à la photo d'une chamante grecque de variétés qu'il avait ramassée dans la rue. Voyant Gerasimos fasciné par ce visage féminin, il lui fait croire qu'il s'agit de sa sœur, laisse espérer l'amour, les fiançailles, le mariage. Il sert par lettres — et avec le concours de sa mère, qui n'y comprend rien — d'intimité entre sa « sœur » et son cousin. Il recule tant qu'il peut l'échéance de la vérité. Gerasimos se tue au travail pour satisfaire les caprices de la fille lointaine qui réclame une maison neuve, des meubles, du luxe. Le jeu devient d'une totale perversité.

Nico Papatakis a-t-il encore des comptes à régler avec la Grèce ? Le régime des colonels n'est pas menagé, mais l'exil est un exil qui n'a trouvé aucune chaleur humaine, le fournisseur « français » est un homme rude, égoïste, appelle forcément l'impureté. On pourrait dire que personne n'est sympathique. Ce n'est pas le problème. Papatakis a repris les thèmes humiliation-vengeance, rapports sado-masochistes et sentiments troubles qui, sauf pour *Gloria mundi*, traversent tout son cinéma. Il y a, bien sûr, une fois de plus, le choc des classes sociales différents, mais le combat, ici, se réduit à deux personnes, deux hommes, et la violence de leurs relations est intérieure, morale. Le désordre de la haine et de l'amour, de la frustration et du désir (matériels, sexuels), se déchaine à travers une image. Si la mise en scène, faite de moyens financiers modestes, n'est pas toujours à la hauteur d'un scénario formidable, le burlesque grinçant, l'atmosphère de schizophrénie et de tragédie latente, l'interprétation très étrange d'Aris Retsois et Christos Thangas, ont bien de quoi captiver.

JACQUES SCLIER.

MUSIQUES

Sur la Péniche-Opéra : « Moderato cantabile »

La force d'un fait divers

D'après le roman de Marguerite Duras, une adaptation musicale intéressante qui tente d'éviter les pièges de la modernité.

Malgré le titre prometteur, *Moderato cantabile*, la musique tient peu de place dans le roman de Marguerite Duras. Dans un café, au pied de l'immeuble où un petit garçon prend de tristes leçons de piano — son absence de disposition fait le désespoir de sa mère, — un homme tue une femme d'une balle en plein cœur. Anne Desbarades reviendra chaque jour au café avec son enfant pour tenter de savoir ce qui s'est passé et pourquoi... Ce drame extérieur, passionnel et protéiforme va bientôt se jouer dans la tête de cette grande bourgeoise provinciale : telle est la force du fait divers qu'il entoure en chacun les portes les mieux closes.

De ce roman déjà popularisé par le cinéma, Mireille Lacroix a fait une adaptation qu'elle met en scène dans le ventre de la Péniche-Opéra. Marc Boissac a planté le décor :

tout de blanc laqué jusqu'au piano, beaucoup d'écrans vidéo où l'on voit la mer, et parfois les personnages, et il a fallu se résoudre à accepter l'idée d'un découpage du parc en deux, ce qui revient à détruire l'unité et l'essence du charme de l'endroit. Telle est la situation présente : navrante.

Le maître (Béatrice Cramoix, soprano) lit des passages du roman et chante tout à tour dans un style vocal proche de celui des réclames d'Aperghis. Le petit garçon (Florent Boutin), blond comme un ange, col marin et culottes courtes, joue du piano, mal quand il le faut, mais en général plutôt bien (la Sonatine de Diabelli), chante d'une voix qui sent la muse et joue la comédie avec beaucoup de présence. Malgré une excellente diction, Béatrice Cramoix n'est pas toujours aussi convaincante dans un rôle assez lourd, puisqu'elle doit tenir la scène pendant une heure et demie et extérioriser ce qui, dans le roman, tire sa force de la simple allusion.

C'est d'ailleurs le principal échec contre lequel buzz cette adaptation que charge, en la dramatisant, une

histoire écrite entre les lignes. La musique de Xavier Le Masne, présente tout au long du spectacle et confiée à d'excellents interprètes, n'évite pas non plus les pièges que la modernité tend au théâtre musical : mais il y a d'heureuses trouvailles dans l'écriture des chœurs et de l'accordéon, notamment.

GÉRARD CONDÉ.

* Prochaines représentations les 6, 7, 12, 13, 14, 19, 20 et 21 novembre, à 21 heures, à la Péniche-Opéra, amarrée face au 250, quai de Jemmapes (métro Jaurès) ; tél. : 42-45-18-20.

DEMANDEZ NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

CONCOURS
LE MONDE DU VIN
COMMANDEZ
VOS NUMÉROS MANQUANTS

Cochez les numéros des vignettes qui vous manquent. Nous vous ferons parvenir les numéros correspondants en franco de port.

N° 1 4,50 F del 17 oct.	N° 2 6,00 F del 19 oct.	N° 3 4,50 F del 20 oct.	N° 4 4,50 F del 21 oct.	N° 5 4,50 F del 22 oct.	N° 6 4,50 F del 23 oct.
N° 7 4,50 F del 24 oct.	N° 8 6,00 F del 25 oct.	N° 9 4,50 F del 27 oct.	N° 10 4,50 F del 28 oct.	N° 11 4,50 F del 29 oct.	N° 12 4,50 F del 30 oct.
N° 13 4,50 F del 31 oct.	N° 14 6,00 F del 1 nov.	N° 15 4,50 F del 2 nov.	N° 16 4,50 F del 3 nov.	N° 17 4,50 F del 4 nov.	N° 18 4,50 F del 5 nov.

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ LOCALITÉ : _____

Envoyez ce bon de commande avec votre règlement du total des exemplaires commandés à : Le Monde, service des ventes au numéro, 7, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Vendredi 6 novembre

مکتبہ امین الاسلامیہ

Le Carnet du Monde

La mort de Jean-Daniel Jurgensen

Résistant, journaliste, ambassadeur

Jean-Daniel Jurgensen, décédé le 4 novembre des suites d'une opération, fut un diplomate peu banal. Si la « carrière » de la diplomatie traditionnelle, « l'art de faire quelque chose avec rien », le conduisit aux plus hautes responsabilités (aux Nations unies, à la direction d'Amérique, puis à la sous-direction des affaires politiques, à l'ambassade de New-Delhi et à celle de La Haye et à la dignité d'ambassadeur de France), il fut avant tout et toute sa vie un homme engagé, pratiquant avec une chaleur communicative l'art de convaincre, aussi déterminé dans ses jugements qu'infatigable dans ses démonstrations.

Une de ses convictions, la plus singulière dans sa profession, était que toute bonne cause mérite d'être connue, exploitée et publiée. S'il pratiquait parfois la discrétion par nécessité tactique, il pensait que la seule forme efficace de « secret diplomatique » était la présentation opportune des faits. Plusieurs générations de journalistes, dont il faisait aisément ses complices, lui en restèrent à jamais reconnaissantes.

Né en 1917, engagé dans un combat qu'il ne rompit jamais contre tous les totalitarismes, il se livra dès sa désillusion, à l'automne 1940, à ce qu'il appelait des « enfantillages » comme

la distribution de tracts, que tapait d'un doigt sa jeune femme Marie-Rose, et qui leur valut quelques jours de prison. Il adhéra, en juin 1941, alors qu'il était à l'école normale supérieure, au réseau des renseignements franco-britannique Fitz-Roy, bientôt décapité par la Gestapo.

Il se joignit alors à Défense de la France, mouvement de résistance fondé par Philippe Viannay et leur ami commun, Robert Salomon, normalement comme lui, J.-D. Jurgensen, qui signait Jean Lorrain, fut de ceux qui, entre les multiples tendances politiques de la Résistance, accentuaient l'orientation gaulliste du mouvement.

Agrégé de lettres classiques, reçu en 1943 au concours des affaires étrangères, il choisit la clandestinité plutôt que l'admission de Vichy. Recherché par la Gestapo après un séjour en province, il se retrouva à Paris au moment où l'insurrection permit au journal *Défense de la France*, qui devint bientôt *France-Sol*, de paraître au grand jour. Délégué à l'Assemblée consultative puis à la première Constituante, il écrivit des éditoriaux jusqu'à ce qu'il rejoigne le poste qui l'attendait au Quai d'Orsay en 1948.

Mais là encore, il ne dissimula jamais ses opinions. Nul n'igno-

rait, par exemple, dans les années 50 son hostilité à l'armée européenne, non plus que plus tard son attachement à la cause québécoise. Après « Vive le Québec libre », alors que la plupart de ses collègues observaient un mutisme réprobateur, J.-D. Jurgensen, dans l'avion du retour alla féliciter de Gaulle. « Mon général, lui dit-il, vous avez payé les dettes de Louis XV. »

Se retraire ne le démobilisa pas. A la tête du comité préparatoire pour la Fondation européenne, il multiplia les démarches — jusqu'à ce que la maladie l'immobilise — pour que s'installe enfin à Paris, conformément au traité signé, cette fondation à laquelle le gouvernement néerlandais oppose depuis une dizaine d'années un veto inexplicable. Mais c'est dans le petit livre publié en 1984 et consacré à Georges Orwell (1) que J.-D. Jurgensen exprima sa pensée avec la plus d'éloquence. Son chapitre sur la « novlangue » démontre d'une façon lumineuse comment « la langue de bois », en interdisant toute expression libre, fait le lit des dictatures.

MAURICE DELARUE.

(1) *Orwell ou la route de 1984*, Ed. Robert Laffont (Le Monde du 12 août 1983).

Mariages

Nous sommes priés d'annoncer le mariage de

M. Michel ARDANT,
avec
M^{me} Chantal VERNISSE.

La cérémonie a eu lieu dans l'intimité familiale le 30 octobre 1987.

32, rue Ferdinand-Duisson,
87000 Limoges.
6, boulevard de Grenelle,
75015 Paris.

Décès

M^{me} Ghislaine Renaud-Abeaux,
née Brigitte Hervé,
M^{me} Jean Alléaume,
M^{me} et M^{me} Jean-Jacques Le Crocq,
Laurence, Gellie,
Le docteur Béatrice Alléaume et
Marie,
Jean-Marie, Martine, Patrick Hervé
et leurs familles,
Le docteur Alain Silgneyer,
ont le grand plaisir d'annoncer le décès de

M. François ALLEAUME,
ingénieur civil des mines,
MBA de Columbia University,

survécu le 29 octobre 1987, à l'âge de quarante-trois ans.

Une messe sera célébrée à sa mémoire, le samedi 7 novembre, à 14 h 45, en l'église Saint-Eustache, Paris-1^{er}.

11, rue de la Tour,
75116 Paris.
68, rue du Bas,
75007 Paris.
4, rue Ménézière,
78000 Versailles.

La direction
Et le personnel de la SNECMA,
La direction
Et le personnel d'HISPANO-SUZA,
Ses amis et collègues,
ont le grand plaisir d'annoncer le décès de

François ALLEAUME,
ingénieur civil des mines,
MBA de Columbia University,

survécu le 29 octobre 1987, dans sa quarante-quatrième année.

Une messe à sa mémoire sera célébrée

ÉCHECS

CHAMPIONNAT DU MONDE SÉVILLE 1987

Neuvième partie : nulle

Prolongation inutile

Que Karpov ait voulu voir si Kasparov avait mis le bon coup sous enveloppe (43... Df3), rien de plus naturel. Avant la reprise de la neuvième partie, le jeudi 5 novembre, le challenger avait un léger mais réel avantage, et tout autre coup du champion du monde lui aurait sans doute permis de trouver la voie du gain. Mais après Df3 ?

Passe encore de vouloir vérifier si le sacrifice de pion (52. Dxb4) imaginé par Kasparov était correct, mais croire que, après l'échange de dames, les Blancs avaient une chance de promouvoir leur pion a, laisse rêver. N'empêche, Karpov a encore jugé bon de prolonger la partie pendant 9 coups avant de proposer la nulle. Une prolongation bien inutile.

Rien de très brillant dans tout cela pour Karpov auquel les parties ajournées (7^e, 8^e et 9^e) ne semblent pas réussir. Score avant la dixième partie prévue le vendredi 7 novembre : quatre points et demi partout.

B. de C.

Blancs : KARPOV
Noirs : KASPAROV

Neuvième partie

Défense Grünfeld-Variante d'échange

Position à l'avant-dernier coup

BLANCS : Rh2, Dd3, Td2, Pa2, f4, g2 et h7.

NOIRS : Rh6, Df1, Tf6, Pa7, b5, g5 et h7.

43... (150)

44. Dd4 Td6 (154)

45. d5 Dd5

46. Td2 a5

47. Dd5 b4

48. Dd5 Dd5

49. Td2 Dd4

50. Dd5 Dd5

51. Dd2+ Rg6

52. Dxb4 (163) b5 (159)

53. Mf4 (172) g4 (159)

54. Dxb4 (172) Td6 (170)

55. Dd4 (186) Td4 (170)

56. Dd4+ (197) Rg7 (194)

57. Dd7+ (199) Rh6 (193)

58. Dd8+ (200) Rg7 (194)

59. Td2 (200) Td4+

60. Rg2 Dd4+

61. Dd4+ Rg6

62. Td7+ Td3

63. Td2 Dd4

64. Rh3 Td3

65. Td2 (212) Td4 (192)

66. a4 Rg5

67. a5 Rh4

68. a6 Rh4

69. Rg2 Rh4

70. Rf2 (218) Rg7 (199)

Nulle

Les chiffres entre parenthèses représentent, en minutes, le temps total de réflexion de chaque joueur depuis le début de la partie.

brée le samedi 7 novembre 1987, à 14 h 45, en l'église Saint-Eustache, Paris-1^{er}.

Les amis de

François ALLEAUME,

en France et à l'étranger, partageant la douleur de sa mort survenue le 29 octobre 1987.

M^{me} J.-D. Jurgensen,
M^{me} et M^{me} Philippe Jurgensen,
Tristan, Cécile et Axel,
M^{me} et M^{me} Laurent Jurgensen,
Elvire et Gauthier,
M^{me} et M^{me} Christian Lenoir,
André, Armand et Florent,
Leurs familles et leurs amis,
ont le grand plaisir d'annoncer le décès de

M. Jean-Daniel JURGENSEN,
ambassadeur de France,
commandeur de la Légion d'honneur,
grand officier
de l'Ordre national du Mérite,
croix de guerre 1939-1945,
médaille de la Résistance,

survécu à Paris, le 4 novembre 1987, dans sa soixante et onzième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 7 novembre, à 9 h 15, en l'église Saint-Séverin, Paris-6^e.

L'inhumation se fera dans l'intimité à Compiègne (Oise).

Cet avis tient lieu de faire-part.

22, rue Emeria,
75015 Paris.

Les membres du Comité préparatoire de la Fondation européenne ont la tristesse de faire part de la disparition de

M. Jean-Daniel JURGENSEN,
ambassadeur de France,
président du Comité préparatoire,
survécu le 4 novembre 1987 à Paris.

(Lire ci-dessous.)

M^{me} Marie-Françoise Mynard, son épouse,
Et ses enfants Nicolas et Sophie,
Le docteur Mynard,
son fils,
M. Yves Mynard,
son frère et ses enfants,
Frédéric et Vanessa,
Et toute la famille,
ont le grand plaisir d'annoncer le décès de

docteur Jacques MYNARD,

survécu à Paris le 28 octobre 1987.

Les obèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Les membres de la Société psychanalytique de Paris ont la tristesse de faire part du décès de leur collègue et ami, le

docteur Jacques MYNARD,

survécu le 28 octobre 1987.

Le docteur Jacques Mynard était depuis 1965 membre de la Société psychanalytique de Paris, où il avait su se faire des amis fidèles auprès de ses collègues et des élèves qu'il avait contribué à former. Atteint par une maladie longue et douloureuse qu'il a affrontée avec un grand courage, il a jusqu'au bout fait bénéficier ses patients de son expérience et de sa profonde humanité.

Jacques Chirac, président de la Maison de la poésie, Les membres du conseil d'administration, Les membres du conseil artistique Et les collaborateurs de la Maison de la poésie ont la tristesse de faire part du décès de

Pierre SIEGHERS,
fondateur
et vice-président de leur Maison.

(Le Monde du 6 novembre.)

M^{me} Raymond Warnier, son épouse,
M^{me} et M^{me} Serge-Claude Warnier, ses enfants,
M^{me} et M^{me} Christophe Warnier, ses petits-enfants,
M^{me} Maurice Warnier,
M^{me} et M^{me} Jean Massart,
M^{me} Jean Warnier,
ses sœurs, beaux-frères et belles-sœurs,
Les familles Berber, Cabagne, Faquelle, Massart, Porier,
font part, du décès dans sa quatre-vingt-neuvième année, de

M. Raymond WARNIER,
ancien élève
de l'École normale supérieure,
chevalier de la Légion d'honneur,
agréé de l'Université,
officier et commandeur
de deux ordres yougoslaves,
officier de l'Instruction publique,
Portugal et Brésil.

Le levée du corps aura lieu le mardi 10 novembre 1987, à 8 heures précises, à l'amphithéâtre de l'hôpital Lariboisière, suivi de l'incinération, le même jour au crématorium du cimetière du Père-Lachaise.

17, rue Malair,
75007 Paris.
8, rue Houdart-de-Lamotte,
75015 Paris.

M. Georges Weg et ses enfants,
M. Radjes Chingadoo,
M. et M^{me} Bernard Duquesne,
M^{me} Agnès Duquesne
Et toute la famille,
ont le grand plaisir d'annoncer le décès de

M^{me} Georges WEG,
née Michèle, Aline Duquesne,

survécue le 1^{er} novembre 1987, à l'âge de quarante-huit ans.

Les obèques auront lieu le mardi 10 novembre.

On se réunira au columbarium du cimetière du Père-Lachaise, à 15 heures.

La famille ne recevra pas.

Cet avis tient lieu de faire-part.

86, rue de la Fédération,
75015 Paris.

Remerciements

M^{me} Jacques FORT,
Ses enfants, petits-enfants
Et toute la famille,
profondément touchés par les nombreuses marques de sympathie et d'amitié témoignées, lors du décès de

Jacques,

adressent leurs remerciements émus à tous ceux qui se sont associés à leur peine et présentent leurs excuses aux personnes qui n'auraient pas été présentes.

Anniversaires

Le 8 novembre 1986

Arthur LONDON,
notre Grand-père,

nous quitte.

Que tous ceux qui l'ont connu, aimé, qui ont apprécié son courage, sa générosité, sa fidélité aient une pensée pour lui.

Il y a un an disparaissait notre ami et camarade

Arthur LONDON.

Gérard — comme nous l'appelions — reste dans nos cœurs comme un héros de la Résistance, en Espagne, puis en France et au camp de Manthausen, où il fut déporté, comme un combattant infatigable pour la liberté, la justice et les droits de l'homme dans son pays natal comme dans le monde entier. Son témoignage dans *l'Avenir* est une contribution décisive à la condamnation du stalinisme et à la réhabilitation du socialisme dans la liberté.

Le 8 novembre, à 10 h 30, à l'initiative du Comité pour la défense et l'extension des libertés en Tchecoslovaquie, une plaque sera apposée là où il vécut pendant treize ans : 22-26, rue du Sergent-Banchat, Paris-12^e.

Il y a dix ans disparaissait

Emma NEIMAN.

Une pensée est dédiée à ceux qui l'ont connue et aimée.

Services religieux

— Journée nationale de souvenir, soixante et onzième anniversaire de l'armistice, soixante et onzième anniversaire de la Mosquée, éditée en 1926, en hommage aux cinquante mille musulmans morts pour la France. Ces anniversaires seront célébrés le 8 novembre 1987, à 15 h 30, à la Grande Mosquée, 3, rue Quatrefoies, Paris-9^e.

Avis de messes

— Paris, Tokyo, New-York.

Christophe Girard,
François Picot,
Dni Seid,
vous informent qu'une messe solennelle sera célébrée le mardi 10 novembre, à 16 heures, à la mémoire de

Takio KUMAGAI,
en l'église Saint-Merri, 76, rue de la Verrerie, Paris-4^e.

Bienfaisance

— Les journées d'entraide et d'amitié de la Ligue des droits du religieux ancien combattant (DRAC) auront lieu du vendredi 6 au mercredi 11 novembre inclus, de 10 heures à 21 heures, salle R.P. Ferand, 8 bis, rue Vavin, Paris-6^e. Tél. : 43-26-01-50.

Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

CARNET DU MONDE

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 60 F

Abonnés 60 F

Communications diverses 72 F

Renseignements : 42-47-95-03

Le Monde CADRES

Le Groupe EGOR rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine :

Équipements Industriels
RESPONSABLE COMMERCIAL Réf. SM17/2324 A

Grand groupe français, leader dans son domaine, recrute
DE JEUNES PATRONS POUR SES FILIALES Réf. SM 47/2373 A
(Lille - Strasbourg - Brest - Nancy)

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, nous vous proposons de nous adresser un dossier de candidature en précisant la référence choisie.

GROUPE EGOR
8, rue de Berni - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES S. HANNOVER TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

L'IMMOBILIER

appartements ventes

92 Haute-de-Seine

SÈVRES

Imm. 1980 près tous commerces
3 P. T. CFT, PARK
PRIX : 810 000 F.

4 P. T. CFT, PARK
PRIX : 1 000 000 F.

appartements achats

Recherche URGENT 110 à 140 m² Paris préfère 8^e, 9^e, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e, 21^e, 22^e, 23^e, 24^e, 25^e, 26^e, 27^e, 28^e, 29^e, 30^e, 31^e, 32^e, 33^e, 34^e, 35^e, 36^e, 37^e, 38^e, 39^e, 40^e, 41^e, 42^e, 43^e, 44^e, 45^e, 46^e, 47^e, 48^e, 49^e, 50^e, 51^e, 52^e, 53^e, 54^e, 55^e, 56^e, 57^e, 58^e, 59^e, 60^e, 61^e, 62^e, 63^e, 64^e, 65^e, 66^e, 67^e, 68^e, 69^e, 70^e, 71^e, 72^e, 73^e, 74^e, 75^e, 76^e, 77^e, 78^e, 79^e, 80^e, 81^e, 82^e, 83^e, 84^e, 85^e, 86^e, 87^e, 88^e, 89^e, 90^e, 91^e, 92^e, 93^e, 94^e, 95^e, 96^e, 97^e, 98^e, 99^e, 100^e.

locations non meublées offres

Paris

11^e Studio récent 36 m², parking, 4^e étage Sud, état neuf, 2 800 F + charges. Tél. : (161) 89-84-39-96.

locations non meublées demandes

Paris

M^{me} Boulenger, 60 studio 40 m², km. 7-8, 12^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e, 21^e, 22^e, 23^e, 24^e, 25^e, 26^e, 27^e, 28^e, 29^e, 30^e, 31^e, 32^e, 33^e, 34^e, 35^e, 36^e, 37^e, 38^e, 39^e, 40^e, 41^e, 42^e, 43^e, 44^e, 45^e, 46^e, 47^e, 48^e, 49^e, 50^e, 51^e, 52^e, 53^e, 54^e, 55^e, 56^e, 57^e, 58^e, 59^e, 60^e, 61^e, 62^e, 63^e, 64^e, 65^e, 66^e, 67^e, 68^e, 69^e, 70^e, 71^e, 72^e, 73^e, 74^e, 75^e, 76^e, 77^e, 78^e, 79^e, 80^e, 81^e, 82^e, 83^e, 84^e, 85^e, 86^e, 87^e, 88^e, 89^e, 90^e, 91^e, 92^e, 93^e, 94^e, 95^e, 96^e, 97^e, 98^e, 99^e, 100^e.

locations meublées offres

Province

A LOUER A L'ANNÉE
NORMANDE, 80 KM DE PARIS
MAISON MEUBLÉE
A LA CAMPAGNE
propreté forêt de Lyons.
Studio près d'une ferme mais totalement indépendante.
Entièrement équipée. Séjour avec cheminée, 2 chambres, cuisine, salle de bains, garage.
400 m², 1 300 F/mois les 6 mois d'hiver : 1 700 F/mois les 6 mois d'été. Caution et réf. Tél. : 35-80-15-12.

locations meublées demandes

Paris

INTERNATIONAL SERVICE

Recherche pour BANQUES, SOCIÉTÉS MULTINATIONALES et DIPLOMATES studios, 2, 3, 4, 5 pièces et plus. Tél. 1.6.1. 42-85-13-05.

pavillons

RECH. VILLA PTT ET TERR. VAL-DE-MARNE OU LIMITROPHES 93 = 43-45-88-53.

propriétés

MONTPELLIER VILLA
PARC, TERRASSE, PISCINE, 1 700 000 F.
Tél. : 87-59-72-37.

TAHITI

A vendre prop. maison 250 m², terrain 2 000 m², 35 m. bord de mer, emplacement pour yacht, quartier résidentiel. Prix 6 millions de francs. Ecrire M^{me} Pierre, B.P. 403, Papeete (Tahiti).

viagers

LA BAULE PORNICHET
vieux moulin 1 000 m², 2 jol. mais. (135 m² et 100 m²) 8/10 jardin, 900 000 F. sans taxes, 44-06-10-06.

MAISONS-ALFORT AP. STADE
Favillon 3 p., cuis., w.-c., jard. occupé 1.600 m², 2 318 F. 195 000 F. + taxes 2 318 F. MAS IMMO 43-45-88-53.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
Contributions de société et tous services. 43-55-17-50.

BUREAU MAISONS-ALFORT
près M^{me} parking 2 000 F/mois. Tél. : (1) 43-75-94-00.

L'AGENDA

Artisans

PEINTRE CH. TRAVAUX en RENOVATION INTERIEUR. Dev. gr. 35-03-03-55 sp. 19 h.

Bijoux

TOUS LES BIJOUX ANCIENS
et rares - Bagues romantiques - 30 % ESCOMPTE
ACHAT OR
GILLET, 18, rue d'Arcole, 75004 Paris, T. 43-54-00-53. Châ. Guille Gault & Millau.

Carte de vœux

Collect. exclus. pour fin d'année, à partir de 100 pièces (1) 43-55-55-55/43-55-55-11.

Tatouage

TATOUAGE
ARTISTE STUDIO AMATO
Dessins traditionnels et originaux.
Amélioration et recoloriage d'anciens tatouages.
Tous les jours de 10 h à 18 h (sauf dimanche).
21, bd du Temple, PARIS-9^e (M^{me} République), 42-74-44-52.

Calendriers

Publication 1988, grand choix à partir de 50 exemplaires. (1) 43-55-55-55/43-55-55-11.

Tableaux

A VENDRE UN TABLEAU D'EUGENE DELACROIX
Ecrit sous le n° 8 592
LE MONDE PUBLI-ART
B. rue Montcaumon, PARIS-7^e.

Vacances

Tourisme

SKI DE FOND
(HAUT-JURA)
Vies et Lillans, la quarantaine, vous accueillent (12 personnes max.) dans une ancienne ferme du XVIII^e siècle confortablement rénovée. Chambres avec salle de bains, table d'hôte, cuisine et pain maison, ambiance sympa. Tant tout compris : pension complète + vin + thé à 17 heures + matériel de ski, de 2 080 F à 2 480 F par personne/semaine, selon période. Tél. : 16 (81) 38-12-51.

Economie

Après le réajustement des taux

Embellie sur les places boursières, chute persistante du dollar

SOMMAIRE

■ Encouragé par les déclarations de M. James Baker, un nouveau repli du dollar se manifestait en matinée le 6 novembre, provoquant la nervosité des marchés des changes. Les marchés boursiers connaissent un certain calme.

■ Alors que, en baissant deux de ses trois taux d'intervention, la RFA veut marquer sa bonne volonté, la hausse des taux d'intervention de la Banque de France risque de provoquer un ralentissement de l'activité économique.

■ A Wall Street, certains analystes redoutent que la faiblesse du dollar n'entraîne un mouvement de retrait des capitaux étrangers (voir pages 26 et 27).

■ Fiat rompt ses accords avec l'Etat italien dans les télécommunications. L'idée d'un pôle unique face aux étrangers est abandonnée (voir page 28).

■ La CDT de l'agriculture et de l'agro-alimentaire se plaint du silence du ministre sur les pertes d'emplois et la faiblesse de la formation dans ce secteur (voir page 28).

Embellie sur les places boursières, mais reprise de la glissade du dollar, les marchés se ressentaient encore, le vendredi 6 novembre, du double effet des déclarations du secrétaire américain au Trésor et de l'action concertée des banques européennes sur les taux d'intérêt. M. James Baker, dans une interview au *Wall Street Journal* (édition américaine), avait réaffirmé avec une clarté inhabituelle, le jeudi 5 novembre, que sa priorité absolue était d'éviter une récession qui serait provoquée par une hausse des taux d'intérêt. Peu importait à ses yeux si ce choix impliquait une chute du dollar.

Le message fut rapidement reçu sur les marchés des changes où le billet vert baissait rapidement alors que les banques américaines réduisaient leur taux de base, autrement dit le loyer de l'argent dont bénéficient leurs meilleurs clients. Pour la seconde fois depuis le 22 octobre, date à laquelle ce « prime rate » avait été ramené à 9 %, les principaux instituts de crédit, entraînés

par la Citibank, procédaient à une diminution de 0,25 point de leur taux de base, désormais fixé à 8,75 %.

Cette opération avait été rendue moins dangereuse par la politique coordonnée sur les taux menée en Europe. Après les Pays-Bas et la Grande-Bretagne, le mercredi 4 novembre, la Suisse et, surtout, la RFA, baissaient leurs taux directeurs. Berna comme Francfort ramenaient à 4,5 % leurs taux dit Lombard. Mais la Banque nationale suisse franchissait un pas supplémentaire en ramenant de 3,5 % à 3 % son taux d'escompte. En d'autres termes, si la Bundesbank, dont la politique est actuellement cruciale dans le jeu à trois qui s'instaure avec les Américains et les Japonais pour tenter de construire une base plus saine à l'économie mondiale, a tenu à donner au signe patent de bonne volonté, elle s'est laissée une marge de manœuvre. Lorsque le groupe des sept puissances industrielles finira par se réunir, la RFA aura encore une carte à abattre en matière de politique du crédit. Le gouvernement ouest-allemand a appelé les Etats-Unis à « agir contre le déficit budgétaire », les Européens ayant « apporté leur contribution ».

La coopération avec la France mise en place à cette occasion, la Banque de France ayant simultanément, à la légère baisse des taux allemands, annoncé une légère remontée des siens, aura à tout le moins permis de stabiliser la situation au sein du Système monétaire européen (SME) mis à mal par la chute persistante du dollar. Pour combien de temps ? Les cambistes s'interrogeront, le vendredi 6 novembre, et ne masquaient pas leur scepticisme. Le franc français s'échangeait dans la matinée à 3,3825, contre 3,37 FF la veille au soir. L'espoir restait à nouveau d'une réunion du « G-7 » ce week-end.

L'annonce de la présence de M. Alan Greenspan, président de la Fed, et du gouverneur de la banque centrale japonaise à Bâle, le dimanche 8 novembre, a alimenté de nouvelles rumeurs. Si cet espoir est, une fois de plus, déçu, le système d'apaisement mis en place en Europe ne tiendra pas, selon eux.

L'évolution sur le dollar ne faisait que les confirmer dans ce sentiment. Alors que Wall Street, ragaillardie par la baisse des taux d'intérêt américains, saluait l'événement par une hausse de 2 %, le billet vert continuait de se déprécier sur toutes les places. La banque du Japon intervenait, à nouveau le 6 novembre, sans parvenir à empêcher la devise américaine de passer au nouveau seuil psychologique et de descendre en deçà de 135 yens. Sa remontée à 135,50 yens en fin de journée, heure de Tokyo, ne constituait qu'un soulagement de courte durée. En Europe le billet vert chutait : un dollar pour 1,6785 DM, plus bas niveau jamais atteint et 5,6925 F (-1,4 %).

Le ministre japonais des finances, M. Kiichi Miyazawa, estime que le dollar a désormais atteint son niveau le plus bas et ne se dépréciera sans

doute plus beaucoup. Mais, en dépit des déclarations du porte-parole de la Maison Blanche, M. Fitzwater, selon lequel les propos de M. Baker ne pouvaient être compris comme une renouveau des accords du Louvre qui, en février dernier, avaient tracé le cadre d'une stabilisation du billet vert, le trouble provoqué par ces explications contradictoires n'empêchait pas les marchés d'être persuadés de la volonté de Washington de laisser filer le dollar. L'idée qu'une nouvelle chute du billet vert est la seule solution au déficit du commerce extérieur des Etats-Unis reste répandue outre-Atlantique. Une vingtaine d'économistes interrogés par le *Wall Street Journal* ont d'ailleurs, dans leur majorité, défendu cette thèse, en dépit des deux conséquences néfastes qu'elle implique : une remontée de l'inflation et, dans un premier temps, une détérioration des chiffres en valeur de la balance commerciale.

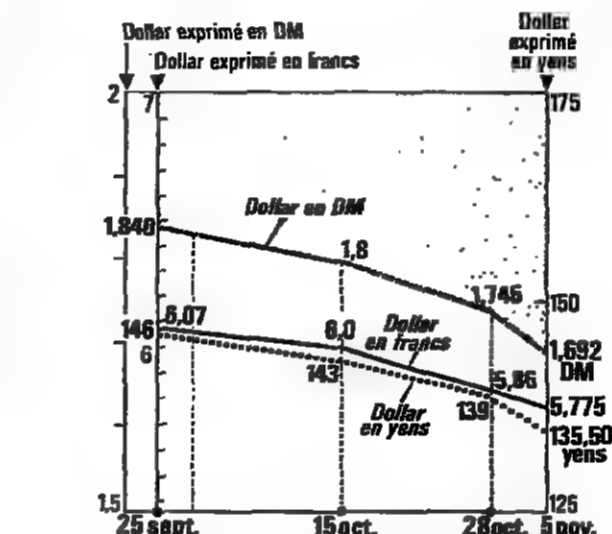
FRANÇOISE CROUGNEAU

La priorité donnée à la défense du franc pourrait peser sur la croissance

(Suite de la première page.)

Le ministre de l'économie, des finances et de la privatisation peut certes se féliciter, avec son homologue ouest-allemand, M. Gerhard Stoltenberg, de l'accord mis au point, à son initiative, au cours des deux derniers jours dans le plus grand secret. Dans la tourmente, l'Europe serre les rangs. C'est la première fois que les pays européens — en particulier le couple franco-allemand — coordonnent leur politique en matière de taux d'intérêt. Un fait « sans précédent », a commenté le ministre d'Etat. Cette coopération ne s'est pas limitée à la France et à l'Allemagne. Les Pays-Bas, la Grande-Bretagne et la Suisse — en abaissant également leurs taux d'intérêt — ont participé à ce mouvement de solidarité européenne.

Face aux tensions provoquées au sein du système monétaire européen, la manœuvre de jeudi 5 novembre est un succès. Elle a calmé le jeu en Europe. L'écart accru des taux d'intérêt à court terme entre le franc et le mark a rendu moins attrayante la devise allemande. Dans cette opération, M. Balladur a réussi à convaincre ses partenaires de la nécessité d'agir pour maintenir les parités fixées entre les monnaies européennes, le 12 janvier dernier, lors du dernier ajustement monétaire. L'accord franco-allemand traduit ainsi la détermination de Paris et de Bonn à défendre la parité entre le franc et le deutschemark définie à cette occasion (avec pour taux pivot le deutschemark à 3,3538 francs). Contre l'avis des



Encouragé par M. James Baker, secrétaire d'Etat au Trésor, qui a déclaré que la chute du dollar était préférable à un relèvement des taux d'intérêt, le repli du « billet vert » s'est accéléré cette semaine.

« spéculateurs », les autorités monétaires françaises et allemandes estiment que ce cours correspond aux « fondamentaux », aux données essentielles des économies respectives des deux pays.

Un petit pas ouest-allemand

Les efforts consentis par les deux parties de l'accord indiquent pourtant que cette conviction est beaucoup plus forte du côté français que du côté allemand. M. Stoltenberg et M. Poehl, le ministre des finances et le gouverneur de la Bundesbank, ont certes consenti une baisse de deux des trois taux directeurs de la banque centrale ouest-allemande. Le coup est habile. Il ne va pas provoquer une brusque reprise de l'activité outre-Rhin, ce que demandent pourtant les Américains. Mais, dans la partie de bras de fer qui oppose Bonn et Washington, il est un signe de bonne volonté envoyé à la Maison Blanche. Il permet ensuite de calmer la spéculation à la hausse sur le mark, ce qui contribue à freiner la chute du dollar. Mais, surtout, Bonn garde ses principaux atouts. Le taux de l'escompte (actuellement à 3 %), le troisième et véritable taux directeur du marché de l'argent outre-Rhin n'est pas touché. La question d'une anticipation de la réforme fiscale n'est pas évoquée. L'Allemagne a fait un pas. Mais seulement un petit pas.

La France, en revanche, a accepté un effort bien plus important. Les deux taux d'intervention de la banque centrale ont été relevés de 0,75 point. Faut-il rappeler qu'il y a quelques semaines encore on affirmait, rue de Rivoli, que, d'ici à la fin de 1987, il y aurait encore une marge de baisse de ces taux d'environ un point ? Dans la tourmente monétaire, et pour défendre le franc, M. Balladur a dû se résigner à cette hausse. Dans l'immédiat, ses conséquences sont heureuses. Les spéculateurs — qui anticipaient une baisse des taux après un réajustement monétaire — en sont pour leurs frais. Dès l'annonce faite, le franc français a repris un peu de tonus vis-à-vis du mark. La

devise allemande est passée de 3,41 francs environ — un cours que la Banque de France soutenait depuis vendredi dernier — à 3,37 francs environ.

Quel est le coût de cette défense du franc pour l'économie nationale ? On ne peut pour l'instant s'en tenir qu'à des conjectures. Tout dépendra de la réaction des marchés et notamment de l'évolution du dollar. M. Balladur a déclaré que la décision de relever les taux à court terme était le « signe de la volonté de stabilité monétaire », ajoutant : « Il faut bien comprendre qu'elle ne doit pas remettre en cause le mouvement général de baisse des taux à moyen et long terme. »

Ralentissement de l'activité

Vendredi 6 novembre dans la matinée, les milieux financiers français avouaient ne pas comprendre le raisonnement du ministre d'Etat. Pour les professionnels, il est évident que la hausse des taux d'intervention de la Banque de France va déboucher sur un renchérissement du coût du crédit, et donc sur un ralentissement de l'investissement et de l'activité. Quel sera l'ampleur de ces mouvements ? Il est trop tôt pour le dire.

Comme leur nom l'indique, les taux directeurs de la Banque de France jouent un rôle directeur sur l'ensemble des taux d'intérêt dans le pays. Leur hausse va donc se propager sur tous les marchés de l'argent. Les emprunteurs devront payer plus cher leur financement.

L'effet est immédiat sur le marché monétaire, celui de l'argent prêt à très court terme. Dès jeudi, le loyer de l'argent au jour le jour a augmenté, passant au-dessus de 9 %. Tous ceux qui trouvent sur ce marché des financements (les grandes entreprises avec les billes de trésorerie, les banques avec les certificats de dépôts et l'Etat avec ses bons du Trésor) vont ressentir un renchérissement de leurs ressources. La répercussion sera également pressentie instantanée pour tous les financements dont le prix est indexé sur le taux du marché monétaire, par exemple, pour les

crédits « spots » accordés par les banques aux très grandes entreprises. Ces financements représentent au total près de la moitié des crédits bancaires aux entreprises.

Sur les autres instruments financiers, la hausse des taux à court terme aura des effets plus difficiles à évaluer. « Mais l'impact est certain », affirme un grand banquier parisien. A priori, les banques n'ont pas l'intention de la répercuter sur leur taux de base bancaire (9,60 % actuellement dans la plupart des établissements), le prix qu'elles font payer à leurs meilleurs clients. Il y a, à cela, à la fois des raisons commerciales (la concurrence est très vive) et politique (il serait malaisé de déplaire au ministre de l'économie).

Haussée attendue des taux à long terme

Sur le marché des obligations, la plupart des experts estiment que la décision de la Banque de France va casser le mouvement de baisse des taux à long terme amorcé depuis une dizaine de jours, qui a permis à l'Etat d'emprunter, juste avant cette décision, à un taux inférieur à 10 %. De nombreux professionnels estiment que la hausse devrait reprendre afin que se reconstitue l'écart entre les taux à court terme et les taux à long terme.

Pour les particuliers aussi, la décision des autorités monétaires

de relever le taux à court terme va avoir des conséquences. Depuis quelques semaines déjà, certains établissements spécialisés ont augmenté le coût des crédits immobiliers qu'ils proposent. Le mouvement pourrait s'étendre. L'argent va donc être un peu plus cher en France aujourd'hui, ce qui risque de peser sur l'activité. La Rue de Rivoli affirme qu'il s'agit d'une mesure temporaire. Les marchés, notamment ceux des changes, en seront-ils convaincus ?

En tout état de cause, la situation est paradoxale. La France est l'un des seuls pays à avoir respecté les engagements monétaires et économiques définis lors des sept grandes nations industrielles lors des accords du Louvre, le 22 février dernier. « Le gouvernement mène une politique qui a réduit les déficits » et son taux d'inflation, a encore rappelé jeudi M. Balladur. La crise financière qui s'est abattue sur le monde ne concernait pas notre pays, expliquait-il y a peu M. Jacques Chirac. C'est pourtant la France qui, la première, est amenée à prendre des décisions et à payer les pots cassés. La hausse des taux d'intérêt en France risque d'affaiblir une croissance déjà molle. Elle permet certes d'éviter à M. Balladur une troisième dévaluation. Mais pour combien de temps ? Si le dollar poursuit sa dégringolade, certains professionnels des marchés craignent le retour de fortes tensions sur le couple franc-mark.

ERIK IZRAELWICZ

Le pessimisme du BIPE

L'économie française connaîtra, en 1988, une faible croissance, de l'ordre de 1 %, inférieure aux prévisions qui avaient été faites avant la crise boursière, estime l'Institut privé de conjoncture BIPE, dans une étude publiée jeudi 5 novembre. Il s'agit là d'une « réduction de l'ordre de 0,5 % par rapport à la croissance que l'on pouvait espérer en juin dernier ».

Ce chiffre est nettement inférieur aux 2,2 % avancés par le gouvernement dans ses hypothèses économiques qui servent de base au projet de loi de finances pour 1988 actuellement en discussion au Parlement.

Du côté des entreprises, l'effort d'investissement devrait se ralentir quelque peu. C'est ainsi que, dans l'industrie, la progression des dépenses d'équipement, proche de 3 % cette année, « reviendra à 1,5 % l'an prochain ».

Autre effet de la crise boursière : la consommation risque de baisser au profit de l'épargne. « Les particuliers tenteront de reconstituer en partie leur patrimoine érodé par la crise financière d'octobre », estiment les experts du BIPE.

Le ralentissement de la consommation des ménages — elle ne devrait augmenter que de 1,2 % en 1988, contre + 1,6 % en 1987 et + 2 % en 1986 — sera également dû à la faible progression du pouvoir d'achat (+ 1,3 % en 1988 après + 1,5 % en 1987 et + 3,3 % en

1986). « Malgré les échéances électorales, l'évolution de la masse salariale restera marquée par une très grande rigueur, tant dans le secteur public que dans le secteur privé », écrit le BIPE.

La croissance ne sera naturellement pas favorable à l'emploi. Le BIPE prévoit une nouvelle augmentation de 3,2 % du nombre des demandeurs d'emploi, qui, en moyenne annuelle, devrait atteindre, en 1988, 2,7 millions de personnes, contre 2,6 millions en 1987.

Les prix devraient augmenter de 2,8 % en 1988, contre 3,1 % en 1987. Mais le déficit de la balance commerciale devrait s'aggraver, pour atteindre un chiffre de 41 milliards de francs l'année prochaine, contre 33 milliards de francs en 1987.

(Publicité)

HABIB-DELONCIE TIRE LA SONNETTE D'ALARME

Le président de la Chambre de commerce franco-arabe analyse le déclin d'un courant d'échanges naguère très prometteur, et propose des remèdes.

Dans le numéro de novembre d'ARABIES, en kiosques et en librairie
78, rue Joffroy, 75017 PARIS
Tél. : 46-22-34-14

Pour un meilleur prix rendez-nous visite avant de commander votre PEUGEOT

Plus vite, moins cher!

NEUBAUER PEUGEOT

227, bd Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21
34, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

مكتبة الأهل

Economie

en Europe et aux Etats-Unis

Wall Street : la crainte des retraits de capitaux étrangers

NEW-YORK
de notre correspondant

« Malgré la baisse du dollar, la Bourse de New-York semble se stabiliser, à mesure que les investisseurs étrangers quittent le marché. » M. Hildegarde Zagorin, de la firme Prudential Bache Securities, n'est nullement préoccupée par la chute de la monnaie américaine, quoique pourtant ne parait devoir stopper dans l'immédiat.

Découvrant soudain, le jeudi 5 novembre, les dégâts subis par le billet vert, les experts new-yorkais paraissent surpris par l'accord unanime qui accompagne le mouvement : « C'est une nette évolution », affirme le professeur Martin Krask, voix répétée du milieu académique spécialisé. On se félicite de la coopération des Européens, notamment des Allemands et des Suisses, qui viennent d'abaisser leurs taux bancaires, garantissant ainsi au dollar une certaine égalité des chances dans le monde des capitaux volants.

Néanmoins, ce geste de l'étranger ne sera pas gratuit : en échange, Bonn exige que Washington accélère la négociation interne sur la réduction des déficits. D'autres capitaux, notamment Tokyo, pourraient imiter les Allemands... « L'essentiel, en ce moment, c'est la réduction des

taux d'intérêt, remarque M. Monte Gordon, de Dreyfus Corporation, car la Bourse a besoin d'argent frais. »

De son côté, la corbeille, après deux jours de grisaille, confirme, une fois de plus, la relative insensibilité des Américains aux aléas du marché monétaire. L'abaissement des taux de deux grandes banques américaines, annoncé jeudi 5 novembre, a provoqué une progression de 40 points de l'indice Dow Jones, dépassant même, pendant quelques minutes, la barre symbolique des 2 000 points. Dans une atmosphère sereine, le volume des transactions est resté raisonnable (220 millions), alors que les hausses battaient les baisses dans une proportion de trois à un. Pourtant, les déclarations du secrétaire au Trésor, M. James Baker, décidé à laisser le dollar flotter à la baisse, auraient pu refroidir certains investisseurs étrangers. En réalité, le marché boursier a été davantage sensible au geste de confiance des banques et... aux chiffres du marché automobile, en hausse de 10,8 % pour les dix derniers jours d'octobre. De même, les statistiques du commerce de détail pour le mois dernier paraissent rassurantes : aucun des grands de la distribution (Sears, J.C. Penney, K-Mart) ne signale un quelconque ralentissement.

Le communiqué franco-allemand...

Le ministère de l'économie, des finances et de la privatisation français et le ministère des finances ouest-allemand ont publié simultanément, le jeudi 5 novembre à Paris et à Bonn, le communiqué commun suivant :

« M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, et M. Gerhard Stoltenberg, ministre des finances de la République fédérale, se félicitent des décisions prises par la Banque

de France et par la Bundesbank ce jour.

« Ces décisions [voir ci-dessous] contribueront à la stabilisation des taux de change au sein du système monétaire et, au-delà, au renforcement de la stabilité des marchés des changes et des marchés financiers internationaux. »

« Les autorités monétaires françaises et allemandes continueront à associer leurs efforts pour promouvoir la stabilité sur les marchés financiers dans l'esprit des accords de Louvre. »

...celui de la Bundesbank...

Dans son communiqué, la Bundesbank annonçait sa décision d'offrir sa prochaine prise en pension d'effets commerciaux au taux

fixe de 3,50 %, contre 3,80 % lors de sa dernière prise en pension. De plus, le taux Lombard sera baissé de 5 % à 4,5 %, à compter du 6 novembre.

...et celui de la Banque de France

La Banque de France avait publié le communiqué qui suit :

« Dans le cadre de l'action conjuguée entre les autorités monétaires de la RFA et de la France, en vue de stabiliser les rapports de change tant à l'intérieur du système monétaire européen qu'à l'égard des

monnaies tierces, la Banque de France a décidé de porter de 7,50 % à 8,25 % le taux des appels d'offres et de 8 % à 8,75 % le taux des pensions à sept jours. La Bundesbank, de son côté, a décidé de procéder à une baisse de ses taux d'intervention. »

ÉTRANGER

Un divorce « politique »

Fiat rompt ses accords avec l'Etat italien dans les télécommunications

ROME
de notre correspondant

Telit, le grand « pôle italien des télécommunications », ne verra jamais le jour. La société Fiat a, le jeudi 5 novembre, annoncé qu'elle renonçait à consommer le mariage prévu depuis deux ans entre sa filiale Telettra et Italtel, principale entreprise nationale du secteur dont le capital est entièrement détenu (directement ou indirectement) par la grande holding publique IRI (Institut pour la reconstruction industrielle).

Le groupe de Turin a stigmatisé chez son partenaire manqué la « persistance de comportements (...), contraire aux accords passés ». Il dénonce la désignation par l'IRI, en septembre, d'un futur administrateur délégué (le véritable patron en droit italien) qui ne jouissait pas de ses faveurs, M. Maria Bellisario, actuelle responsable d'Italtel. L'intérêt est une des vedettes de l'établissement national : prototype de la « femme manager », elle est aussi membre du Conseil national du Parti socialiste.

Pour Fiat, cette désignation doit tout à des considérations « de palais », autrement dit politiques. L'IRI, dont le patron, M. Romano Prodi, est au demeurant démocrate-chrétien, fait au contraire valoir que son choix était fondé sur des considérations purement professionnelles. De fait, M. Bellisario était parvenue, en peu d'années, après sa nomi-

nation en 1981, à restructurer Italtel.

La rupture illustrée en fait les médiocres rapports actuels entretenus par Fiat avec M. Bettino Craxi. Depuis que le chef du Parti socialiste a cessé d'être président du conseil, le torchon brûle entre les deux protagonistes, qui avaient cependant démontré durant trois ans et demi leur capacité d'abord à se tolérer, puis à s'entendre, et même à s'apprécier. Le PS, il est vrai, s'est fait, ces derniers mois, le porte-parole d'une législation antitrust dont les gens de Turin semblent bien être le principal objectif — à tout le moins pour tout ce qui touche à leur forte présence dans les médias (1).

Quoi qu'il en soit, le marché de la modernisation du téléphone italien, délabré (on parle de 50 milliards de francs d'investissements nécessaires d'ici à 1995), risque d'échapper sa grande partie aux firmes nationales. Chacun des deux partenaires manqués va désormais devoir rechercher une autre alliance, nécessairement avec un groupe étranger. Les mieux introduits, d'ores et déjà, dans la péninsule sont l'allemand Siemens, le suédois Ericsson et le français Alcatel.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Fiat est propriétaire du grand quotidien *La Stampa* et majoritaire dans le très influent *Corriere della Sera*, et s'intéresse vivement à TSI-Monte Carlo Italia.

Les mots-clés de la crise

● **Accords du LOUVRE** : aujourd'hui, on parle aussi d'accords du Louvre. Entente entre les sept ministères des finances du G-7 établie le 22 février 1987 sous les lambris de la Rue de Rivoli, à Paris. Deux volets : un accord pour stabiliser les grandes monnaies aux niveaux atteints à cette époque et avec une marge de fluctuations autour des taux de change considérés alors comme justifiés économiquement. Une série d'engagements pris par chacun des participants. Toujours invoqués, les accords du Louvre ont pourtant volé en éclats.

● **AUTORITÉS monétaires** : le couple responsable, dans chaque pays, de la monnaie nationale. Composés du ministre des finances et du gouverneur de la Banque centrale. Au sein du ménage, les liaisons sont parfois tumultueuses. Le lien entre les époux varie selon les pays. La Banque de France « dépend » du ministère de l'économie. En Allemagne, aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, les conjoints sont plus indépendants.

● **BANQUE CENTRALE** : la banque des banques. Lorsqu'ils ont besoin d'argent, les banquiers peuvent s'adresser aux guichets de la Banque centrale. C'est elle qui émet la monnaie — d'où son « pseudonyme », l'instinct d'émission. Elle ne leur fait crédit que si elle juge qu'il n'y a pas assez d'argent dans les circuits. Pour réguler la liquidité, elle use des taux d'intérêts.

● **G-3, G-5, G-7** : rien à voir avec la société parisienne de taxis ou avec une quelconque bataille navale. Encore que... N° 1 : les Etats-Unis. N° 2 : le Japon. N° 3 : l'Allemagne fédérale. N° 4 : la France. N° 5 : la Grande-Bretagne. N° 6 : l'Italie. N° 7 : le

Canada. G-3 = n° 1 plus n° 2 et n° 3. G-5 = G-3 plus n° 4 et n° 5. G-7 = G-5 plus n° 6 et n° 7.

● **Marché des CHANGES** : marché où s'échangent les monnaies. En pleine tempête. Les ménagères s'y déterminent en fonction des taux de change et des taux d'intérêt (voir taux directeurs). La confiance : un mot-clé dans ce secteur.

● **SME** : système monétaire européen, aussi appelé « serpent de mer européen ». Né en 1979. Grille de parités entre les monnaies de neuf des douze pays de la Communauté économique européenne. Fixée à l'occasion de psychodrames de week-end. Les devises sont autorisées à fluctuer dans des limites déterminées. Zone de stabilité monétaire pourtant vivement secouée par la tempête actuelle. La livre sterling n'en fait pas encore partie. Elle est toujours attendue.

● **TAUX de change** : prix d'une monnaie par rapport à une autre. Il varie selon les humeurs des marchés, mais aussi en fonction de la situation économique de chaque pays et des taux d'intérêt liés aux devises. Entre le mark et le franc français, l'investisseur achète l'un ou l'autre en fonction de leur pouvoir d'achat, mais aussi des taux qu'il peut obtenir. Si le franc lui rapporte « du 8,75 % » et le mark « du 4,5 % », il préférera la devise française, à moins qu'il ne craigne qu'elle ne perde de son pouvoir d'achat, qu'elle soit dévaluée par rapport au mark.

● **TAUX directeurs** : encore appelés taux d'intervention. C'est le prix que fait payer la Banque centrale aux banquiers pour leur avancer des fonds. Cigale, elle ne prête qu'à court terme, pour vingt-quatre heures, quarante-huit heures ou sept jours. S'il y a

trop d'argent dans les circuits, elle augmente ses taux directeurs : les banquiers hésiteront à faire appel à elle. Si, au contraire, elle juge qu'il n'y en a pas assez, elle abaisse ses taux. Chaque pays a ses propres taux directeurs. Généralement sous la forme d'une fourchette, avec un « jalon » bas (le taux d'escompte en Allemagne, le taux des appels d'offre en France) et un « jalon » haut (le Lombard à Francfort, les taux des pensions à sept jours à Paris).

● **TAUX longs, courts** : le temps, c'est de l'argent. Et réciproquement : l'argent, c'est du temps. Je te prête pour une journée, ou une semaine, à court terme donc. Tu ne me rémunères qu'à 8 % : c'est le taux court. Je te prête pour dix ans ou trente ans, à long terme. Je peux être plus exigeant. Tu es « prêt » à me payer du 12 %, c'est le taux long.

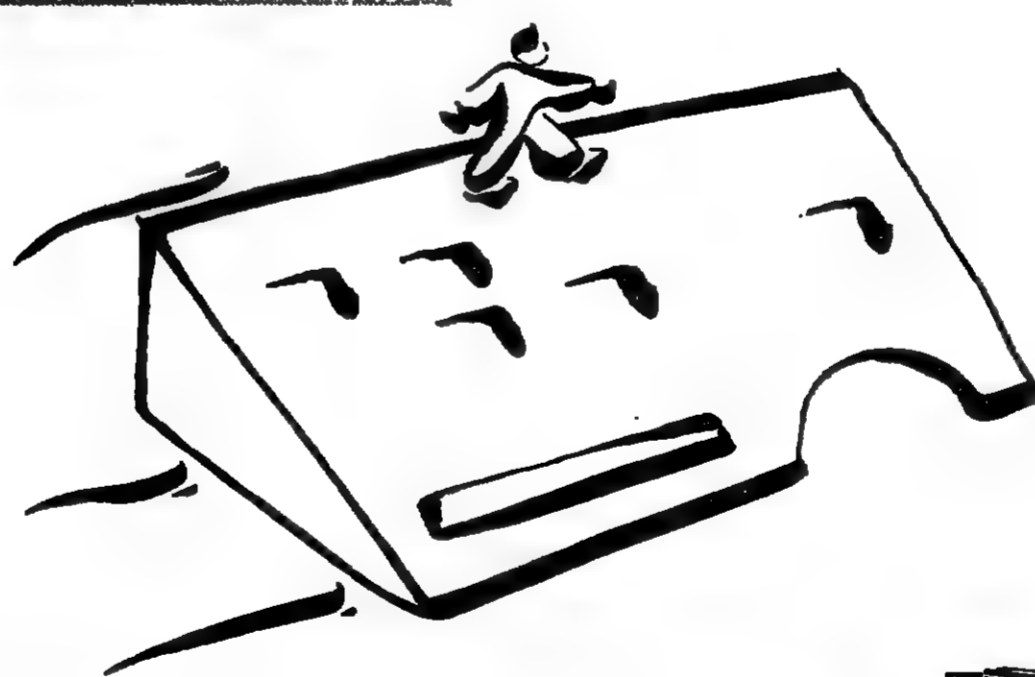
● **TAUX réels** : ne s'opposent pas à des taux imaginaires, mais aux taux « nominaux ». Les taux nominaux sont ceux qui sont affichés sur les étiquettes des marchés et qui sont réellement payés par l'emprunteur. Pour obtenir les taux réels, les calculateurs malicieux déduisent du taux nominal celui de l'inflation. Emprunter à 15 % si la hausse des prix est à 10 % et contracter un crédit à 15 % avec une inflation de 2 % : ce n'est pas la même chose. D'où l'intérêt du calcul des taux réels.

● **TSS** : en clair (1), taux de base bancaire. Le prix accordé par les banquiers à leurs meilleurs clients. Les banques l'établissent en tenant compte à la fois du coût de leurs ressources et de leurs dépenses. Fixé « librement » par les banques. Equivalant aux Etats-Unis : le *prime rate*.

E. I.

Des entreprises de pointe construisent l'ESIEE à Marne-la-Vallée.

UN VAISSEAU
DE L'AN 2000
POUR LES CONQUIÉRANTS
DE L'AN 2000



Venu tout droit du futur, un prisme géant se pose au cœur de la Cité Descartes, Technopole de Marne-la-Vallée. Conçu par Dominique Perault, jeune architecte de 34 ans, ce gigantesque clavier d'ordinateur en acier et en verre collé, en aluminium et en alucobond, en polyester et en Lexan, en bois lamellé collé habillé de toile PVC, préfigure une révolution dans l'art de construire. En route pour demain, ce vaisseau long de 300m emmène les futurs ingénieurs de l'ESIEE — le Centre d'Enseignement Supérieur de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris — vers la plus belle aventure qui soit : la conquête technologique des années 2000.

ÉCOLE SUPÉRIEURE D'INGÉNIEURS EN ÉLECTROTECHNIQUE ET ÉLECTRONIQUE • ÉCOLE SUPÉRIEURE DE TECHNOLOGIE ÉLECTRIQUE • FORMATION CONTINUE • RECHERCHE

Cette publicité est émise par 3 leaders du bâtiment qui ont appliqué le meilleur de leur savoir-faire dans ce projet : SARBOR pour l'assise acier et la toiture, CRAMEBEL pour la réalisation de l'ensemble des façades en vitrage extérieur collé et en ALUCOBOND, produit ALUSUISSE fourni par GABICOR, GENERAL ELECTRIC PLASTICS pour le polycarbonate Lexan, WEISROCK pour la structure en béton armé, collé et la couverture du gymnase, REMAG pour les équipements de cuisine.



Centre de Commerce et d'Industrie de Paris

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



TOTAL COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES

Comptes consolidés au 30 juin 1987

Au cours de sa séance du 4 novembre 1987, le conseil d'administration a examiné les états consolidés du groupe TOTAL au 30 juin 1987 dont les principaux chiffres, en millions de francs, sont les suivants :

	Année 1986	1 ^{er} sem. 1987
Chiffre d'affaires	95 722	44 452
Marge brute d'auto-financement	4 114	3 632
Effet de stock	- 7 500	860
MBA, hors effet de stock	11 614	2 772
Résultat de l'ensemble consolidé	- 1 246	1 177
Part revenant aux intérêts minoritaires	- 775	445
Résultat net (part de TCFP)	- 471	1 032

La remontée des prix du pétrole permet de retrouver des niveaux plus rémunérateurs pour la production pétrolière et gazière. Dans le secteur raffinage/distribution, cette remontée a dégagé un effet de stock positif qui a rendu légèrement bénéficiaire l'ensemble de ce secteur.

La cession en août de la filiale italienne de raffinage/distribution ne sera prise en compte qu'au deuxième trimestre. Elle se traduira par un bénéfice exceptionnel d'environ 1 000 MF.

Les investissements bruts ont été maintenus à un niveau élevé : 4 882 MF contre 9 599 MF pour l'ensemble de 1986.

Les prévisions établies pour l'ensemble de l'année 1987 font apparaître que, sauf événement important, notamment dans le domaine des prix, le résultat de l'ensemble consolidé devrait être compris entre 2 000 et 2 500 MF.

GROUPE TOTAL

Le Carnet des Entreprises

Alexis BONNET, trente-trois ans, rejoint le groupe Rhône-Poulenc en qualité de directeur des ventes de la filiale Xylotrim. Diplômé de l'ISG, il a débuté sa carrière chez Procter & Gamble où il a exercé différentes responsabilités au sein de la direction commerciale.

b INTERBAIL

Le Conseil de Surveillance s'est réuni le 26 octobre 1987 sous la présidence de M. Jean MARTINEAU. Celui-ci a accueilli M. Michel PÉBEREAU, Président-Directeur Général du CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE, qui représente désormais cette banque, Vice-Président, en remplacement de M. Charles de CROISSET.

La BANQUE HERVET et INTERSHOP HOLDING AG occupent deux nouveaux postes de censeur qui sont représentés respectivement par M. Jean-Pierre LELOURDY et M. Heinz RÖDER.

M. Jean-Baptiste PASCAL, Président du Directoire, a commenté les principales évolutions de la société. INTERBAIL a depuis 2 ans décaissé 500 millions de francs supplémentaires pour la constitution de son patrimoine de location simple. Ce patrimoine, dont la valeur brute comptable atteint le montant des fonds propres, vient d'être soumis à un audit extérieur. En dépit de ce renforcement important et très récent du portefeuille immobilier propre, celui-ci fait ressortir une valeur d'expertise de plus de 30 % par rapport à la valeur brute comptable.

Ces acquisitions n'ont pas été pratiquées en substitution de l'activité de crédit-bail immobilier, laquelle ne se ralentit pas. A fin octobre, les nouveaux contrats de crédit-bail immobilier atteignent un chiffre voisin de 700 millions de francs. La société a eu le souci, grâce notamment à la pratique de son refinancement et à l'importance de son cash-flow, de préserver ses marges.

La prise en compte de ces éléments devrait permettre au Directoire de proposer au Conseil une progression du dividende pour 1987 nettement supérieure à l'inflation.



Aujourd'hui en matière de courbe de croissance, on ne fait guère mieux que la ligne droite.

LE METRO, C'EST LE SENS DES AFFAIRES.

Promodès

GROUPE PROMODÈS

Pour le troisième trimestre 1987, le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à 3,6 milliards de francs, en progression de 8 %.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à 24,8 milliards de francs, en augmentation de 6 % par rapport aux neuf mois de l'exercice précédent. A taux de change constant pour les activités à l'étranger, la progression globale aurait été de 10 %.

SOCIÉTÉ PROMODÈS

Pour la société PROMODÈS, le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à 2,9 milliards de francs en troisième trimestre, et à 8 milliards de francs pour les neuf premiers mois de l'exercice, soit une progression de 2 %.

Valeo

VALEO : PROJET DE CESSIION D'ALLEVARD INDUSTRIES

Valeo convoque pour le 9 novembre prochain son comité central d'entreprise afin de le consulter sur un projet de cession d'Alleward Industries à un groupe d'actionnaires constitués de principaux dirigeants de l'entreprise et de la banque londonienne Baring.

Alleward Industries contrôle à 84 % Ressorts Industriels, qui fabrique des ressorts pour l'automobile et des attaches élastiques pour rails, et à 99 % Aciers d'Alleward, qui fabrique des aciers laminés, plats, ronds ou usinés.

Alleward Industries est entré dans le périmètre des activités de Valeo en 1986, par apport de la CGIP (Compagnie générale d'industrie et de participations), qui devenait ainsi le deuxième plus important actionnaire de Valeo.

Le chiffre d'affaires d'Alleward en 1986 a été de 869 millions de francs et les effectifs sont de mille deux cent soixante personnes.

L'opération permettrait de dégager une plus-value consolidée de 30 millions de francs et de procéder à une liquidité de l'ordre de 300 millions de francs.

L'équipe dirigeante qui conduisait l'opération a réalisé le redressement récent des résultats d'Alleward ; ses compétences sont particulièrement reconnues dans le domaine sidérurgique et métallurgique.

HOLDING SAINT-HONORÉ

Dans sa séance du 4 novembre 1987, le conseil d'administration, par délégation de l'assemblée générale mixte du 28 octobre 1987, a décidé d'effectuer une augmentation de capital en souscrivant en date du 30 novembre 1987.

La société procède à l'émission de 233 000 actions de 50 F nominal au prix de 184 F. Les actionnaires bénéficieront d'un droit préférentiel de souscription à concurrence de sept actions nouvelles pour cinq anciennes.

Les actions nouvelles porteront jouissance au 1^{er} janvier 1988 et seront cotées au comptant de la Bourse de Paris.

A l'issue de l'opération, le groupe Edmond de Rothschild, principal actionnaire de Holding Saint-Honoré, en conservera la majorité de blocage.

Il est rappelé que Holding Saint-Honoré détient, avant augmentation de capital, des actifs pour un montant de l'ordre de 300 millions de francs, composés principalement de titres de sociétés cotées : la Compagnie financière Edmond de Rothschild-Banque (20 %), Cogefrance (18,9 %), Groupe Expansion (3,1 %), Savor Club (16,4 %), Banque Sofiro (99 %).

Le but de l'émission est d'associer l'épargne publique au développement rapide du groupe Edmond de Rothschild, dont la stratégie d'investissement consiste à prendre des participations significatives à moyen et long terme dans des secteurs-clés tels que communication, loisirs, banque et services.

SOCIAL

La manifestation de la FGA-CFDT à Paris

M. Guillaume invité à renouer le dialogue avec les salariés de l'agriculture et de l'agro-alimentaire

La FGA (Fédération générale de l'agro-alimentaire) CFDT, principale organisation syndicale chez les salariés de l'agriculture et de l'agro-alimentaire, organise le 6 novembre une manifestation publique pour sensibiliser le ministre de l'Agriculture, M. Guillaume, aux « pertes d'emploi » de ce secteur et à « l'absence de concertation avec les pouvoirs publics ». Le secrétaire général de la CFDT, M. Edmond Maire, devait notamment s'exprimer sur le développement rural en France et sur le rôle que les salariés peuvent y jouer.

Par le jeu des classifications qui plait tant à l'esprit français, il existe un lien étroit entre les vachers, les employés d'abattoirs, les agents des caisses régionales de Crédit agricole, le personnel de Kronenbourg et les fonctionnaires de l'INRA. Tous — ils sont au total quinze millions — entrent dans la catégorie des salariés de l'agriculture et de l'agro-alimentaire. Elle dépasse en nombre les agriculteurs proprement dits (un million d'exploitants environ) et dépend, en tout ou partie, du ministère de l'Agriculture. Cette population perd des emplois depuis 1986 dans chacune de ses branches d'activité. L'hémorragie a commencé en 1983, lorsque les industriels agro-alimentaires (coopératives, entreprises privées) ont cessé globalement de créer des emplois. Ce phénomène était cependant compensé par le dynamisme des services (ser-

vices techniques, crédit agricole, fonction publique) qui continuaient à accroître leurs effectifs. Mais, depuis l'an passé, le moteur tertiaire a connu à son tour des ratés. Les emplois nouveaux ne compensent plus ceux qui disparaissent.

« Y a-t-il un pilote rue de Varennes ? »

Face à cette réalité nouvelle, la FGA-CFDT s'interroge des silences de M. François Guillaume. Le ministre payan a-t-il oublié ses salariés ? C'est le sens de la question « Y a-t-il un pilote rue de Varennes ? », que le principal syndicat de ce secteur a voulu poser, le 6 novembre, au ministre de l'Agriculture. « La concertation n'existe pas », explique M. Marc Gagnaire, secrétaire général de la FGA-CFDT. En 1986, M. Guillaume avait promis aux salariés une réunion de travail sur le projet de loi de modernisation agricole. Elle n'a pas eu lieu. Nous étions représentés au conseil supérieur d'orientation agricole, créé par M. Méhaignerie en 1980. M. Guillaume a fait modifier les statuts. Les salariés n'y siègent plus. La réforme des Chambres d'agriculture, dont le projet a été approuvé par le ministre, a réduit de moitié le nombre des élus salariés.

L'objectif de la manifestation du 6 novembre est d'inviter M. Guillaume à créer des lieux de dialogue comparables à ceux mis sur pied en 1984 par MM. Ricard et Delebarre, alors ministres de l'Agriculture et

des affaires sociales, et par l'ensemble des syndicats (sauf la CGT) et deux chambres de la Fédération nationale des coopératives laitières. Il s'agit de prévenir les licenciements par une action décentralisée des employeurs et salariés.

La FGA-CFDT entend ainsi établir le dialogue avec les pouvoirs publics sur des propositions précises. Selon elle, le secteur agricole et agro-alimentaire vit sur une rente de situation. Il est celui qui investit le moins dans la formation professionnelle, comparé à tous les autres secteurs industriels. « On devrait lier la distribution des aides à des vœux de formation », affirme M. Gagnaire. Quant à la recherche, poursuit-il, elle sera dans dix ans au service des firmes qui auront des moyens de développement, donc les grands groupes. Il faudrait créer une cellule spécialisée sur les PME à l'INRA.

Enfin, la FGA-CFDT estime qu'en 1987 l'exploitation agricole nécessite d'autres formes de gestion et, par conséquent, l'utilisation de salariés qualifiés. Là où un agriculteur ne peut à lui seul supporter cette charge, des groupements d'employeurs paysans doivent pouvoir y parvenir et installer ainsi de nouveaux actifs en milieu rural, formés aux techniques nouvelles, disent en substance les délégués.

Le 6 novembre, mille militants de la FGA-CFDT devaient porter ce message au ministre de l'Agriculture, avec en main des bouquets de chrysanthèmes. Pour le dire avec des fleurs...

ÉRIC FOTTONNO.

Des salariés se mobilisent pour le pouvoir d'achat

Les salariés se remobilisent-ils pour la défense du pouvoir d'achat ? M. Louis Vianet, secrétaire de la CGT, à l'issue de la commission exécutive de la confédération, s'est félicité d'une « montée de la mobilisation ».

Un propos que les cégétistes reprennent trop souvent pour qu'on les croie... Mais le mois écoulé a été marqué par des grèves plus dures, ou du moins plus durables qu'à l'habitude : cinq jours à la CPIO (Compagnie des productions industrielles de l'Océan), à Nantes, du 1^{er} au 5 octobre, dix jours chez Bull à Angers, du 2 au 12, une semaine à la CEPEL, filiale de Thomson qui construit des téléviseurs, plus de huit jours, du 19 au 27 octobre, pour les deux cents ouvriers de Tecnor à Bourg-en-Bresse, et deux semaines pour ceux de Renault-Véhicules industriels dans la même ville, où des débrayages sporadiques ont repris ces jours-ci.

Le conflit le plus long, puisqu'il dure depuis le 8 octobre, concerne le magasin de pièces détachées Renault de Cergy : pour une fois, les grévistes, qui bloquaient seulement l'accès des véhicules et non celui des

salariés venant travailler, ont eu l'appui de la justice, le tribunal de Pontoise ayant refusé leur expulsion.

Cette durée exceptionnelle paraît tenir à la présence dans cet établissement de jeunes salariés, venus parfois de province, ayant souvent eu à faire des dépenses de logement importantes, et déçus par l'absence de progression des salaires. Ils ne craignent pas pour leur emploi, l'établissement étant de création récente.

Des minorités déçues

Toutes les grèves présentent beaucoup de caractères communs. Elles sont motivées par des revendications simples, sur les salaires : par exemple, 5 % d'augmentation avec un plancher de 500 F chez Bull, 500 F pour tous à Cergy. Ces demandes ont été soutenues de façon à peu près unanime par plusieurs syndicats : FO, CGT, CFDT chez Bull — comme pour les débrayages actuels de Flins — CFDT et CGT à RVI comme à Cergy.

Mais les syndicats n'ont souvent que soutenu et organisé un mouve-

ment parti de la base. Ils ont tenté d'obtenir des négociations avec les directions. Les grèves n'ont été suivies cependant que par une minorité des salariés : quelques centaines sur 1 180 chez RVI, 300 au maximum à Cergy, 500 sur 2 800 chez Bull. Cela fait la force et la faiblesse de ces mouvements : ces minorités décidées tiennent longtemps, mais leurs grèves restent géographiquement limitées et ne parviennent guère à infléchir les décisions des entreprises.

Reste passive, la majorité des salariés a été souvent contentante : les revendications des grévistes traduisent des aspirations largement partagées. Il n'est pas étonnant, en particulier, que les augmentations de salaires prévues étant inférieures à la hausse des prix, des entreprises du groupe Renault soient touchées : au moment où elles sortent du rouge, les salariés, qui ont accepté des sacrifices à la fois sur les salaires et sur l'emploi, pendant plusieurs années, souhaitent, eux aussi profiter, de l'embellie.

GUY HERZLICH.

AFFAIRES

Dernier pôle français de machine-outil

Machines françaises lourdes s'achemine vers le dépôt de bilan

La débâcle du plan machine-outil de 1982 est complète. La seule importante entreprise encore survivante de ce secteur, MFL (Machines françaises lourdes) s'achemine vers le dépôt de bilan en l'absence de repreneurs. Les deux candidats sérieux, jusqu'à en lice, ont déclaré forfait : une PME française de mécanique (Brisard), parce que ses banquiers ont refusé de la suivre, et le holding belge-israélien TP Industries, parce qu'il n'a pas obtenu la soutien des banquiers de MFL.

Le conseil de surveillance de l'entreprise a donc demandé, le 5 novembre, au tribunal de commerce de Paris, la nomination d'un administrateur judiciaire. Après le dépôt de bilan, on devrait voir se manifester à nouveau les deux derniers candidats à la reprise, ainsi que d'autres groupes précédemment pressentis. Car MFL dispose d'un outil industriel moderne et d'un bon carnet de commandes.

MFL souffre pourtant de deux défauts majeurs. Le premier, c'est de ne pas avoir réussi jusqu'à à équilibrer ses comptes, alors que son patron, M. Louis Tardy, lui avait fixé cet objectif pour 1986. Les pertes de l'an dernier dépassent les 100 millions de francs et pourraient encore s'élever à quelque 80 millions

en 1987, pour un chiffre d'affaires d'environ 650 millions de francs. Le second, c'est de ne jamais avoir eu, dès sa création, le soutien de ses actionnaires. En 1982, le gouvernement avait, en effet, « forcé la main » à neuf clients (Péage, Aérospatiale, SNECMA...) pour entrer dans le tour de table de MFL aux côtés de la SOPARI (actionnaire à 35 %), filiale de l'Institut de développement industriel et depuis la privatisation de celui-ci, de la Caisse des dépôts.

Désireux de ne pas réduire à néant les efforts financiers faits depuis 1982 (quelque 800 millions de francs), les pouvoirs publics, ainsi que les actionnaires et les banques, avaient, fin 1986, consenti un nouvel apport financier en faveur de MFL, pour financer un nouveau plan social et le budget de recherche et de développement. Ils avaient également confié à Morgan Grenfell la mission de trouver un véritable actionnaire auquel le ministère de l'Industrie était prêt à apporter son soutien financier. Cette mission avait laissé penser, jusqu'à ces derniers jours, qu'une solution de reprise était possible en l'état. Ce qui ne paraît désormais plus le cas.

C. B.

ÉNERGIE

La surproduction en Iran et en Irak fait chuter le prix du pétrole

Pour le cinquième jour consécutif, le cours du pétrole a chuté, jeudi 5 novembre. Le brut de la mer du Nord a perdu environ 20 cents, revenant à 18 dollars le baril, pour une livraison en décembre. Le cours est même passé un moment à 17,95 dollars. A New-York, la West Texas Intermediate a fléchi de 9 cents à 18,98 dollars.

Ce recul marqué de près de 1 dollar depuis le début de la semaine est provoqué d'une part, selon les opérateurs, par un dumping des Iraniens sur les marchés libres européens. Téhéran, qui est sous le coup d'un embargo des Américains, aurait dû réorienter certaines cargaisons pour les écoulées à Rotterdam. D'autre part, et surtout, les milieux pétroliers réagissent à des informations faisant état d'une surproduction de l'OPEP. L'Agence internationale de l'énergie vient de confirmer que, selon ses calculs, l'OPEP aurait produit 19 millions de barils par jour en octobre, c'est-à-dire 300 000 barils par jour de plus qu'en septembre et même plus que le plafond que s'est fixé l'organisation pour la fin de l'année : 16,6 millions de barils par jour. L'Arabie saoudite aurait respecté son quota, mais l'Irak et l'Iran l'auraient largement dépassé, ainsi que les Émirats.

Les treize pays membres de l'Organisation doivent se retrouver en décembre à Vienne. Pour les milieux pétroliers, la conférence s'annonce difficile.

Eurotunnel. Rendez-vous avec l'histoire.

Jules César, Léonard de Vinci, Ferdinand de Lesseps ont rêvé de changer la terre. Nous sommes en train de le faire. Nous sommes en train de construire le Tunnel sous la Manche. Et vous pouvez le faire avec nous.

Vous pouvez prendre part à l'un des plus grands projets privés de notre siècle avec Eurotunnel, le groupe privé chargé du financement, de la construction, et de l'exploitation du Tunnel pour une durée de 55 ans.

Des institutions financières internationales de tout premier ordre nous ont déjà rejoints, et 198 banques du monde entier nous ont apporté leur appui, avec la Banque Européenne d'Investissement. Et l'accord de la France et de la Grande-Bretagne a été définitivement scellé par un traité le 29 juillet 1987.

Dès 1993, Eurotunnel va changer la face de l'Europe pour ses 350 millions d'habitants, qui pourront désormais traverser la Manche en moins de 35 minutes, tous les jours, toutes les nuits, toute l'année, par un double tunnel foré à environ 40 mètres sous terre. Des dizaines de millions de passagers l'emprunteront chaque année. Des millions de tonnes de marchandises y transiteront. Dès 1993, une page de l'histoire sera tournée pour l'Europe.

Dès 1993, une nouvelle page s'écrit. Écrivez-la avec nous. En devenant prochainement actionnaire d'Eurotunnel, le plus gigantesque péage du monde.

Eurotunnel Information, Tour Franklin, Puteaux, Cedex 11 - 92081 Paris-La Défense. Minitel 3615 EUROTUNNEL. Note d'information visée par la COB disponible auprès des intermédiaires financiers.



EUROTUNNEL. UN PAS DE GÉANT.

Marchés financiers

BOURSE DU 6 NOVEMBRE

Règlement mensuel										Règlement mensuel													
Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -
1813	A.S. 5% 1873	1770	1701	1703	- 1.58	520	Orléans	745	780	750	+ 0.67	500	Localbahn	674	558	675	+ 0.15	78	De Beers	54	54.30	54.30 c	+ 0.56
1816	C.N.E. 3%	1730	3800	3800	+ 0.80	521	Dunlop	145	146	146	+ 0.50	501	Localbahn	394	395	377	- 0.51	79	Dresdner Bank	865	851	852	- 1.24
1130	R.A.P. T.P.	1000	1055	1055	- 1.56	522	Dunlop	225	225	225	+ 0.18	502	Localbahn	201	201	201	+ 0.17	80	Disconto Bank	110	110	110.80	+ 0.73
1107	R.A.P. T.P.	1066	1063	1063	- 0.18	523	Dunlop	274	274	274	+ 0.38	503	Localbahn	258	258	258	+ 0.17	81	Disconto Bank	531	531	539	+ 0.39
1116	Localbahn	1066	1063	1063	- 0.18	524	Dunlop	274	274	274	+ 0.38	504	Localbahn	258	258	258	+ 0.17	82	Disconto Bank	441	441	444	+ 0.69
1945	Rheinl. T.P.	1530	1620	1620	+ 0.60	525	Dunlop	274	274	274	+ 0.38	505	Localbahn	258	258	258	+ 0.17	83	Disconto Bank	54	57	58	+ 3.70
1806	Rheinl. T.P.	1530	1620	1620	+ 0.60	526	Dunlop	274	274	274	+ 0.38	506	Localbahn	258	258	258	+ 0.17	84	Disconto Bank	186	189	189	+ 1.63
1180	St-Gabriel T.P.	1210	1210	1210	+ 0.10	527	Dunlop	274	274	274	+ 0.38	507	Localbahn	258	258	258	+ 0.17	85	Disconto Bank	156	156	156	+ 0.82
1182	St-Gabriel T.P.	1210	1210	1210	+ 0.10	528	Dunlop	274	274	274	+ 0.38	508	Localbahn	258	258	258	+ 0.17	86	Disconto Bank	233	233	233.50	+ 0.29
1183	St-Gabriel T.P.	1210	1210	1210	+ 0.10	529	Dunlop	274	274	274	+ 0.38	509	Localbahn	258	258	258	+ 0.17	87	Disconto Bank	440	445	445	+ 1.14
1184	St-Gabriel T.P.	1210	1210	1210	+ 0.10	530	Dunlop	274	274	274	+ 0.38	510	Localbahn	258	258	258	+ 0.17	88	Disconto Bank	55	55	55	+ 0.00
1185	St-Gabriel T.P.	1210	1210	1210	+ 0.10	531	Dunlop	274	274	274	+ 0.38	511	Localbahn	258	258	258	+ 0.17	89	Disconto Bank	86	86	86	+ 0.00
1186	St-Gabriel T.P.	1210	1210	1210	+ 0.10	532	Dunlop	274	274	274	+ 0.38	512	Localbahn	258	258	258	+ 0.17	90	Disconto Bank	243	243	243	+ 0.00
1187	St-Gabriel T.P.	1210	1210	1210	+ 0.10	533	Dunlop	274	274	274	+ 0.38	513	Localbahn	258	258	258	+ 0.17	91	Disconto Bank	388	374	374	+ 3.63
1188	St-Gabriel T.P.	1210	1210	1210	+ 0.10	534	Dunlop	274	274	274	+ 0.38	514	Localbahn	258	258	258	+ 0.17	92	Disconto Bank	338	342	342	+ 1.48
1189	St-Gabriel T.P.	1210	1210	1210	+ 0.10	535	Dunlop	274	274	274	+ 0.38	515	Localbahn	258	258	258	+ 0.17	93	Disconto Bank	71	71	71	+ 0.00
1190	St-Gabriel T.P.	1210	1210	1210	+ 0.10	536	Dunlop	274	274	274	+ 0.38	516	Localbahn	258	258	258	+ 0.17	94	Disconto Bank	37	37	37	+ 0.00
1191	St-Gabriel T.P.	1210	1210	1210	+ 0.10	537	Dunlop	274	274	274	+ 0.38	517	Localbahn</										

Comptant (selection)[illegible]**SICAV** (selection)

VALEURS		VALEURS		VALEURS	
Emission	Rechart	Emission	Rechart	Emission	Rechart
Frane Incl.		Frane Incl.		Frane Incl.	
A.A.A.	653 44	888 77	Francie Inc.	574 81	1351 88
Acadia	182 59	177 70	Frane-Associates	1350 73	1389 44
Action Films	339 85	379 71	Franchise	305 47	1102 85
Action Invest.	228 82	319 51	Franchort	10838 77	332 58
Actions selection	427 27	478 30	Franchise	243	484 30
Academics	553 63	559 14	Franchise	854 13	578 41
A.G.E. Action Inc. (P)	453 17	461 26	Franchise	233 68	633 28
A.G.E. 5000	500 85	453 05	Franchise	420 48	1357 70
A.G.E. E.D.	1040 35	1030 05	Franchise	8215 30	15540 62
A.G.E. Int'l	416 26	405 08	Franchise	598 80	84 37
A.G.E. Invest.	88 80	87 89	Franchise	11178 46	95 33
A.G.E. O.B.L.	1000 30	1058 41	Franchise	1003 31	55 33
A.G.E. S.M.I.	10035 35	10335 35	Franchise	57110 28	465 44
Agilis	519 33	544 70	Franchise	30 25	91 29
A.I.C.	265 32	245 23	Franchise	34 25	102 66
ALTA	155 33	175 33	Franchise	159 33	347 78
Amel-G	474 98	4629 72	Franchise	107 18 01	948 80
Ames-Val	688 08	637 34	Franchise	685 37	871 05
Amplis	557 40	442 27	Franchise	1382 20	7180 73
Amplis-Com. term	5528 33	5518 28	Franchise	128	3384 73
Amplis	31 38	330 23	Franchise	585 03	5884 23
Ansons Pacific	25857 32	25857 32	Franchise	463 98	10728 47
ANP	1174 81	1170 81	Franchise	518 93	1001 81
ANP	1274 98	1258 93	Franchise	118 93	78 92
Av. Europe	115 93	115 93	Franchise	1210 51	1002 19
Av. Investments	104 05	92 08	Franchise	1394 88	2184 71
Banc. Invest.	368 73	372 08	Franchise	1947 03	462 44
Banc. Associates	2670 08	2682 07	Franchise	821 06	100 86
Banc. Int'l	80 21	79 88	Franchise	1289 20	5474 88
Capital P.	1688 48	1688 48	Franchise	1462 03	1110 37
Capital P. (P)	320 53	317 82	Franchise	833 17	902 27
Capital term team	1227 67	1217 67	Franchise	642 82	1422 82
Capital term	1078 81	1078 81	Franchise	11638 80	615 82
Cartas	820 86	783 84	Franchise	357 95	407 39
Cashier	412 11	429 23	Franchise	533 88	507 38
Cashier-Panama	258 78	231 48	Franchise	14630 03	14607 23
Cashier-Int'l	357 19	334 44	Franchise	17880 13	17884 44
Cashier-Panama	1177 86	1160 48	Franchise	288 77	288 77
Cashier-Panama	1177 86	1160 48	Franchise	228 15	228 15
Cashier-Panama	1177 86	1160 48	Franchise	241 17	241 17
Cashier-Panama	1177 86	1160 48	Franchise	50000 10	50000 10
Cashier-Panama	1177 86	1160 48	Franchise	728 87	68 82
Cashier-Panama	1177 86	1160 48	Franchise	271 20	271 20
Cashier-Panama	1177 86	1160 48	Franchise	231 20	231 20
Cashier-Panama	1177 86	1160 48	Franchise	288 77	288 77
Cashier-Panama	1177 86	1160 48	Franchise	228 15	228 15
Cashier-Panama	1177 86	1160 48	Franchise	241 17	241 17
Cashier-Panama	1177 86	1160 48	Franchise	50000 10	50000 10
Cashier-Panama	1177 86	1160 48	Franchise	728 87	68 82
Cashier-Panama	1177 86	1160 48	Franchise	271 20	271 20
Cashier-Panama	1177 86	1160 48	Franchise	231 20	231 20
Cashier-Panama	1177 86	1160 48	Franchise	288 77	288 77
Cashier-Panama	1177 86	1160 48	Franchise	2	

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS	
	préc.	6/11	Achat	Vente
Euro-Unité (S. 100).....	5 075	5 692	5 460	8
ECU.....	7 728	7 861		
Albanie (100 DM).....	340 000	338 000	327	347
Allemagne (100 F).....	16 278	16 248	15 500	16 800
Playa (S. 100 L.).....	302 500	302 750	286	308
Denemark (100 ind).....	90 200	97 590	84	91
Hongrie (100 H).....	89 200	89 240		82
Indonésie (100 Rp).....	10 198	10 163	8 800	10 560
Géorgie (100 G).....	4 498	4 315	3 800	4 500
Irak (1 000 Din).....	4 611	4 522	4 280	4 780
Israël (100 L.).....	414 440	414 150	398	420
Suède (100 ind).....	94 940	94 220	90	95
Autriche (100 sch.).....	48 410	48 440	46 500	48 200
Espagne (100 pes.).....	5 675	5 681	5 500	5 400
Portugal (100 esc.).....	4 169	4 187	4 000	4 300
France (100 francs).....	4 392	4 315	4 060	4 400
Canada (S. 100).....	4 285	4 211	4 080	4 250

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 6/11
Or fin (à la livre)	85800	84750
Or fin (en grammes)	86000	84900
Pièce française (20 fr)	536	552
Pièce française (10 fr)	360	
Pièce suisse (20 fr)	534	536
Pièce suisse (10 fr)	486	484
Souverain	652	639
Pièce de 25 dollars	29 10	3090
Pièce de 10 dollars	1455	1530
Pièce de 5 dollars	880	
Pièce de 50 pence	3450	3400
Pièce de 10 florins	525	520
Or London	459 70	466 80
Or Zurich	457	458 30
Or Hongkong	465 25	456 25
Argent London		

Hors-cote

Caltepec	208	.....
C.E.M.	.....	.....
Cowboy	104 50	.....
Cogebolsa	100	110
C. Ciudad. Fossilium	100	.....
Copacsa	327	.....
Dados Inc. (Chen.)	780	.....
Dacot	135	130
Daguerre	735	.....
Hydro-Sunlight	335	310
Hysco	290	.....
Mexicanvaca	45	36 20
Mitobolsa	670	.....
Petroleum-I.D.	3400	.....
R&R Inc.	348	.....
Royden N.V.	159 80	159
S.P.R.	506	428
Union	380	.....
Union Resources	128 50	.....

e : coupon détaché - e : offre

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

